



::: DOMINO :::
Action Thématique Programmée

**Acteurs, utilisation des ressources et gestion de l'espace
dans la région du lac de Guiers :
Éléments de contribution au diagnostic des enjeux politiques**

Sidy Mohammed Seck, avec la collaboration de Pierre Valarié et Grégoire Leclerc



Novembre 2005

**ACTEURS, UTILISATION DES RESSOURCES ET GESTION
DE L'ESPACE DANS LA REGION DU LAC DE GUIERS :**

Eléments de contribution au diagnostic des enjeux politiques

**Sidy M SECK (UGB)
Avec la collaboration
de
Pierre Valarié (CNRS)
et
Grégoire Leclerc
(CIRAD)**

1 PEUPLEMENT ET EVOLUTION DE LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES DE LA REGION DU LAC DE GUIERS

1.1 Environnement et évolution de l'aménagement du Lac

1.1.1 Le lac et son environnement

1.1.2 Aménagements hydrauliques du lac et évolution des conditions de la ressource

1.2 Peuplement et mouvements de populations autour du lac

1.2.1 Caractéristiques et évolution récente de la population

1.2.2 Dispersion du peuplement et mobilité de la population

1.3 Mise en valeur des ressources des ressources du lac et effets des aménagements hydrauliques

1.3.1 Systèmes de production traditionnels et pluri-activité des populations

1.3.2 Développement et dynamique actuelle de l'agriculture irriguée

1.4 Effets du développement de l'irrigation l'espace autour du lac : recompositions et tensions autour de l'utilisation des ressources

2. TEXTES JURIDIQUES ET CONVENTIONS APPLICABLES DANS LA GESTION DES RESSOURCES DANS LA REGION DU LAC DE GUIERS

2.1 Conventions et accords internationaux

2.1.1 Les textes relatifs au fleuve Sénégal : une gestion internationale des ressources partagées

2.1.2 Les conventions internationales sur l'environnement et les sites protégés.

2.2 Les principales lois et réglementations nationales

2.3 Une convention locale : la Charte du domaine irrigué

3. ACTEURS ET CADRE INSTITUTIONNEL DE LA GESTION DES RESSOURCES

3.1 Acteurs et niveaux d'intervention dans la gestion et l'utilisation des ressources autour du lac de Guiers

3.1.1 Les acteurs institutionnels

3.1.2 Les acteurs industriels et promoteurs touristiques

3.1.3 Les organisations de producteurs et les associations villageoises de développement

3.2 Position des acteurs, sphère de négociation et points de tension

4 LA GESTION FONCIERE DANS LA REGION DU LAC DE GUIERS : LES PRINCIPES ET LES PRATIQUES

4.1 La loi sur le Domaine national et la réforme foncière au Sénégal

- 4.1.1 « Bouleversement en silence » du système foncier coutumier et institution d'un régime domanial**
- 4.1.2 Organisation et composantes du Domaine national**
- 4.2 Décentralisation et gestion du foncier en zone rurale**
 - 4.2.1 Le Conseil rural et la gestion des terres de terroirs**
 - 4.2.2 Contraintes et insuffisances dans la gestion du foncier et le fonctionnement des conseils ruraux**
 - 4.2.2.1 Contraintes et insuffisances d'ordre technique**
 - 4.2.2.2 Contraintes et insuffisances liées aux ressources financières et humaines**
 - 4.2.2.3 Difficultés et insuffisances d'ordre institutionnel et socio-politique**
- 4.3 Gestion des terres et pratiques foncières autour du Lac de Guiers**
 - 4.3.1 Les terres classées et le domaine public de l'Etat**
 - 4.3.2 Les terres de terroirs : les textes et les pratiques concernant leur gestion**
 - 4.3.2.1 Gestion des terres affectées**
 - 4.3.2.2 La gestion des « terres non affectées »**
 - 4.3.2.3 La gestion des terres des zones pionnières reversées en zone de terroirs dans la région du lac de Guiers**
- 4.4 Perspectives d'évolution dans la gestion du foncier**
 - 4.4.1 Plan d'occupation des sols et Charte du domaine irrigué**
 - 4.4.2 Les propositions de l'étude sur la sécurisation des investissements**
 - 4.4.3 Les perspectives du programme de développement des marchés agricoles et de l'agro-industrie au Sénégal (PDMAS)**
 - 4.4.4 La loi d'orientation agro-sylvo-pastorale**

1 PEUPLEMENT ET EVOLUTION DE LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES DANS LA REGION DU LAC DE GUIERS

1.1 Environnement et évolution de l'aménagement du Lac

1.1.1 Le lac et son environnement

Le lac de Guiers est situé à l'est du Delta dans la partie nord ouest du Sénégal. Avec une superficie d'environ 240 km² et une capacité de remplissage de 390 millions de m³ à la cote IGN de 1 m, le lac constitue l'une des plus importantes réserves d'eau douce du Sénégal et la principale source d'approvisionnement en eau potable de l'agglomération dakaroise.

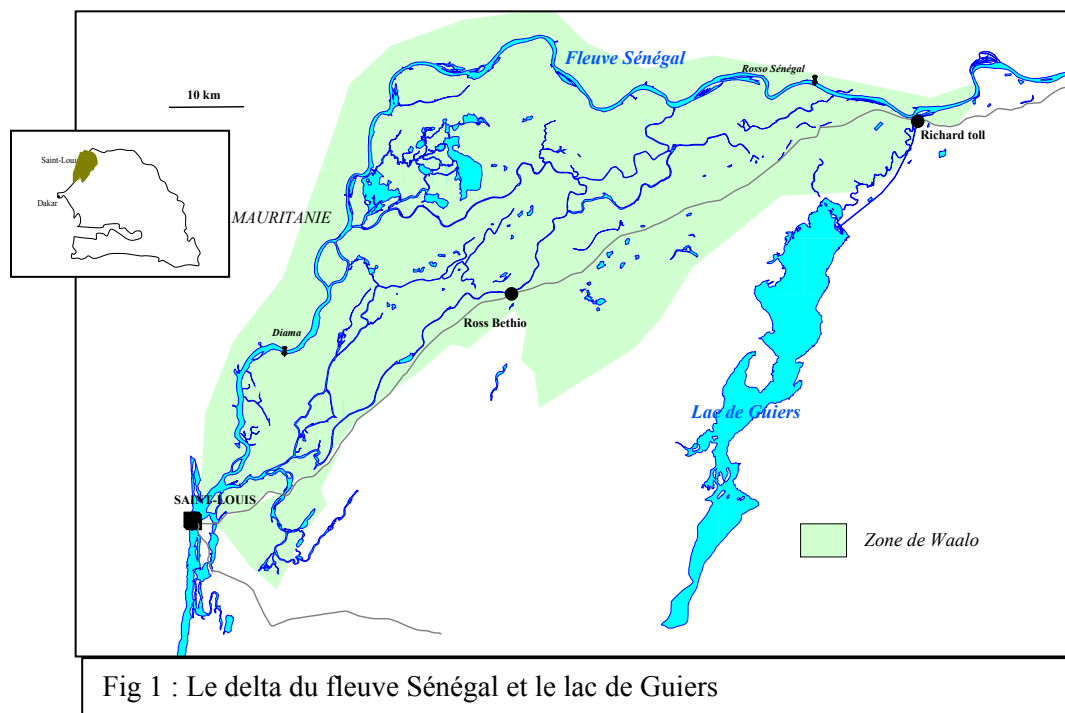


Fig 1 : Le delta du fleuve Sénégal et le lac de Guiers

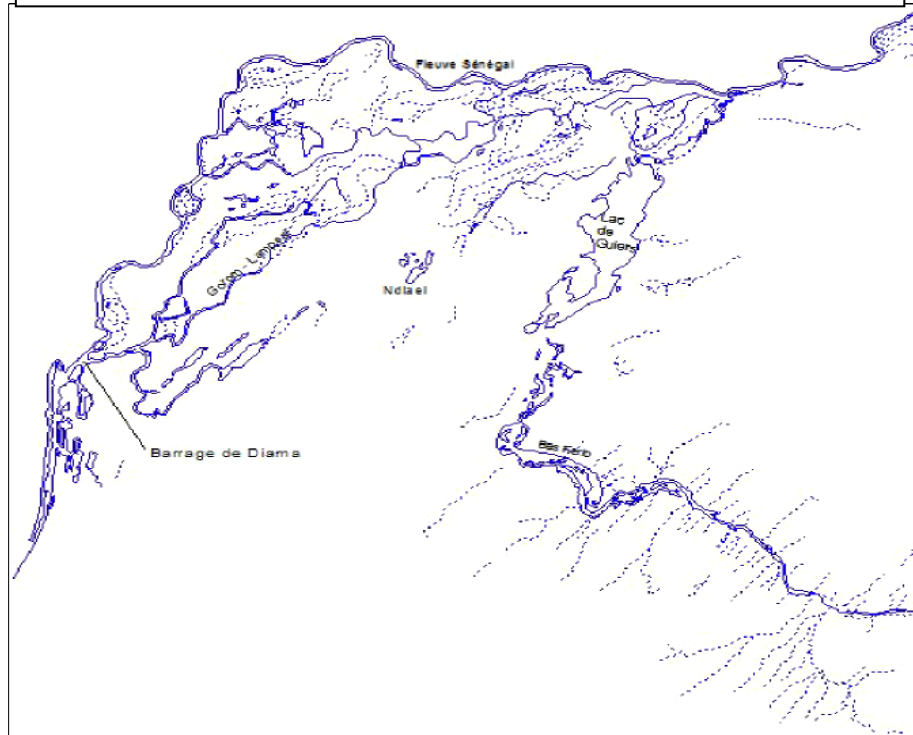
La région du lac de Guiers est marquée par un climat sahélien caractérisé par une courte saison des pluies (3 mois, d'août à octobre) avec des pluies faibles et irrégulières (en moyenne 350 mm/an à Richard Toll). La saison sèche dure neuf mois et se subdivise, en raison du régime des températures, en saison fraîche de novembre à février, période favorable aux cultures maraîchères (T° comprises entre 15 et 34°C) et en saison chaude de mars à juillet avec des T° comprises entre 25 et 40°C et la présence de l'harmattan, vent d'est chaud et desséchant.

Le lac se situe dans cette zone sahélienne, à l'intérieur de terres arides constituées de sols bruns et bruns rouges subarides. Ces sols sableux (sols *dior*) et plus ou moins pauvres en matières organiques prédominent tout autour du lac, avec l'apparition dans la partie sud de la rive orientale, de sols ferrugineux tropicaux, localement concrétionnés ou cuirassés (Mbengue 1981). Ces terres sèches (terres *jeeri*¹) contrastent nettement avec les terres riveraines du lac aux sols riches constitués d'argiles, de limons et de sables avec des teneurs élevées en matières organiques (terres *waalo* ou *tak*). La rareté et la richesse de ces terres, ont été à

¹ *Jeeri*, terres sableuses toujours exondées par opposition au *waalo* ou *tak*, terres lourdes inondées plus ou moins régulièrement

l'origine de nombreuses convoitises pour leur appropriation. Elles font l'objet d'une tenure foncière ancestrale qui subsiste encore aujourd'hui.

Fig 2 : Le système hydrologique du lac de Guiers (Sources : Base de données DGPRE in DHI/Tropis 2005)



Le lac est une composante du système hydrographique du bassin du fleuve Sénégal. Il est au centre d'un complexe hydrologique qui joue à l'échelle locale un rôle important aux plans économique, environnemental et dans la structuration de l'espace. Le lac de Guiers est en effet relié au fleuve par la Touey, un défluent nord-sud long de 25 km, dont le cours très sinueux à l'origine, a été rectifié. Dans la partie nord-ouest du lac, se détache

le Néeti Yone, un émissaire hydraulique qui alimente à 28 km au sud-ouest, la dépression du Ndiaël, une zone humide classée aujourd'hui site Ramsar. Le lac lui même s'étire sur quelques 50 km suivant une direction nord-est/sud-ouest. La moitié nord qui est plus importante renferme plus des 2/3 de ses ressources en eaux. Après Keur Momar Sarr au sud, le lac coule vers l'est sur la vallée du Bounoum (bas Ferlo) que prolonge le réseau fossile du Ferlo au cœur de la zone sylvo-pastorale (Coly 1996, HDI/Tropis 2005).

Le complexe hydrologique du lac de Guiers et ses terres alluviales offrent ainsi au cœur du sahel sénégalais, des potentialités importantes dans un milieu sahélien et essentiellement rural. Elles en ont fait de longue date, un espace d'attraction des hommes et du bétail pour l'exploitation des terres de décrue, des ressources halieutiques et des pâturages pluviaux et de décrue. Les ressources en eaux douce du lac ont été également à l'origine, dès l'époque coloniale, d'une politique de mise en valeur hydro-agricole impliquant des aménagements hydrauliques destinés à améliorer le remplissage du lac et à préserver ses eaux des intrusions salines provenant du fleuve Sénégal via la Touey. Ces aménagements hydrauliques ont fini par modifier profondément les conditions du lac.

1.1.2 Aménagements hydrauliques du lac et évolution des conditions de la ressource

A l'état naturel, le régime du lac était calqué sur celui du fleuve Sénégal à la défluence de la Touey à Richard Toll. Pendant la période de crue, d'août à novembre, le lac se remplissait à travers la Touey. Le niveau et la durée de remplissage variaient suivant l'ampleur de la crue et une partie des eaux s'écoulaient au sud, alimentant la vallée du Bounoum. Avec la baisse du plan d'eau du fleuve aux basses eaux, le lac se vidait dans le fleuve par la Touey et en fin

d'été, avec la remontée de la langue salée dans le Delta et la basse vallée, les eaux saumâtres pénétraient dans le lac. Elles étaient refoulées vers le sud lors de la crue suivante, entraînant une accumulation progressive des sels dans les zones méridionales.

En raison de ce rythme annuel du lac et de la grande variabilité hydrologique du fleuve, les cultures de décrue étaient ainsi dépendantes de la hauteur et de la durée des crues, fort variables d'une année à l'autre. Pendant l'été, les eaux contaminées par la langue salée, devenaient impropres à la consommation et à l'irrigation. Les riverains ont tenté à plusieurs reprises au début du XX^{ème} siècle, de construire sans succès, un barrage en terre sur la Taouey pour empêcher les intrusions salines. Il faudra attendre la fin de la seconde guerre pour que s'amorce un long processus d'aménagement du lac, mais également du fleuve Sénégal, qui va changer progressivement l'écosystème du lac et le régime de ses eaux.

Avec la réalisation à partir de 1945 d'un casier rizicole de 6.000 ha exploité en régie par la SDRS² et irrigué à partir des eaux du lac, un pont barrage en béton est construit en 1947, à l'entrée de la Taouey à Richard Toll. Il constitue le premier aménagement hydraulique significatif du lac. La manipulation des vannes de cet ouvrage permet d'alimenter le lac à la montée des eaux et de l'isoler de la langue salée à l'été. L'extension des aménagements hydro-agricoles dans ce secteur a entraîné un colmatage progressif du Ndiety Yone, conduisant à l'isolement de la dépression du Ndiel. Pour éviter l'écoulement des eaux du lac dans la vallée du Bounoum au sud, un barrage est construit en 1956 au niveau de Keur Momar Sarr. Ces ouvrages sont complétés au milieu des années 60 par des endiguements localisés autour du lac, pour accroître sa capacité de stockage (Coly *op. cit.*). En 1970 le casier rizicole est concédé à la CSS³ qui le convertit en périmètre de cannes à sucre et procède en 1974-75 à la rectification du cours de la Taouey pour améliorer son système de pompe.

La quasi-totalité du complexe hydrologique est affectée par ces aménagements hydrauliques qui permettent de sécuriser les ressources du lac dont la ligne d'eau n'évoluera après remplissage, qu'en fonction de l'évaporation, des pompes de la SONEES⁴ pour approvisionner Dakar, de ceux de la SDRS, puis de la CSS. Toutefois l'efficacité de ces aménagements restait tributaire du niveau des crues du fleuve et leurs limites seront mises à nue par les sécheresses de la décennie 70. La faiblesse et la courte durée des crues vont fortement affecter le niveau de remplissage du lac au cours de cette période, compromettant l'irrigation pour la CSS et l'approvisionnement en eau de Dakar. Malgré la construction en 1980 d'un second pont barrage à Ndombo, les mauvaises conditions de remplissage du lac dues à la persistance de la sécheresse et l'augmentation des prélèvements engendrent des situations hydrologiques extrêmes, notamment en 1982 et 1983, où le lac atteint son plus bas niveau connu, avec un assèchement total de sa partie méridionale. Cette situation catastrophique, a obligé l'Etat et la CSS à réaliser pendant deux années consécutives (1983 et 1984), un barrage provisoire en terre dit « bouchon de Kheune » », sur le fleuve Sénégal, pour bloquer la langue salée en aval de Richard Toll.

La réalisation dans le cadre de l'OMVS du barrage « anti-sel » de Diama dans le Delta (1986) et du barrage hydroélectrique régulateur de Manantali (1989) dans le haut bassin au Mali, va supprimer la contrainte d'alimentation du lac. Depuis lors, la remontée de la langue salée ne

² Société de développement rizicole du Sénégal.

³ Compagnie sucrière sénégalaise (entreprise privée du groupe Mimran).

⁴ Société nationale d'exploitation des eaux du Sénégal. Avec la réforme du secteur de l'eau au Sénégal, la SONEES est devenue une société de patrimoine et la SDE (Sénégalaise des eaux) une société privée, est chargée de la distribution de l'eau.

constitue plus un problème et le niveau du lac de Guiers est de plus en plus stable avec un relèvement important de sa cote. On assiste ainsi à une anthropisation totale du régime hydrologique qui a trois conséquences importantes sur les ressources du lac et son environnement immédiat :

- une submersion plus ou permanente de ses marges, avec pour conséquence, une réduction drastique des possibilités de cultures de décrue,
- une abondance toute l'année de eaux qui favorise une dynamique nouvelle de développement des périmètres irrigués, avec l'avancée d'un nouveau front agricole,
- un adoucissement des eaux et une réduction des marnages qui ont favorisé une forte prolifération de plantes aquatiques.

Cette situation est aujourd'hui à l'origine d'une nouvelle dynamique dans l'utilisation des ressources et de l'espace environnant du lac de Guiers.

1.2 Peuplement et mouvements de populations autour du lac

1.2.1 Caractéristiques et évolution récente de la population

La région du lac de Guiers est à cheval entre les régions administratives de Saint-Louis et Louga. Elle se partage entre les arrondissements de Rosso Béthio et Mbane dans la région de Saint Louis et Keur Momar Sarr dans celle de Louga. Les terroirs et espaces riverains du lac sont situés dans sept collectivités locales, cinq communautés rurales et deux communes (tab.1).

La population de ces collectivités se chiffre en 2002 à 184.554 habitants, dont 85% dans la région de Saint Louis. Près de 72% de la population vit en milieu rural où les densités relativement faibles, varient de 10 à 40 hbts/km² selon les communautés rurales. Toutefois, la répartition géographique de la population révèle deux disparités importantes : un déséquilibre dans la répartition spatiale de la population rurale et une forte concentration de la population urbaine.

La rive ouest est en effet nettement plus peuplée, avec 68% de la population (Ross Béthio, Ronkh, Rosso et Richard Toll). Malgré la création récente de la commune de Rosso Sénégal⁵ qui induit un taux d'urbanisation de 28%, la ville de Richard Toll ($\leq 15 \text{ km}^2$) regroupe 82% de la population urbaine, avec une densité de 2.840 hbts/ km². Elle concentre à elle seule, presque ¼ de la population totale des collectivités locales riveraines, plus du 1/3 de celles de la région de Saint Louis.

La population a connu un accroissement notable au cours des 15 dernières années (tableau 1). Elle a en moyenne augmenté de moitié depuis 1988 avec des taux beaucoup plus importants dans la communauté rurale de Ross Béthio⁶ et sur la rive est du lac. Ces zones ont en effet enregistré un afflux important de populations revenues de Mauritanie après les événements de 1989 ou provenant du *jeeri* pour se rapprocher du lac depuis la mise en service du barrage de Diama (déplacement ou dédoublement de l'habitat). La ville de Richard Toll a connu l'accroissement le moins important, en raison sans doute de l'exiguïté de son site actuellement au bord de la saturation et de ses difficultés à s'étendre, les espaces encore libres sur son site, étant marécageux ou très inondables (Mbagam, Khouma...).

⁵ Rosse est devenu commune en 2002, le reste des villages constituent la nouvelle communauté rurale de Ronkh.

⁶ Rosso Sénégal aurait enregistré un accroissement de 70,5% si elle était restée communauté rurale.

Tableau 1 : Population de la région du lac de Guiers
(Sources : recensement général de la population 1998 et résultats provisoires 2002)

Arrondissements	Communautés rurales et communes		Population			
			1988	2002	Ecart	
Keur M Sarr	Comm. rurales	Keur M. Sarr	13.440	21.422	7.982	59,3%
		Syer	3.758	7.063	3.305	87,9%
			17.198	28.485	11.287	65,6%
Mbane	Comm. rurales	Mbane	19.435	30.536	11.101	57,1%
Ross Béthio	Comm. rurales	Ross Béthio	32.814	53.393	20.579	62,7%
		Ronkh/Rosso Sén	17.309	20.191	2.882	16,6%
	Communes	Rosso Sénégal	-	9.328	9.328	-
		Richard Toll	29.611	42.621	13.010	43,9%
			79.734	125.533	45.799	57,4%
	% ruraux		62,9%	58,6%	-	-
Total	Ensemble		116.367	184.554	68.187	58,6%
	%ruraux		74,8%	71,8%	-	-

Dans l'ensemble, les wolofs représentent le groupe dominant (environ 60% de la population), suivis des peuls (30%) et des maures (10%). Les peuls bien que présents partout, dominent davantage dans les communautés rurales de Syer, Keur Momar Sarr et Mbane où s'observent également des concentrations plus importantes de populations maures.

1.2.2 Dispersion du peuplement et mobilité de la population

Le milieu autour du lac est caractérisé par une grande dispersion du peuplement. Selon les données du recensement de 1998, le nombre de villages officiels se chiffrait à 226 mais on comptait 556 lieux habités recensés, dont plus du 1/3 était peuplé de moins de 50 habitants (tableau 2).

Tableau 2 : Répartition de la population selon les lieux habités (RGPH 1988)

Com. Rurales	Nbre villages officiels	Etablissements humains et classe de population selon les communautés rurales								Total établismts
		≤ 20 hbts	21 – 50 hbts	51-100 hbts	101-150 hbts	151-200 hbts	201-500 hbts	501-999 hbts	≥ 1000 hbts	
Ross Béthio	96	27	54	36	35	16	34	5	4	211
R. Sénégal	16	11	13	7	6	1	9	3	4	54
Mbane	53	38	50	37	16	11	16	6	1	175
Sous total	165	76	117	80	57	28	59	14	9	440
Keur M. Sarr	66	7	21	21	11	10	18	3	0	91
Syer	25	0	4	8	9	0	5	1	0	27
Sous total	91	7	25	29	20	10	23	4	0	118
Ensemble	256	83	142	109	77	38	82	18	9	558

L'implantation des populations autour du lac, s'est faite progressivement au cours de l'histoire. Elle a été encouragée par la disponibilité des ressources en eaux et en terres inondables qui ont joué un rôle déterminant dans l'attrait des populations ainsi que dans la nature et le rythme de leurs activités traditionnelles de production. La conduite de ces activités qui fait appel à des terroirs (agricoles, pastoraux et halieutiques) aux ressources différentes dans le temps et dans l'espace, se traduit par des mouvements saisonniers des populations, et dans une certaine mesure, par une mobilité des habitats dont témoignent les nombreux campements saisonniers (*gouré* chez les peuls et *gadd* chez les maures) surtout sur le rive est.

Bien évidemment, toutes les populations n'ont pas un égal accès aux diverses ressources. Selon les genres de vie dominants et l'ancienneté de leur implantation certaines d'entre elles exercent un contrôle plus important que d'autres sur ces ressources ou une catégorie de celles-ci. Les wolofs cultivateurs sédentaires implantés de longue date sur les pourtours de la moitié nord du lac, contrôlent plus l'accès aux terres de décrue et aux ressources halieutiques. Les peuls et les maures contrôlent davantage les ressources pastorales du *jeeri* (points d'eau et pâturages) et certains d'entre eux qui sont agro-pasteurs, ont un accès plus aisé aux terroirs de décrue dans la partie sud et sud est du lac où leur implantation est plus forte et ancienne.

L'agriculture, activité dominante, étaient pratiquée sous pluie et en décrue. Les cultures pluviales sont menées de juillet à octobre sur les terres sèches du *jeeri* et portent principalement sur les céréales (mil, sorgho), l'arachide et le haricot (*niébé*). Les terres *jeeri* pauvres et relativement étendues, font l'objet d'une appropriation foncière assez lâche et abritent des exploitations familiales pouvant dépasser 5 ha. Au-delà de la pauvreté des sols qui affecte les rendements, la faiblesse et l'irrégularité des pluies rendent les cultures pluviales très aléatoires.. Elles ont fortement régressées depuis la sécheresse des années 70 et l'essentiel des terres *jeeri* situées au delà de 5 km du lac sont aujourd'hui dévolues aux parcours du bétail

L'agriculture de décrue était pratiquée de novembre à mars sur des terroirs restreints, occupant les berges du lac et des principaux chenaux hydrauliques naturels (*bakh*). Les spéculations dominantes sont la patate douce et le sorgho. Plus récemment se sont développées des cultures maraîchères (tomate, menthe...), en réponse à la demande en milieu urbain et dans les gros bourgs ruraux. Malgré la faiblesse de leurs superficies cultivées, les exploitations de décrue procuraient des ressources alimentaires et des revenus d'autant plus appréciables qu'elles survenaient en pleine saison sèche. L'intérêt et la relative stabilité des productions de décrue face à l'irrégularité des productions de cultures pluviales, et l'exiguïté des terres inondables, ont fait de leur appropriation un enjeu important. Elles ont été au cours de l'histoire, à l'origine de nombreux conflits, parfois sanglants. Les familles qui se sont appropriées ces terres y exercent un contrôle foncier assez strict. Elles ont progressivement instauré un système coutumier complexe comportant des mécanismes assortis de redevances foncières qui médiatisent l'accès aux terres de décrue pour les familles qui en étaient dépourvues.

L'élevage représente la seconde activité importante de la région du lac et la première chez les peuls. Il est généralement pratiqué de façon extensive, avec une transhumance du bétail qui exploite alternativement en saison des pluies et en saison sèche, les pâturages pluviaux et ceux de décrue. Les systèmes d'élevage sont variables selon les groupes. Chez les maures, l'élevage porte sur les petits ruminants et les chameaux et les déplacements se font en saison sèche vers les pâturages et les gommerais du bas ferlo. Les peuls pratiquent une transhumance saisonnière et parcourent de longues distances vers l'est et le centre du pays avec d'importants troupeaux de bovins. Les wolofs qui investissent de plus en plus dans l'achat de bétail, confient leur gros bétail à des pasteurs peuls qui les intègrent au troupeau qu'ils gèrent et pratiquent eux-mêmes un élevage de petits ruminants pâturant la journée autour du village et confinés le soir dans des enclos à l'intérieur ou à proximité des concessions. A côté de l'élevage traditionnel qui est peu orienté vers le marché et la valorisation du bétail, se développent surtout chez les wolofs et les peuls de petits élevages intensifs d'embouche ovine, destinés à la commercialisation, en particulier lors des fêtes religieuses.

La **pêche** dans les eaux du lac est une activité ancienne, menée en appoint à l'agriculture et à l'élevage. Bien que pratiquée par tous les groupes, la pêche reste dominée par les wolofs (*walo-walo* et *Gaé Gaé*) qui constituent 78% des pêcheurs contre 20% pour les maures et 2% pour les peuls. Elle se déroulait surtout pendant la période de hautes eaux où le poisson était plus abondant, mais pouvait être pratiquée toute l'année, avec des engins différents selon les saisons (Diop 2004). La pêche qui a eu un intérêt significatif dans les années 50 et 60 a perdu de son importance depuis les années de sécheresse durant lesquelles la baisse des ressources halieutiques a conduit les services des eaux et forêts à limiter les campagnes de pêche et à interdire, encore aujourd'hui, l'usage de certains types de filets.

Le système de production dans son ensemble est aujourd'hui remis en cause par les aménagements hydrauliques du lac et la modification du régime du fleuve depuis la mise en service des barrages. Ils ont créé une situation qui ne semble laisser aujourd'hui de place qu'au développement de l'irrigation qui supplante l'agriculture et l'élevage traditionnels, repoussés de plus en plus loin du lac.

1.3.2 Développement et dynamique actuelle de l'agriculture irriguée

L'agriculture irriguée constitue l'activité tertiaire la plus dynamique de la région du lac de Guiers. Son origine remonte au milieu du XX^e siècle mais elle connaît depuis une vingtaine d'années un développement particulièrement rapide. Elle est aujourd'hui à la base de mutations profondes et d'une forte recomposition de l'espace autour du lac.

La valorisation des eaux douces du lac pour l'irrigation a été à l'origine de la première expérience de modernisation de l'agriculture dans le bassin du fleuve Sénégal avec l'aménagement de 1945 à 1956 du casier rizicole de Richard Toll. Le casier irrigué à partir des eaux du lac était exploité en régie complètement mécanisée par la société ORTAL, une entreprise privée, puis à partir de 1960, par la SDRS, une société d'Etat. Au sud est du casier, étaient aménagés en 1957, les périmètres rizicoles de Balky (330 ha) et Souss (317 ha) exploités respectivement en colonat et en paysannat par des populations originaires de Richard Toll et des villages environnants. Ces périmètres ont été appuyés successivement par les deux sociétés qui seront relayées plus tard par la SAED⁷. La SDRS a été supprimée en 1970 et les terres du casier, rétrocédées la même année à la CSS, sous forme d'un bail emphytéotique de 99 ans, qui lui donne un droit d'expropriation sur les terres concernées. Parallèlement, la CSS était agréée en qualité d'entreprise conventionnée (décret 70-898 du 20 juillet 1970). Un avenant au décret de concession portera par la suite la superficie à 12.000 ha.

Le casier rizicole a été reconverti en périmètre de canne à sucre et intégré dans un complexe agro-industriel disposant d'une raffinerie d'une capacité de 5000 t/j. Elle exploite actuellement environ 7.500 ha de canne à sucre (rendement moyen 100 t/ha) et son réseau d'irrigation qui fait plusieurs milliers de kilomètres, alimente en eau une bonne partie de la population et plusieurs périmètres irrigués.

⁷ Société d'aménagement et d'exploitation des terres du Delta et des vallées des fleuves Sénégal et Falémé créée en 1965 pour la mise en valeur du Delta et la zone d'intervention a été étendue à partir de 1974 à l'ensemble de la rive gauche du fleuve.

En dehors de la CSS, on peut noter sur la rive est, des expériences de projets agro-industriels auxquels l'Etat avait affecté de vastes terres ((OSBI, 2.000 ha, SENDA⁸, 5.000 ha). Ces projets mirent très peu en valeur les terres avant d'en abandonner l'exploitation.

Les autres types de périmètres autour du lac concernent des aménagements beaucoup plus modestes réalisés soit par la SAED, soit par des groupements villageois ou des individuels. Les aménagements SAED se rencontrent surtout dans les parties septentrionales du lac et comprennent différents types de périmètres : des grands aménagements - GA - (colonat, Tiago-Guiers), des aménagements intermédiaires - AI - (Ndombo-Thiago) et de petits périmètres villageois (PIV). Les deux premiers types qui sont réalisés à l'entreprise avec un réseau d'irrigation et de drainage, occupent des superficies unitaires de plusieurs centaines d'hectares, tandis que le dernier type, se présente sous forme d'aménagements plutôt sommaires, d'une superficie de 10 à 50 ha. Les GA et les AI sont exploités pour l'essentiel en riz d'hivernage, et certains d'entre eux, font du maraîchage de contre saison sur des soles réservées à cet effet.

Le rôle et l'action de la SAED ont été beaucoup moins importants dans la région du lac que Guiers que dans le reste du Delta et de la vallée. En dehors des anciens casiers dont elle a repris l'encadrement (Balky, Souss, Mbane), son intervention n'a été significative qu'au nord est du lac (Ndombo-Thiago, Thiago-Guiers). Les potentialités hydro agricoles limitées de la zone du lac et la circonscription, à l'origine, de la mission de la SAED à la zone pionnière du Delta qui s'étendait à l'ouest et au nord de la route Saint Louis – Richard Toll, explique sans doute une telle situation qui s'est traduite par la faiblesse de l'action publique (schéma directeur d'aménagement, encadrement...) en faveur du développement de l'irrigation autour du lac.

Ainsi, la dynamique actuelle de développement de l'irrigation autour du lac, résulte dans une large mesure d'initiatives privées, collectives ou individuelle qui sont à l'origine d'aménagement de PIV et de périmètres irrigués privés (PIP) de 2 à plus de 30 ha. Les premiers aménagements hors SAED ont été créés par les foyers de jeunes⁹ qui se sont installés par leurs propres moyens à la fin des années 70 aux abords des grands périmètres. Avec l'introduction à partir de 1975, de cultures irriguées autres que le riz, et notamment la tomate qui se prêtait peu aux sols lourds et salés, les populations ont commencé à investir les bords du lac aux sols plus légers. Depuis le milieu des années 80, les effets combinés du désengagement de la SAED, de la libéralisation, du reversement des terres pionnières en zone de terroirs gérées par les conseillers ruraux, de la mise en place du crédit agricole et des barrages, ont favorisé une multiplication rapide des périmètres irrigués villageois (PIV) réalisés par des groupements villageois ou des sections villageoises de coopératives et des périmètres irrigués privés (PIP) aménagés par des GIE, des familles ou des privés originaires ou non de la région. Des données de 1996 (Coly 1996) montrent qu'à cette date, 63% des aménagements sont des PIV et des PIP et parmi ces derniers, 83% sont réalisés en dehors de la SAED. Un recensement effectué en 1999 donne une idée du développement rapide de ces périmètres autour du lac. Il révèle que 86% des périmètres hors SAED ont été réalisés après 1980 et 57% entre 1990 et 1999 (Carl Bro Int. *op cit*).

⁸ Sénégalaise de développement agricole, une société privée installée en 1974 à Témèye sur la rive est et qui pratiquait de l'embouche bovine et de la culture irriguée de tomate. Elle a cessé ses activités en 1981.

⁹ Ces foyers sont regroupés aujourd'hui au sein de l'Association socio-économique et culturelles des agriculteurs du Walo (ASESCAW).

Tableau 3 : Types de périmètres et superficies cultivées autour du lac (hors CSS) en 1996 (Source : Coly 1996)

Type de périmètre et principale source d'irrigation	Réseau CSS	Ancienne Taouey	Lac	Total
Grand AHA et AHA intermédiaire SAED	1.318	400	-	1.718
PIV SAED	731	-	154	885
PIV et PIP hors SAED	251	167	3.981	4.399
	2.300	567	4.135	7.002

L'importance des périmètres dans la région du lac de Guiers est très mal connue de nos jours, faute d'un suivi et de statistiques fiables. Les observations sur le terrain montrent que les périmètres irrigués, surtout privés ont largement augmenté. Cependant les superficies réellement aménagées et exploitées représentent une faible part des surfaces affectées et varient selon les estimations entre 35 et 50%.

1.5 Effets du développement de l'irrigation l'espace autour du lac : recompositions et tensions autour de l'utilisation des ressources

Les aménagements hydrauliques autour du lac et la gestion des eaux orientée principalement vers la satisfaction des besoins en eau de la CSS et de l'agglomération dakaroise ont été réalisés au détriment des cultures de décrue, dont ils ont réduit de façon drastique l'importance. La situation s'est aggravée pour ces cultures depuis la mise en service du barrage de Diama. Le remplissage plus aisé du lac et le relèvement important de la cote des eaux ont entraîné une submersion quasi permanente des rives du lac et des terroirs de décrue (Cogels et *al* 1993). L'adoucissement permanent des eaux a par ailleurs créé des conditions favorables au développement de plantes aquatiques, en particulier le typha (*Typha australis*). Présent sur des espaces encore localisés au début des années 80 (Thiam 1983), le typha progresse à l'intérieur du lac dans les zones les moins profondes, après avoir colonisé les rives et provoque des phénomènes d'eutrophisation des eaux.

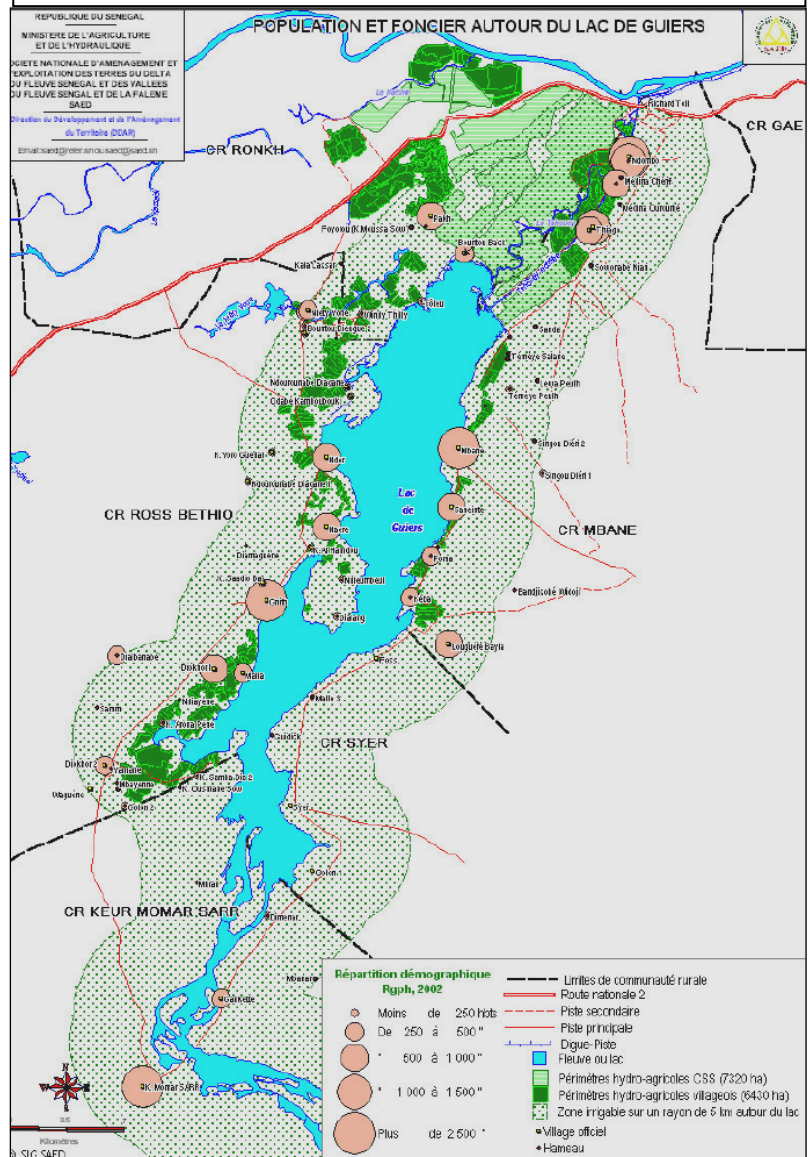
Le typha constitue avec le rejet des eaux chargées, la principale menace qui pèse actuellement sur les ressources du lac de Guiers. Les résultats d'une étude bathymétrique du lac montrent que le taux de couverture du lac par les plantes aquatiques a augmenté de 6,27 % au nord et de 6,68 % au sud entre 1993 et 1998. En considérant une augmentation de 6,68 % tous les cinq ans du taux de couverture par la végétation émergée dans la région sud du lac, et en supposant que la surface totale du lac ne change pas, l'étude estime que la région sud du lac sera comblée en 2052 (Carl Bro International, *op. cit.*).

Les mutations en cours affectent également l'élevage qui est confronté à des difficultés importantes depuis la modification du régime du lac. La réduction, voire la disparition sous les eaux des terroirs de décrue, entraîne la disparition des pâturages de saison sèche autour du lac tandis que le typha qui colonise les berges, obstrue les voies d'accès et points d'abreuvement du bétail au niveau du lac. La multiplication des périmètres irrigués qui ceinturent progressivement le lac, réduit et émiette l'espace pastoral autour du lac et les nombreux canaux desservant ces périmètres entravent la mobilité du bétail.

Il est à souligner au-delà de ces difficultés, que la politique foncière au sein des communautés rurales se traduit par de nouvelles contraintes pour l'élevage dont il contribue à réduire les espaces pastoraux. En effet, les affectations foncières dans les communautés rurales ne tiennent pas toujours compte des parcours et accès aux points d'eau du bétail et privilégient implicitement l'agriculture, comme forme principale de mise en valeur des terres. Aussi, avec le développement de l'irrigation, une nouvelle compétition s'instaure dans l'utilisation de l'espace autour du lac où l'avancée rapide du front agricole engendre de nombreux conflits entre agriculture et élevage.

Les nouvelles conditions hydrologiques ont des incidences à la fois positives et négatives sur la pêche. Selon les pêcheurs, elles ont favorisé d'un côté, un accroissement sensible de la productivité des pêcheries et entraîné de l'autre, une disparition des espèces d'eaux saumâtres. Le développement des plantes aquatiques gêne fortement les déplacements des pirogues ainsi que la pose des filets et encombre les accès aux points de débarquement. La pêche est également affectée par le déversement dans le lac, des eaux usées (effluents et eaux de drainage) par l'usine de la CSS et les périmètres irrigués, qui rendent les eaux parfois nauséabondes et tuent les poissons. Avec la prévalence de la bilharziose et des maladies hydriques qui a nettement augmenté depuis la mise en service de Diama, les pêcheurs sont plus fortement affectés par cette maladie que les autres catégories socioprofessionnelles riveraines.

Fig 4 : Occupation de l'espace autour du lac (Sources SAED)



L'espace proche du lac est aujourd'hui en pleine recomposition, du fait de l'irrigation qui instaure une nouvelle compétition dans l'utilisation des ressources. Le développement rapide et incontrôlé des aménagements hydroagricoles, crée divers pôles de tension, générant des conflits à divers niveaux : conflits entre agriculture et élevage, entre collectivités locales à propos des limites de leurs territoires et entre populations autour du foncier. La saturation des rives du lac conduit de plus en plus les nouveaux exploitants à installer les périmètres sur les terres *jeeri*. Leurs motopompes installées sur le lac, refoulent l'eau à travers des canaux d'amenée de 3 km et plus, qui traversent les pistes sans ouvrages de franchissement. Les canaux construits en remblais avec des matériaux sableux, se cassent souvent. Cette situation conduit, en plus de l'inadéquation de l'irrigation gravitaire pratiquée dans plus de 80% des périmètres, des gaspillages et des épandages importants d'eau qui rendent difficiles les déplacements autour du lac, même en saison sèche. Certains affectataires ou propriétaires traditionnels rencontrent réellement des difficultés de financement pour réaliser les aménagements, dont les coûts augmentent avec l'éloignement du lac. Mais beaucoup d'autres s'inscrivent dans une logique de spéculation foncière et procèdent à une marquage foncier « de leurs terres » par des aménagements sommaires.

2. TEXTES JURIDIQUES ET CONVENTIONS APPLICABLES DANS LA GESTION DES RESSOURCES DANS LA REGION DU LAC DE GUIERS

La gestion de l'espace et des ressources relève de plusieurs textes juridiques d'origine et de portée différente. Le lac de Guiers est tributaire du fleuve Sénégal qui est un fleuve international, régi par les textes de l'organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) regroupant le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, avec la Guinée comme pays observateur. La région du lac englobe des zones humides protégées par des conventions internationales visant à préserver la diversité biologique à l'échelle mondiale. Parallèlement, il existe de nombreux textes sénégalais qui régissent, qui régissent sur l'ensemble du territoire, la gestion de l'espace et des ressources.. Enfin, des initiatives prises de façon concertées ont donné lieu récemment à des conventions locales destinées à améliorer la gestion de l'espace et l'exploitation des ressources hydro-agricoles.

2.1 Conventions et accords internationaux

2.1.1 Les textes relatifs au fleuve Sénégal : une gestion internationale des ressources partagées

Le fleuve Sénégal est régi par différents textes juridiques qui lui confèrent le statut de fleuve international et définissent les conditions de gestion de ses ressources dans un cadre concerté au sein de l'OMVS¹⁰ créée en 1972 à la suite de l'OERS¹¹. Ces textes comprenant des conventions et des résolutions sont assez nombreux. Les plus importants pour la gestion des ressources sont relatifs au statut du fleuve, à la Charte des eaux et à la commission permanente des eaux.

La convention du 11 mars 1972 relative au statut du fleuve dispose en son article 1^{er} que « sur les territoires nationaux de la République du Mali, de la République Islamique de

¹⁰ Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal créée par une convention du 11 mars 1972 entre le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, son siège se trouvant dans ce dernier pays.

¹¹ Organisation des Etats Riverains du Sénégal supprimé en 1972 et qui comprenait la république de Guinée, en plus des actuels Etats membres de l'OMVS.

Mauritanie et de la République du Sénégal, le fleuve Sénégal est déclaré fleuve international y compris ses affluents... ». Ainsi, sur les territoires nationaux des Etats, « la navigation sur le Fleuve Sénégal et ses affluents, qui seront désignés ultérieurement, est entièrement libre et ouverte aux ressortissants, aux bateaux marchands et marchandises des Etats contractants, aux bateaux affrétés par un ou plusieurs des Etats, sur un pied d'égalité en ce qui concerne les droits de ports et les taxes sur la navigation commerciale » (art. 6).

Le statut international du fleuve, impose des contraintes aux pays de l'OMVS et rend nécessaire leur concertation pour tout ce qui touche l'exploitation de ses ressources en eaux. A cet effet, « aucun projet susceptible de modifier d'une manière sensible les caractéristiques du régime du Fleuve, ses conditions de navigabilité, d'exploitation agricole ou industrielle, l'état sanitaire des eaux, les caractéristiques biologiques de sa faune ou de sa flore, son plan d'eau, ne peut être exécuté sans avoir été au préalable approuvé par les Etats Contractants après discussions, et justifications des oppositions éventuelles » (art.4).

Cette convention a été modifiée en 1975 par une résolution des Etats membres (résolution N°5/75 16 décembre 1975), pour porter sa durée de validité de 10 à 99 ans. Une Commission permanente des eaux (CPE) composée de représentants des États membres de l'OMVS a été créée à cet effet pour définir les principes et modalités de répartition des eaux entre les Etats d'une part et entre les secteurs d'utilisation d'autre part, instruire les dossiers afférents à l'utilisation des eaux et donner un avis consultatif au Conseil des ministres.

Le statut international du fleuve et le caractère partagé de ses ressources ont été récemment renforcés avec la Charte des eaux du fleuve Sénégal, adoptée en mai 2002 (résolution 005/CCEG du 28 mars 2002).

La Charte des Eaux fixe les principes et modalités de la répartition des eaux du fleuve Sénégal entre les différents secteurs d'utilisation qui peuvent concerner l'agriculture, l'élevage, la pêche continentale, la pisciculture, la sylviculture, la faune et la flore, l'énergie hydroélectrique, l'alimentation en eau des populations urbaines et rurales, la santé, l'industrie, la navigation et l'environnement, en tenant compte des usages domestiques. Elle détermine par ailleurs, les règles relatives à la préservation et à la protection de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne la faune, la flore, les écosystèmes des plaines inondables et des zones humides. Enfin la Charte définit les modalités d'examen et d'approbation des nouveaux projets utilisateurs d'eau ou affectant la qualité de l'eau ainsi que le cadre et les modalités de participation des utilisateurs de l'eau dans la prise des décisions de gestion des ressources en eau du Fleuve Sénégal (art.2).

Dans le respect des dispositions de la Charte, l'utilisation des eaux du Fleuve est ouverte à chaque État riverain, ainsi qu'aux personnes se trouvant sur son territoire (art. 4). Toutefois, en dehors des usages domestiques réputés libres, le captage des eaux du fleuve est soumis à un régime d'autorisation préalable ou de déclaration (art.10). Réaffirmant les attributions de la Commission permanente des eaux (art. 19), la Charte réaffirme invite les Etats à appliquer le principe pollueur-payeur aux personnes morales et physiques contrevenantes et engage la responsabilité de chaque Etat, conformément aux règles du droit international, en cas d'inobservance de ses obligations définies par la Charte (art. 18).

L'article 3 de la Charte qui stipule qu'elle « s'applique à l'ensemble du bassin hydrographique du fleuve Sénégal y compris les affluents, les défluent et les dépressions

associées », laisse entendre que le lac de Guiers est bien régi par les conventions internationales de l'OMVS.

2.1.2 Les conventions internationales sur l'environnement et les sites protégés.

La convention de juin 1992 sur la diversité biologique prise à l'issue du sommet de Rio concerne la diversité des écosystèmes, la diversité des espèces et la diversité génétique. Elle s'applique au lac de Guiers qui offre un écosystème lacustre caractérisé par une écologie particulière, à la fois liée au fleuve Sénégal et différent de lui. Les mécanismes institués par cette convention ont d'ailleurs permis d'appuyer la coopération transfrontalière entre la Mauritanie et le Sénégal pour la mise en oeuvre d'un « projet biodiversité Sénégal/Mauritanie », prenant en compte tous les aspects de gestion de la biodiversité dans le fleuve Sénégal. Les actions conjointes de lutte contre les plantes aquatiques dans les parcs mauritanien du Diawling et sénégalais du Djoudj ont été étendues au lac de Guiers au titre de la mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique.

La convention de Ramsar (2 février 1971) sur les zones humides d'importance internationale est également applicable dans une partie de la région du lac. En effet, le Sénégal partie prenante de la convention Ramsar a fait inscrire parmi les sites protégés par cette convention, la réserve du Ndjaël située sur la rive ouest du lac de Guiers. Il en est de même, pour le parc du Djoudj dans le Delta, la réserve de Geumbeul dans le Gandiolais et du parc du delta du Saloum.

2.2 Les principales lois et réglementations nationales

Les textes régissant la gestion de l'espace et des ressources naturelles (lois, décrets, arrêtés) s'appliquent à la région du lac de Guiers, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions des conventions internationales ratifiées. A côté des textes de portée nationale, le lac de Guiers fait également l'objet de réglementations spécifiques liées à son importance stratégique dans l'alimentation en eau de l'agglomération dakaroise. Ces textes sont rappelés dans le tableau ci-dessous, où il sont classés en trois principaux domaines. L'analyse de la gestion foncière et des textes y afférents fera l'objet d'un développement au chapitre 4.

Tableau : 4 : Principaux textes sénégalais relatifs à la gestion de l'espace et des ressources dans la région du lac de Guiers

Domaines	Principaux textes	Observations
Environnement et cadre de vie	- Loi 2001-01 du 15/01/01 portant code de l'environnement - Décret 2001-282 du 12/04/01 portant application dudit Code	Ces textes définissent les conditions de gestion de l'environnement au Sénégal. Ils abrogent et remplacent l'ancien Code (loi 83-05 du 28/01/83). Ils ont été complétés en novembre 2001 par cinq arrêtés relatifs aux études d'impact environnemental
	- Loi 88-05 du 20/06/88 portant Code de l'urbanisme	Fixe le régime juridique de la planification de l'occupation et de l'utilisation des sols, ainsi que les règles d'urbanisme.
	- Loi 83-7105/07/83 du 20/06/88 portant Code de l'hygiène	Réglemente l'hygiène individuelle et collective, l'assainissement du milieu ; définit les règles d'hygiène favorisant la lutte contre les épidémies. Les normes sur les rejets des eaux usées dans les milieux récepteurs sont applicables pour ce qui est du drainage des eaux d'irrigation et de leur évacuation dans le lac.

Ressources naturelles (végétales, hydrologiques et fauniques)	- Loi n° 63-40 du 10/06/63 réglementant la pêche dans les eaux continentales - Décret n° 65-506 du 19/07/65 portant application de ladite loi	
	- Loi 98-03 du 08/01/98 portant Code forestier	Réglemente l'utilisation et la gestion des ressources forestières
	- Loi 86-04 du 14/01/86 portant Code de la chasse - Décret 86-844 du 14-07/86 portant application dudit Code	Définit les règles en matière de protection de la faune et réglemente la chasse pour mieux gérer la faune. Un Conseil supérieur de la chasse a été créé en 1987.
	- Décret 80-268 du 10/03/80 portant organisation des parcours du bétail et fixant les conditions d'utilisation des pâturages	Ce texte comble en partie « l'oubli » de l'élevage par la loi sur le domaine national de 1964. Il définit les règles de gestion et les conditions d'accès et d'utilisation des pâturages et des points d'eau.
	- Loi 81-13 du 04/03/81 portant Code de l'eau - Décret 98-55 du 25/06/98 portant application dudit Code	Ces textes fixent le régime d'utilisation des ressources en eau (souterraines et de surface), les diverses utilisations des eaux et l'ordre des priorités. Ils statuent sur la protection qualitative des eaux et le rejet des eaux usées, et instituent un Conseil supérieur de l'eau Ils ont été complétés en 2003 par deux arrêtés relatifs à l'installation et à l'utilisation d'ouvrages de captage et de déversement
	- Décret 73-0275 du 19/03/73 déclarant le lac de Guiers et ses abords zone protégée - Décret 73-0276 du 19/03/73 fixant les modalités d'utilisation des eaux du lac de Guiers	Ils définissent un périmètre de protection du lac et réglementent les constructions, les déversements d'eaux usées et d'ordures, ainsi que le captage et l'utilisation des eaux du lac, principale source d'alimentation en eau de Dakar. Ces textes antérieurs au Code de l'eau, dépassés mais toujours en vigueur, sont en cours de réactualisation.
Foncier	- Loi 64-46 du 17/06/64 relative au domaine national	Elle institue un domaine national constitué de quatre catégories de terres et en définit les règles de gestion foncière. La réforme de cette loi est envisagée.
	- Décret 72-1288 fixant les conditions d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national situées en zone de terroir	Définit les conditions dans lesquelles le conseil rural affecte ou désaffecte les terres des zones de terroirs.
	- Loi 76-66 du 2 Juillet 1976 portant Code du domaine de l'Etat	Elle subdivise le domaine de l'Etat en deux domaines distincts : le domaine privé et le domaine public. Le second domaine inclut entre autres, « les lacs, étangs et mares permanentes dans les limites atteintes par les plus hautes eaux avant débordement ainsi qu'une zone de vingt cinq mètres de large à partir de ces limites sur chaque rive et sur chacun des bords des îles". Le lac de Guiers relève ainsi de ce domaine.
	- Loi n° 2004 -16 du 04/06/04 portant loi d'orientation agro-sylvo-pastorale	

Une diversité de textes régissent ainsi la gestion des ressources naturelles au Sénégal et donc dans la région du lac de Guiers, dont l'importance dans l'approvisionnement en eau de Dakar a donné lieu par ailleurs des réglementations spécifiques. Toutefois, ces textes sont très souvent méconnus de nombreux acteurs impliqués dans la gestion des ressources. Les raisons tiennent à l'accès parfois difficile aux documents, à la complexité des textes juridiques et aux

faibles efforts de l'Etat pour les vulgariser et les présenter sous des formes accessibles à de nombreux acteurs, gestionnaires et utilisateurs des ressources qui sont souvent analphabètes. Une autre difficulté réside dans l'ancienneté et l'inadéquation, voire la désuétude, de certains de ces textes au regard des modifications d'état des ressources, de l'évolution démographique et de l'occupation de l'espace ou encore, des nouvelles dynamiques territoriales. C'est le cas notamment des textes régissant la gestion du lac de Guiers, de la législation sur la pêche continentale, de la gestion foncière ou des parcours pastoraux. On soulignera également la nécessité d'harmoniser les dispositions de certains textes (codes de l'environnement et de l'eau, code forestier) et de prendre en compte la dynamique de la décentralisation avec la responsabilisation des collectivités locales dans neuf domaines de compétence.

L'inadaptation actuelle de certains textes ou leur manque d'harmonisation est à l'origine, dans la région du lac de Guiers et sur la rive gauche du fleuve Sénégal en général, de l'élaboration d'une Charte du domaine irrigué pour réglementer et optimiser à l'échelle locale, l'utilisation et la gestion des ressources naturelles mobilisées par l'irrigation.

2.3 Une convention locale : la Charte du domaine irrigué

La Charte du domaine irrigué de la vallée du fleuve Sénégal (CDI) est une convention locale conclue entre les différents intervenants sur la rive gauche des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé. Elle a pour objectif, la sécurisation des ressources (terre et eau) et des investissements (hydro-agricoles) ainsi que leur mise en valeur dans le cadre d'une gestion rationnelle et durable.

Elle a été élaborée à la suite d'un processus participatif décentralisé appuyé par la SAED et ayant impliqué l'Etat, les collectivités locales et les usagers. Elle traduit la volonté de consensus de ces acteurs, de sauvegarder les ressources naturelles tout en améliorant les conditions de sécurisation et d'exploitation des investissements publics et privés réalisés pour l'irrigation.

La CDI définit de façon très large le domaine irrigué. Celui-ci porte en effet sur « les terres irrigables de la rive gauche de la vallée du fleuve Sénégal et de la Falémé et couvre l'ensemble des terres occupées par des périmètres hydro-agricoles ou des aménagements structurants et leurs voisinages, ainsi que toutes les terres qui peuvent être irriguées grâce aux possibilités offertes par les barrages, qu'elles se situent dans le waalo ou dans le diéri ». Les dispositions et implications de la Charte sont analysées plus loin au paragraphe 4.4.

3. ACTEURS ET CADRE INSTITUTIONNEL DE LA GESTION DES RESSOURCES

3.1 Acteurs et niveaux d'intervention dans la gestion et l'utilisation des ressources autour du lac de Guiers

L'exploitation et la gestion des ressources du lac de Guiers (faune, flore, terre, eau) mettent en scène une diversité d'acteurs ayant des objectifs et des fonctions différents avec des niveaux d'intervention très inégaux. Les principaux acteurs peuvent être répartis en trois principales catégories : acteurs institutionnels, acteurs professionnels, organisations de producteurs et

acteurs de la « société civile ». Leur degré d'homogénéité interne est fort variable selon les catégories.

3.1.1 Les acteurs institutionnels

Cette catégorie regroupe plusieurs types d'acteurs qui partagent une double caractéristique. Ils assurent à un certain niveau, des fonctions gestionnaires (au sens large) et sont tous positionnés à un pallier donné de l'architecture administrativo-technique de l'Etat, dont ils remplissent sous tutelle, des missions qui en relèvent.

Ces acteurs assurent ainsi à différents niveaux des fonctions d'administration, de planification, de gestion et de contrôle en ce qui concerne les ressources et leurs usages et/ou des fonctions d'encadrement et d'appui en direction des usagers des ressources. Ils se répartissent dans la région du lac de Guiers en cinq principaux groupes avec des domaines d'intervention soit général ou transversal, soit sectoriel. Cette catégorie comprend l'administration territoriale, les collectivités locales, les services techniques, la DGPRE et la cellule nationale OMVS

L'administration territoriale

Elle intervient à l'échelle des « territoires de l'Etat » que sont les circonscriptions administratives. Elle est représentée dans la région du lac par trois sous-préfectures basées au niveau des arrondissements de Mbane et Ross Béthio dans le département de Dagana (région de Saint Louis) et de Keur Momar Sarr dans le département du même nom (région de Louga). Le sous-préfet est hiérarchiquement sous la tutelle du préfet (niveau département) lequel est sous celle du Gouverneur (niveau région). Représentant de l'Etat à l'échelle locale, le sous-préfet assure les fonctions d'administration générale, de police, de sécurité publique ainsi que la tutelle administrative de l'ensemble des services de l'Etat implantés dans l'arrondissement. Il exerce un contrôle de légalité sur les actes des collectivités locales situées dans sa circonscription (communautés rurales, communes), quand bien même ces dernières jouissent d'une libre administration.

Chaque sous-préfecture est assistée techniquement par un Centre d'appui au développement local (CADL) qui regroupe une équipe plus ou importante d'agents techniques (agriculture, élevage, eaux et forêts, planification familiale...). Le CADL remplace aujourd'hui le Centre d'expansion rural polyvalent (CERP) créé depuis les années 60. En dehors du sous-préfet, le CADL appuie à la demande, les collectivités locales ainsi que les diverses organisations socioprofessionnelles de l'arrondissement. Le changement de dénomination de cette structure traduit aujourd'hui, une nouvelle orientation dans leurs démarches et missions qui passent d'une politique d'encadrement rapproché et directif à une politique d'appui conseil et d'animation, en phase avec les politiques de désengagement de l'Etat et de décentralisation. Les CADL actuels, tout comme les CERP d'hier, comptent rarement plus de deux ou trois agents, contre six ou sept prévus et ils disposent de peu de moyens pour pouvoir appuyer valablement les communautés rurales et les organisations de producteurs.

Les collectivités locales : des acteurs clés dans la gestion de l'espace et des ressources

Le processus de décentralisation entamé au lendemain de l'indépendance et qui a connu un pallier important en 1972, a abouti en 1996 à la création de trois ordres de collectivités

locales¹²: la région, la commune et la communauté rurale, qui correspondent à trois niveaux de maillage du territoire national. Elles constituent à l'heure actuelle les principaux niveaux de gestion de l'espace et de définition des politiques de développement local.

Ces collectivités qui sont des personnes morales de droit public, n'ont aucune relation hiérarchique entre elles. Chacune exercent dans son territoire, les compétences détenues jusqu'en 1996 par l'Etat, dans neuf secteurs d'activités¹³ qui leur sont transférés : i) les domaines ; ii) l'environnement et la gestion des ressources naturelles ; iii) la santé, la population et l'action sociale ; iv) la jeunesse, les sports et les loisirs, v) la culture ; vi) l'éducation ; vii) la planification ; viii) l'aménagement du territoire ; ix) l'urbanisme et l'habitat. Ce transfert de compétences s'accompagne normalement d'un transfert de ressources (transfert de fiscalité, dotation budgétaire...loi 96-06, art. 5). De plus, les collectivités locales d'une même région doivent créer en commun, une agence régionale de développement (ARD), chargée de les appuyer aux plans technique et institutionnel (décret n° 98-399).

La région du lac de Guiers est concernée par les trois ordres de collectivités. Toutefois, les communautés rurales (Keur M. Sarr, Syeur, Ross Béthio, Mbane) sont les principales collectivités impliquées dans la gestion des territoires et la planification du développement économique et social de l'espace autour du lac de Guiers, à l'exception de l'extrême nord et des zones amodiées de la rive ouest relevant respectivement, de la Commune de Richard Toll et de la Région de Saint Louis. Comme pour les autres collectivités, les communautés rurales s'administrent librement et sont seules responsables, dans le respect des lois¹⁴, de l'opportunité de leurs décisions dans leurs domaines de compétences. Elles sont administrées par un conseil rural composé de membres élus au suffrage universel et qui élisent en leur sein, un bureau dirigé par un président. Le conseil règle par délibérations, les affaires de son territoire et constitue des commissions qui prennent en charge les questions et activités relatives aux domaines de compétences de la communauté rurale.

Toutes les communautés rurales de la région du lac de Guiers, souffrent cependant d'une insuffisance de ressources financières (faiblesse des fonds de dotation et de la fiscalité locale) et de formation de la majorité de leurs conseillers (manque de formation et de compétences techniques). Leurs moyens techniques, humains et financiers sont sans communes mesures avec les vastes prérogatives qui leur sont transférées. Et dans la réalité, le conseil rural assume de façon limitée et sectorielle ses compétences. Il met en général l'accent sur les secteurs à leur portée et surtout sur la gestion des ressources, notamment foncières, qui sont la principale base productive des populations locales, majoritairement agriculteurs et agropasteurs.

Les services techniques et autres structures publiques

Les services techniques déconcentrés des ministères en charge de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement interviennent dans la région en appui technique et en appui conseil aux populations et aux organisations de producteurs. Ces services ont un rôle d'autant plus

¹² Loi 66-64 du 30 juin 1966 portant Code de l'administration communale, modifiée par la loi 90-35 du 8 octobre 1990, loi 72-02 du 1^{er} février 1972 portant organisation de l'administration territoriale, modifiée par la loi 2002-02 du 21 février 2002, loi 72-25 du 1^{er} avril 1972 créant les communautés rurales, modifiée par la loi 90-37 du 8 octobre 1990, loi 96-06 du 22 mars 1996, portant Code des Collectivités locales et créant la région comme collectivité locale.

¹³ Loi 96-07 du 22 mars 2002, portant transfert de compétences aux collectivités locales.

¹⁴ Contrôle exercé par le sous préfet, le préfet et le gouverneur, respectivement pour la communauté rurale, la commune et la région.

modeste qu'ils sont implantés uniquement aux niveaux régional et départemental, et disposent de moyens humains et logistiques insuffisants. Les services les plus actifs sont ceux de l'élevage, de la pêche et des eaux et forêts en raison de l'importance des activités pastorales et des contrôles au niveau des nombreux espaces classés (forêts, réserves) et des secteurs de pêche dans le lac. L'agriculture dominée par le secteur irrigué bénéficie surtout de l'appui de la SAED, société nationale de développement sous la tutelle du ministère de l'agriculture et de l'hydraulique.

La SAED dont l'intervention est restée longtemps très ponctuelle autour du lac de Guiers (Colonat Balky-Souss, Pakh et Mbane), ne s'est intéressée que récemment à l'ensemble de la région. Elle a créé en 1999 une base d'encadrement du lac de Guiers pour y accompagner le front agricole et promouvoir le conseil technique et agricole auprès des irrigants.

A côté de ces structures « de proximité », il faut noter la DGPRES¹⁵ et la Cellule nationale OMVS, basées à Dakar et qui sont impliquées au premier chef dans la gestion des eaux du lac.

La DGPRES rattachée au ministère de l'agriculture et de l'hydraulique, a en charge la gestion de toutes les eaux de surface et souterraines à l'échelle du pays. La gestion du lac de Guiers est de son ressort et elle intervient à travers ses divisions régionales implantées sur le terrain, à Saint-Louis et Louga. Une Cellule de Gestion du lac de Guiers a été créée par le ministère en 2002. Elle est chargée de définir les grandes orientations en matière de gestion des eaux du lac, d'organiser, de coordonner et de suivre l'évolution des activités de l'ensemble des utilisateurs des eaux du lac, et d'émettre des avis sur tout projet d'utilisation des eaux du Lac. Dans le souci de favoriser la participation des principaux acteurs et usagers à la gestion des ressources du lac, la Cellule de gestion dispose d'un Comité de pilotage composé de membres, représentant chacun un des groupes d'intérêt.

La cellule nationale OMVS assure quant à elle, la représentation des intérêts du Sénégal au sein de cette institution et participe aux travaux de la commission permanente des eaux du fleuve Sénégal (CPE) qui statue sur les besoins en eaux des différents secteurs d'utilisation des eaux du fleuve.

En raison de leurs interventions à caractère général, transversal ou sectoriel en direction des mêmes populations locales, ces acteurs institutionnels entretiennent entre eux, des relations plus ou moins étroites. Ces relations de tutelles, de hiérarchie ou de simple collaboration technique ne se déroulent pas sans conflits d'intérêt, dans les contextes de la décentralisation et du désengagement de l'Etat qui voient l'émergence de nouveaux rapports de force ainsi que de nouveaux pouvoirs de régulation.

3.2.2 Les acteurs industriels et promoteurs touristiques

Tout comme les producteurs ruraux, ces acteurs font appel à travers leurs activités à la mobilisation et à l'exploitation des ressources dans la région du lac de Guiers.

Les acteurs industriels concernent principalement la CSS et la SDE qui sont avec la DGPRES, au cœur du dispositif opérationnel de gestion des eaux du lac. La CSS (cf. supra §1.3.2) est le

¹⁵ Direction de la gestion et de la planification des ressources en eaux.

principal bénéficiaire et utilisateur des ressources du lac Son dispositif technique et humain a façonné tout le paysage nord du lac et ses impacts socio-économiques en font le véritable poumon et centre de décision économique de la région. De très nombreuses familles tant à Richard Toll que dans les villages environnant, comptent des membres, des parents ou des alliés qui travaillent en permanence ou temporairement pour cette compagnie ou souhaitent le faire. Cette importance vitale de la CSS pour les populations de la région, lui sert en quelque sorte de « soupape de sécurité », dans la mesure où elle contribue à limiter les risques potentiels de conflits, en tempérant bien souvent, les protestations et récriminations de la population vis-à-vis de ses nuisances et extensions foncières.

La Sénégalaise des eaux (SDE) exploite l'usine des eaux de Ngnith créée depuis le début des années 1970 par la SONEE pour l'approvisionnement en eau potable de Dakar et des centres situés le long de la conduite. Elle a implanté depuis deux ans, une nouvelle usine à Keur Momar Sarr pour renforcer ses capacités face à la demande exponentielle de Dakar et des villes et villages le long de la conduite. Elle a programme d'AEP en cours pour les principaux villages autour du lac qui sont confrontés à des difficultés d'approvisionnement en eau

Les promoteurs touristiques et les amodiataires sont peu nombreux. Quelques campements touristiques se rencontrent sur la rive ouest du lac et au nord, dans la ville de Richard Toll. Leurs activités sont parfois liées à la chasse dans les zones amodiées. Les zones amodiées sont des terres classées, concédées à des amodiataires, moyennant une redevance périodique, par le conseil régional après avis du conseil rural et des services des eaux et forêts. L'importance des superficies concédées (parfois plus de 5.000 ha) et leur localisation dans le territoire des communautés rurales créent souvent des difficultés entre conseil régional et conseil rural. Les conseillers ruraux de Ross Béthio par exemple, revendiquent fréquemment au profit de leur communauté rurale, la ristourne d'une partie des redevances payées par les amodiataires.

3.1.3 Les organisations de producteurs et les associations villageoises de développement

Les populations locales s'organisent sous des formes et à des échelles variées pour prendre en charge leurs activités économiques et des activités d'investissement et de développement au niveau de leur village. Leurs structures organisationnelles sont assez nombreuses et vont des organisations infra villageoises aux associations couvrant plusieurs communautés rurales voire, plusieurs départements. Des études récentes au niveau de la zone du lac de Guiers (DHI/Tropis 2005, Camara, 2005)

A un premier niveau, se rencontre l'exploitation familiale (EXFAM), qui est l'unité socio-économique de base et le premier niveau d'organisation de la production et de gestion des ressources familiales (main d'oeuvre, patrimoine foncier familial, cheptel, équipement,...) Les EXFAM qui sont ainsi articulées autour des unités familiales, prédominent largement dans la région du lac de Guiers où les formes d'organisation plus institutionnelles des producteurs sont historiquement plus récentes et moins développées que dans le Delta. Ces exploitations familiales sont caractérisées par une pluri-activité. Elles pratiquent les diverses activités agricoles (agriculture pluviale et de décrue, agriculture irriguée), l'élevage et la pêche, selon des combinaisons où le poids de chaque activité varie suivant les familles.

Avec le développement de périmètres collectifs d'irrigation, les membres de ces exploitations familiales qui sont attributaires de parcelles dans ces périmètres, se sont regroupés en organisation paysanne de base (OPB) ou groupement de producteurs (GP) pour gérer le périmètre et l'irrigation, ainsi que les diverses opérations collectives (crédit, approvisionnement, commercialisation...). La plupart de ces OPB et GP ont évolué vers des formes plus institutionnalisées à la faveur du désengagement de l'Etat et de l'assouplissement des formes coopératives au début des années 80. Elles se sont transformées soit en section villageoise avec la réforme du mouvement coopératif (la Loi 83-87 du 28 Janvier 1983, complétée par le Décret 83-820 du 25 Mars), soit en groupement d'intérêt économique (GIE, loi 84-37 du 11 mai 1984).

Les GIE en raison de leur souplesse d'organisation et de leur accès au crédit se sont multipliés autour du lac dans différents secteurs (agriculture, pêche, élevage, prestation de services...). Leurs formes et niveaux de structuration très variées, vont du GIE familial avec un nombre de membre plus ou moins réduit à un GIE de plusieurs personnes, dont les membres peuvent appartenir à plusieurs familles d'un ou de plusieurs villages.

Au niveau villageois, les populations sont organisées dans de nombreux cas, en association ou union pour promouvoir un secteur d'activité ou le développement global du village avec souvent le soutien d'association de ressortissants du village qui se trouvent en ville ou à l'étranger. Les villages de Mbane et de Nder ont par exemple, créé des associations de lutte contre le typha. Les problèmes sociaux (santé, éducation, eau potable, etc.) et d'environnementaux sont généralement posés en terme de village et conduisent souvent à création d'organisations pour les prendre en charge.

Enfin à l'échelle inter-villagoiese et interprofessionnelle se développent des dynamiques organisationnelles fédératives. Deux organisations faîtières locales interviennent à l'échelle de l'ensemble de la zone du lac, comme interprofession ou comme ONG. Ainsi, le Comité national chargé de la filière patate douce (CNCFPD) créé en 2002, compte des sections dans les différentes parties de la zone. L'autre exemple est l'Association socio-économique sportive et culturelle des agriculteurs du Walo (ASESCAW) créée depuis 1976 et qui regroupe les foyers de jeunes qui existent dans presque chaque village de la zone. Elle a aujourd'hui, un statut d'ONG et couvre le département de Dagana ainsi que l'arrondissement de Keur Momar Sarr.

Il existe par ailleurs dans chaque communauté rurale, au moins une association de développement qui s'intéresse à l'ensemble des villages. C'est le cas de l'Union Colonat Pakh (UNICOP) qui regroupe les OPB des villages de la zone de Colonat/Pakh dans la communauté rurale de Ronkh, de l'Association pour le développement intégré de Mbane (ADIM) pour la communauté rurale de Mbane, de l'Entente des groupements économiques du diéri (EGED) pour la celle de Ross Béthio. Sur la rive est lac, se rencontrent deux conseils de pêche regroupant chacun plusieurs villages.

Ces organisations supra villageoises bénéficient dans de nombreux cas, de l'appui et de financements d'ONG nationales et/ou internationales pour la formation, la réalisation d'infrastructures ou le micro-crédit.

3.2 Position des acteurs, sphère de négociation et points de tension

Malgré la multiplication des organisations de producteurs et la diversité de leurs niveaux de structuration, la famille et le village constituent encore des niveaux de décision pertinents pour l'accès aux ressources, leur contrôle et leur gestion. En raison de leur pluri-activité, les EXFAM sont toutes, mais à des degrés divers, en prise directe avec les différentes catégories de ressources de la région du lac (foncier pluvial, de décrue, irrigable, parcours du bétail et ressources ligneuses, ressources halieutiques...). Le village demeure un lieu important de négociation, de gestion et de mobilisation des populations autour des questions de développement et d'accès aux ressources. Les familles qui avaient traditionnellement le contrôle des terres, le font souvent prévaloir encore au nom de leur village. Les chefs de villages sont généralement consultés par les conseils ruraux et par les commissions domaniales avant l'affectation de terres se trouvant dans le ressort de leur village. Le plus souvent, cette démarche permet d'anticiper les conflits fonciers.

La dynamique d'organisation des producteurs à des niveaux supra villageois ou en interprofessions vise à renforcer la représentation et les capacités de pression de cette catégorie d'acteurs auprès des instances régionales et nationales de décision. Ces organisations développent des stratégies de positionnement et mènent à divers niveaux des activités de lobbying et de plaidoyer. Elles sont de plus en plus actives dans le domaine de la politique comme dans celui des politiques. Leur adhésion dans des cadres de concertation de dimension nationale comme le conseil national de concertation des ruraux (CNCR) en donne une parfaite illustration.

Cette dynamique organisationnelle et le positionnement des leaders de ces organisations ne sont pas sans soulever des inquiétudes et des conflits. Nombre de membres de ces organisations paysannes ou villageoises sont également des membres actifs de partis politiques, cumulant leurs fonctions « paysannes » avec des responsabilités politiques et des fonctions de conseillers au niveau des collectivités locales. Ces situations ne sont pas sans ambiguïtés. Elles débouchent bien souvent sur des collusions qui tendent à gommer l'opposition entre société civile et société politique. Dans bien des cas, la question se pose de savoir lesquels des intérêts de l'organisation ou des leaders priment dans certaines situations de négociation ?

La diversité des acteurs, la multi appartenance à différentes sphères d'acteurs, les changements de posture et les changements d'équilibre dans les rapports de force, sont sources de différents conflits ouverts ou larvés entre acteurs au sein du même groupe et entre acteurs de groupes différents. La compétition dans l'accès aux ressources autour du lac et l'exercice avec jalousie de leurs prérogatives par les uns et les autres, font naître différentes sources de tensions. Il en est ainsi des difficultés entre conseils ruraux et sous-préfets (contrôle de légalité, approbation des budgets...), entre populations et acteurs industriels (rejets et pollutions...), entre services techniques chargés des contrôles (eaux et forêts, pêche...) et populations (éleveurs, pêcheurs comme agriculteurs), entre conseils ruraux (conflit de limites entre Ross Béthio et Keur Momar Sarr) ou encore, entre conseil rural et conseil régional (les ressources générées par les concessions des zones amodiées).

La libéralisation et le contexte de gestion décentralisé des ressources, la diversité des usages et usagers de l'espace doivent amener les gestionnaires aux divers échelles, de l'EXFAM, au Conseil rural, du CERP au sous-préfet, de la SAED à la DGPRE..., de la CSS aux collectivités locales..., à devoir mieux penser les complémentarités et compétitions aussi bien entre les usages, qu'entre les différentes organisations des acteurs et des gestionnaires aux différentes échelles spatiales et institutionnelles.

4. LA GESTION FONCIERE DANS LA REGION DU LAC DE GUIERS : LES PRINCIPES ET LES PRATIQUES

4.1 La loi sur le Domaine national et la réforme foncière au Sénégal

4.1.1 « Bouleversement en silence » du système foncier coutumier et institution d'un régime domanial

La loi 64-46 du 17 juin 1964, relative au Domaine national (LDN), supprime les droits fonciers coutumiers et introduit une réforme visant à instaurer un régime foncier compatible avec la politique de développement économique mise en œuvre par le Gouvernement, en soumettant la propriété foncière au régime de l'immatriculation.

Elle stipule (art.1^{er}) que « toutes les terres non classées dans le domaine public, non immatriculées et dont la propriété n'a pas été transcrite à la Conservation des hypothèques à la date d'entrée en vigueur de la présente législation, constituent de plein droit le domaine national ». Les articles 2 et 3 précisent que l'Etat détient des terres du D.N. en vue d'assurer leur utilisation et leur mise en valeur rationnelles, conformément aux plans de développement et aux programmes d'aménagement (art.2). Les terres du D.N. ne peuvent être immatriculées qu'au nom de l'Etat (art.3).

Toutefois souligne l'article 3, « le droit de requérir l'immatriculation est reconnu aux occupants du D.N. qui à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ont réalisé des constructions, installations ou aménagements constituant une réalisé des constructions, mise en valeur à caractère permanent ». Mais cette mise en valeur devait être dûment constatée par décision administrative, à la demande de l'intéressé dans un délai de 6 mois à compter de la date de publication du décret d'application de la loi.

Conformément à l'article 15 de la loi sur le D.N., les personnes occupant et exploitant les terres du D.N. à la date d'entrée en vigueur de la loi, continueront à les occuper et à les exploiter sous la forme et dans les conditions d'une affectation. Cette disposition est des plus importantes pour les zones de terroirs.

Malgré un souci de prudence qui s'exprime à travers la volonté d'aménager des situations transitoires, la LDN pose des problèmes importants lorsqu'on considère le milieu rural sénégalais et surtout le système traditionnel. D'aucuns ont pour penser que la reconnaissance des droits d'occupation et d'exploitation conférée par l'article 15 de la LDN, conservait l'état des choses et ne bouleversait pas les structures traditionnelles. Mais en réalité, il s'agit de tout le contraire car la loi ignore totalement les droits des familles détentrices de terre qu'elles n'ont pas pu faire immatriculer.

Trois observations importantes peuvent être faites à partir de ces dispositions majeures de la LDN.

- En premier lieu, le régime de l'immatriculation qu'elle introduit, suppose la propriété, mieux, la propriété privée. Si la loi n'ignore pas la propriété collective, elle n'en a pas

pour autant la conception communautaire du système traditionnel. La propriété collective se rattache dans sa conception à la notion de personnalité morale. Or le système

traditionnel ignore le droit de propriété tel que l'entend la loi et s'il connaît des droits portant sur la terre, ce sont presque toujours des tenures collectives, dont des droits appartiennent à une collectivité familiale (lignage, segment de lignage) et forment une indivision organisée et à laquelle le concept juridique de personnalité morale est aussi étranger et inadapté que celui de propriété privée. Partant, avec la LDN, c'est toute la base du système traditionnel qui est remise en cause.

- Un second problème réside dans le délai de six mois consenti pour la requête d'une immatriculation, et particulièrement dans les conditions requises pour qu'une mise en valeur soit considérée comme suffisante. Le décret 64-574 portant application de l'article 3 de la LDN qui définit ces conditions sera voté le 30 juillet 1964 et publié au Journal Officiel du 5 septembre 1964, le délai de requête d'un constat de mise en valeur en vue de l'immatriculation expirait ainsi le 6 Mars 1965. Ce délai était pour le moins insuffisant au regard de la faible diffusion de l'information, de l'absence d'une large publicité des textes et de l'analphabétisme très élevé à l'époque, des populations. Au mieux, il n'a pu servir qu'à favoriser les cadres du pouvoir et de l'administration, les notables instruits qui leur étaient proches et une partie des populations urbaines. Il s'agit donc d'une minorité de la population sénégalaise qui pouvait comprendre à l'époque, les enjeux et implications de la réforme foncière et qui avait les moyens de se satisfaire aux procédures requises pour devenir propriétaires de leurs terres.
- Enfin, les conditions nécessaires pour un constat positif d'une mise en valeur (décret 64-574) étaient sévères et irréalistes au regard des réalités du milieu rural sénégalais. En effet, outre le dossier administratif à constituer par le requérant (art.12 à 19), il était exigé pour les terrains de culture, des constructions, des aménagements, des infrastructures, des plantations avec des densités importantes d'arbres, des cultures pérennes ou à assiette permanente, une proportion de 1 à 6 entre surface bâtie et surface du terrain..., (art.9 et 10 du décret). De telles conditions pouvaient très difficilement être satisfaites au regard de la réalité des systèmes agraires au Sénégal. Ainsi, les cultures sous pluies de mil du *jeeri* ou de sorgho du *waalo* autour du lac de Guiers et dans la vallée du Sénégal et ailleurs, celles d'arachide du Cayor¹⁶ ou du Baol, ne sont pas considérées par la loi comme une mise en valeur des terres.

Face à une telle situation, peu de terres appropriées et exploitées traditionnellement dans la région du lac de Guiers, la vallée du fleuve et ailleurs au Sénégal, ont pu échapper au Domaine national. A l'expiration du délai pour un constat de mise en valeur, le Domaine national était évalué à plus de 90% de la superficie du pays, comprenant l'essentiel des terres rurales (agricoles, pastorales et de parcours).

4.1.2 Organisation et composantes du Domaine national

Le Domaine national ainsi constitué englobe des terres variées, diversement occupées et à vocations différentes que la loi (art.7) réparties en quatre catégories :

¹⁶ Cayor et Baol sont des provinces historiques du Sénégal correspondant à une bonne partie du bassin arachidier.

- les zones urbaines constituées par les terres du D.N. situées sur le territoire des communes et des groupements d'urbanisme prévus par la législation applicable en la matière (code d'urbanisme...). Ces zones peuvent toutefois englober les terrains à vocation agricole ;
- les zones classées constituées par les zones à vocation forestière ou les zones de protection ayant fait l'objet d'un classement dans les conditions prévues par la législation particulière qui leur est applicable (code forestier, code de la chasse et de la protection de la faune, législation sur les zones humides...) ;
- la zone des terroirs qui correspond aux terres régulièrement exploitées pour l'habitat rural, la culture ou l'élevage. Ces terres subdivisées en territoires de communautés rurales sont affectées par le conseil rural aux ressortissants de la communauté rurale, suivant des conditions définies par décret;
- les zones pionnières qui correspondent aux autres terres. Elles sont en principe définies au cas par cas, par un décret qui définit en même temps, ses utilisations et ses modalités de gestion.

Il est souligner que la définition donnée par la loi aux zones pionnières et aux zones de terroirs donnée par la loi est fort imprécise, comparativement à celle des deux autres zones. Cela tient sans doute aux difficultés réelles à les cerner, compte tenu de leur immensité et des situations complexes et diversifiées qui les caractérisent à travers le pays.

4.2 Décentralisation et gestion du foncier en zone rurale

4.2.1 Le Conseil rural et la gestion des terres de terroirs

Terroir, communauté rurale et conseil rural

La réforme foncière bien qu'elle date de 1964 (LDN) et 1965 (décrets d'application) ne prend véritablement un sens, en milieu rural, qu'à partir de 1972 avec la création des communautés rurales (CL). Le terroir correspond au territoire de la Communauté rurale, constituée par des villages appartenant au même terroir et unis par la solidarité de voisinage et la communauté d'intérêt. Les zones de terroirs sont gérées par le Conseil rural, personne morale de droit public, sous l'autorité de l'Etat. Le terroir précise la loi, est constitué par un ensemble de terres nécessaires au développement de la population des villages qui y sont implantés. Il comprend autant que possible, les terres de culture, de jachère, de pâturage et les terres en friche.

Les Communautés rurales ont été créées progressivement, en 1972 dans la région de Thiès et 1980 dans celle du fleuve (actuelles région de Saint Louis et Matam). Les décrets créant les communautés rurales se bornent à une énumération des villages constitutif de chaque communauté rurale, sans aucune limite ou indication de superficie la concernant. Et jusqu'à présent aucun effort n'est fait pour combler cette insuffisance qui génère de nombreux litiges aux « frontières » des communautés rurales

L'organisation, le fonctionnement et les attributions des Communautés rurales et conseillers ont été définis par la loi 72-25 du 19 avril 1972, complétée par la suite par divers textes jusqu'à ceux de 1996. Les attributions conférées par les textes aux Conseils ruraux sont très nombreuses, comme le montrent l'étendue des compétences transférées (cf. supra, § 3.1.1). Les

plus importantes exercées en matière foncière, concernent l'affectation et la désaffectation des terres des terroirs.

Conditions d'affectation et de désaffectation des terres et nature des droits

Ces conditions sont définies par le décret 72-1288. Dans les communautés rurales, les terres des terroirs sont affectées par le conseil rural. Outre la demande écrite, deux conditions majeures président à leur affectation : i) être membre de la communauté rurale (groupés ou non en association ou en coopérative) et ii) avoir la capacité d'assurer, directement ou avec l'aide de sa famille, la mise en valeur des terres. Les affectations font l'objet d'une délibération du conseil et elles sont consenties pour une durée indéterminée. Elles ne confèrent cependant qu'un droit d'usage qui ne peut faire l'objet d'aucune transaction (vente, location, prêt, gage, garantie ...).

Les deux préalables majeurs à l'affectation indiqués plus haut, soulèvent beaucoup de problèmes et suscitent des débats parfois passionnés, voire passionnels.

La condition requise d'être membre de la communauté fait l'objet d'appréciations diverses. Elle est contestée et jugée inconstitutionnelle par certains qui estiment qu'elle prive le citoyen sénégalais de son droit d'accéder aux terres du domaine national partout dans le pays. Elle est légitimée par d'autres qui souhaitent une protection des habitants des communautés rurales contre l'accaparement des terres de leur terroir. D'autres enfin, estiment qu'elle freine l'accueil d'investisseurs étrangers dans les communautés rurales.

La seconde condition n'a de sens qu'en référence à des critères définissant « la mise en valeur », ce qui n'a été fait nulle part dans les textes relatifs à la législation foncière.

Dans tous les cas, les terres affectées à un tiers ne peuvent être désaffectées (perte de jouissance du droit d'usage), en tout ou partie, que dans des conditions bien définies par la loi, notamment :

- à la demande de l'affectataire ou à la dissolution de l'association affectataire ;
- au décès de l'affectataire ; dans ce cas les héritiers obtiennent l'affectation des terres à leur profit dans la limite de leur capacité de mise en valeur, et sous réserve d'une part, qu'ils en fassent la demande dans un délai de trois mois, et qu'il ne s'ensuive pas d'autre part, un morcellement des terres aboutissant à des parcelles trop petites pour une exploitation rentable ;
- pour insuffisance de mise en valeur, manque d'entretien des terres affectées, et cela, un an après une mise en demeure restée sans effet ;
- si l'affectataire cesse d'exploiter les terres personnellement ou avec l'aide de sa famille ;
- pour cause d'utilité publique, décidée par l'Etat qui immatricule alors à son nom, les terres initialement affectées ;
- pour des motifs d'intérêts général, décidés par le conseil rural, (réaménagement de l'espace, établissement de chemin de bétail, travaux hydrauliques, révision des conditions générales d'affectation suite à l'évolution des conditions démographiques ou culturelles...).

Dans les deux derniers cas, les intéressés doivent bénéficier de l'affectation d'une nouvelle parcelle équivalente à l'ancienne. Et si la parcelle désaffectée a été réaffectée, le nouvel affectataire est tenu de leur verser, une indemnité égale à la valeur des constructions et des récoltes pendantes, estimés au jour de la nouvelle affectation.

Comme mesure de conservation, la législation indique que l'affectation ou la désaffectation de terres doit faire l'objet d'une notification par le conseil rural aux intéressés et d'une publication selon les moyens appropriés. Elle prévoit par ailleurs la constitution pour chaque communauté rurale, d'un registre foncier tenu en double par le président du conseil rural et le sous-préfet (décret 72-1288 art. 21). Cette inscription a valeur de preuve en matière de droit d'usage. Ce registre doit être signé par toute personne concernée par une affectation ou une désaffectation. Les personnes qui se sentent lésées par une délibération du conseil rural, peuvent saisir, dans un délai d'un mois, le sous-préfet qui peut après instruction du dossier, entériner la décision du conseil, la suspendre ou l'annuler. En cas d'insatisfaction, le plaignant peut saisir la Cour suprême (aujourd'hui, le conseil d'Etat ?).

4.2.2 Contraintes et insuffisances dans la gestion du foncier et le fonctionnement des conseils ruraux

Malgré plus de quarante ans d'existence, la législation foncière n'a pas totalement supplanté le droit coutumier en milieu rural et n'est toujours pas appliquée de façon satisfaisante. Sa mise en œuvre se heurte à des contraintes variées qui entravent la gestion des terres et le fonctionnement des collectivités locales.

4.2.2.1 Contraintes et insuffisances d'ordre technique

En raison de la faiblesse des mesures d'accompagnement et de l'absence d'outils de gestion du foncier, certaines modalités de mise en œuvre de la loi n'ont jamais été définies de façon précise et applicable. Un exemple en est la notion de mise en valeur que chaque préfet devait définir par arrêté et qui ne l'a pas été. Ainsi sur ce point important de la législation foncière (critère d'affectation), aucune réglementation claire n'est venue encadrer l'exercice par les conseils ruraux de leurs pouvoirs d'affectation et désaffectation. Cette lacune est une des sources de la corruption qui se développe à propos de la terre et une des causes des conflits fonciers de plus en plus nombreux. Elle rend quasiment impossible une désaffectation des terres pour une insuffisance constatée de mise en valeur. Et cette situation a favorisé des pratiques dévastatrices des ressources naturelles et conduit à ne pas considérer comme telles, certaines formes de mise en valeur comme le pastoralisme.

Un autre exemple est celui du registre foncier qui devait être tenu au niveau de chaque communauté rurale et qui fait défaut dans les communautés rurales. Or, c'est l'inscription de l'affectation sur ce livret qui vaut preuve en matière de droit d'usage. Le plus souvent les décisions d'affectation sont consignées dans les délibérations à l'état de feuilles volantes et dans le meilleur des cas, elles sont reportées dans un cahier détenu par le président de la communauté rurale. Il n'est pas rare qu'un président dont le mandat n'a pas été reconduit « emporte » le cahier ou omet de le transmettre à son successeur. L'évaluation des superficies affectées s'avère ainsi peu aisée pour certaines communautés rurales, faute de livret foncier ou simplement d'archives. Une autre conséquence de cette situation, est l'affectation dans le temps, d'une même parcelle à des personnes différentes.

4.2.2.2 Contraintes et insuffisances liées aux ressources financières et humaines

Ces contraintes sont parmi les plus pesantes qui freinent la décentralisation et la gestion des terres. Elles tiennent à l'insuffisance des ressources financières et à l'absence de moyens logistiques des collectivités locales, pour assurer les fonctions transférées, la gestion correcte des terres et l'investissement nécessaire au développement local. Dans le domaine foncier, ces faiblesses sont fortement ressenties au niveau des commissions domaniales qui faute de moyens logistiques, ne peuvent pas instruire correctement les dossiers de demande de terres pour le conseil rural (visite de terrain, mesures de surface, enquêtes foncières...).

Les ressources ordinaires bien que variées¹⁷, sont très peu mobilisées ou collectées. Parmi ces dernières, les fonds de dotation sont très limités et souvent mis en place en retard, alors que le recouvrement de la taxe enregistre des taux très bas. Au niveau des ressources humaines, le manque de compétences de nombreux élus, l'analphabétisme et l'âge relativement avancé de beaucoup d'entre eux limitent bien souvent le fonctionnement et l'efficacité des conseils ruraux. Des efforts sont entrepris depuis deux à trois ans pour recruter des secrétaires communautaires chargés d'assister les conseils ruraux dans leur travail quotidien. Cela est cependant loin d'être suffisant en raison d'une part, de leur nombre limité (un par CR et toutes n'en ont pas), et d'autre part, de leur accaparement dans certains cas, par le président du conseil rural qui en fait un secrétaire particulier.

A coté de ces contraintes propres aux conseils ruraux, il est aussi à noter que les services publics chargés de l'application des lois ou de l'appui aux collectivités locales (administration territoriale, services techniques, justice...) ne sont pas suffisamment déconcentrés et n'ont pas les ressources humaines et financières nécessaires à l'accompagnement et à l'encadrement des réformes...

4.2.2.3 Difficultés et insuffisances d'ordre institutionnel et socio-politique

Conflits de compétence entre autorités déconcentrées et collectivités locales

Le manque de précisions de certains textes et la réticence de certains acteurs institutionnels « à jouer véritablement le jeu » de la décentralisation en reconnaissant les nouvelles compétences des élus locaux, génèrent divers conflits de compétences. Des questions de préséance ou des problèmes liés au contrôle de légalité opposent souvent au niveau régional, gouverneur et président de conseil régional, ou sous préfet et président de conseil rural au niveau de l'arrondissement. Des conflits et tensions résultent également de l'ambiguïté dans la tutelle et les conditions de mobilisation des services techniques déconcentrés correspondant aux domaines transférés aux collectivités locales. Dans beaucoup de communautés rurales, l'administration continue à s'ingérer, au-delà du contrôle de légalité, dans la gestion des affaires locales ou à prendre des décisions sur le foncier sans toujours fournir des explications aux élus. Beaucoup de ruraux ont ainsi le sentiment que l'administration et les hommes politiques, sous l'influence d'intérêts supérieurs ou partisans, s'abritent derrière la notion d'intérêt public pour satisfaire des intérêts privés.

Réticences des tenants du système coutumier et rapports de force avec l'Etat

¹⁷ Taxe rurale, impôts locaux (patente, impôts sur le foncier bâti et non bâti, produits des amendes, produits du domaine (droit stationnement, droit de place –marché, souk, commerçant-), produits des expéditions des actes administratifs (état civil, certificat mariage, acte de naissance...), fonds de dotation de l'Etat.

La loi foncière est encore perçue par beaucoup de familles comme une dépossession et une remise en cause de leurs traditions. Elles manifestent sous diverses formes, des réticences et parfois des résistances pour leur application. Ces attitudes ainsi que les rapports de force entre l'Etat et certaines familles (grands électeurs, marabouts...) ont entraîné le développement de comportements d'accommodation et de contournement de la loi par les populations, l'acceptation par l'administration et les élus locaux d'interprétations et de pratiques qui ne sont pas toujours conformes à l'esprit et à la lettre de la loi.

Dysfonctionnements et fragilisation dus à l'immixtion du politique

On peut relever dans ce domaine les aspects suivants :

- au sein des conseils ruraux, des considérations d'ordres politiques et clientélistes conduisent souvent au non respect des textes dans les attributions ou au blocage du fonctionnement des conseils ruraux ;
- une immixtion du pouvoir central et de ses représentants locaux dans la gestion des terres de terroirs ;
- le pouvoir central intervient de plus en plus dans la gestion et le fonctionnement des collectivités locales. En raison d'intérêts partisans, nombre d'élus locaux se soucient plus des intérêts de leur parti que de celui des populations locales ;
- la possibilité pour le Président de la République de sanctionner ou de démettre des présidents des collectivités locales élus au suffrage universel.

4.3 Gestion des terres et pratiques foncières autour du Lac de Guiers

Les terres rurales autour du Lac de Guiers relèvent de quatre principales catégories : le domaine public de l'Etat, les terres classées, les terres de terroirs et les terres des anciennes zones pionnières.

4.3.1 Les terres classées et le domaine public de l'Etat

Ces deux catégories de terres sont gérées par les services de l'Etat. Les terres classées concernent les forêts classées et la réserve du Ndiaël. Cette dernière classée site Ramsar est gérée exclusivement par les services des eaux et forêts. Les forêts classées, peuvent faire l'objet, dans certaines conditions, d'une cogestion et de contrats de culture avec les populations locales. Elles peuvent également pour les zones amodiées, être concédées par le conseil régional de Saint Louis, après avis de la communauté rurale de Ross Béthio dans le territoire de laquelle elles sont situées.

Les berges du lac relèvent du domaine public de l'Etat en vertu de la loi 76-66 du 2 juillet 1976. Ce domaine public peut être naturel ou artificiel. Le domaine public naturel comprend entre autres, « les lacs, étangs et mares permanentes dans les limites atteintes par les plus hautes eaux avant débordement ainsi qu'une zone de vingt cinq mètres de large à partir de ces limites sur chaque rive et sur chacun des bords des îles ». Ainsi les terres de décrue du lac dépendent du domaine public régi par la loi portant Code du domaine de l'Etat. Mais dans la pratique, l'Etat n'exerce pas sur ces terres ses prérogatives. L'occupation et l'exploitation de ces terres par leurs propriétaires traditionnels ou par des affectataires qui les ont reçues des conseils ruraux riverains n'en paraissent pas moins illégales, dans la mesure où elles ne relèvent pas du domaine national. Seule une procédure juridique de déclassement peut leur

enlever leur domanialité publique pour les verser dans le domaine privé de l'Etat ou dans le domaine national (loi 76-66, art.19).

4.3.2 Les terres de terroirs : les textes et les pratiques concernant leur gestion

Ces terres se situent dans les communautés rurales : Ross Béthio et Ronkh sur la rive ouest, Keur Momar Sarr au sud, Mbane et Syeur sur la rive est. Pour mieux appréhender la gestion de ces terres et les problèmes qu'elle pose, il convient de faire une distinction entre terres affectées et terres non affectées.

4.3.2.1 Gestion des terres affectées

Les terres affectées comprennent d'une part, celles qui ont été affectées à un tiers par délibération d'un conseil rural et d'autre part, les terres exploitées par des personnes qui les occupaient à la date d'entrée en vigueur de la loi (loi 64-46, art . 15).

Les discussions avec les conseillers ruraux rencontrés dans les communautés rurales de Keur Momar Sarr, Ross Béthio et Syeur (cf. liste des personnes rencontrées), révèlent qu'ils sont bien au fait de la législation foncière et des prérogatives des conseils ruraux. Selon leurs déclarations, la procédure qu'ils suivent pour l'affectation des terres pourrait se résumer ainsi :

- la personne physique ou morale intéressée adresse une demande d'affectation de terres au président du Conseil, en précisant l'utilisation des terres et la zone où elles situent ;
- le Président du Conseil rural rassemble les requêtes et demande à la commission domaniale (comprenant des conseillers ruraux, un agent du CAD (ex CERP et le Chef de village du terroir où se situe la terre demandée) pour faire l'état des lieux ;
- la commission domaniale instruit le dossier (visite du site, observation/appréciations sur l'état des lieux, évaluation de la contenance du site, évaluation des risques potentiels de conflits pouvant être générés par l'affectation des dites terres, formulation d'avis motivés pour le conseil rural) ;
- le président du conseil rural convoque une réunion du conseil pour délibération sur les demandes de terres et dresse un procès verbal des décisions du conseil ;
- le procès verbal est transmis au sous préfet pour contrôle de légalité ;
- approbation (totale, partielle ou non) de la délibération par le sous préfet et renvoi du dossier au président de la communauté rurale¹⁸ ;
- notification à chaque demandeur de la décision du conseil : une décision d'affectation¹⁹ indiquant la superficie attribuée et sa localisation est notifiée au demandeur et affichée au siège de la communauté rurale ;
- (parfois) le conseil rural ou (une de ses commissions) installe officiellement l'affectataire sur le terrain attribué, en procédant ou non à son bornage (l'opération de bornage donnant lieu à des frais à acquitter par l'affectataire).

Cette description indique une procédure relativement conforme à la démarche requise. Toutefois, ce premier niveau de leur discours est cependant vite remis en cause ou nuancé

¹⁸ Le sous préfet dispose d'un délai pour se prononcer et au-delà duquel les décisions du conseil sont exécutoires.

¹⁹ Le cas échéant, une décision motivée refusant l'affectation est notifiée au demandeur.

lorsqu'on approfondit les discussions en restant dubitatif ou en leur indiquant des cas avérés de non respect de cette procédure. Il apparaît alors que la réalité est toute autre, et que de nombreuses pratiques procèdent d'arrangements qui s'effectuent en toute connaissance, en marge de la loi.

C'est ainsi par exemple, que les conseils ruraux ne procèdent pratiquement jamais à des désaffectations pour des considérations sociales ou politiques. Pour certains conseillers, les désaffectations pourraient générer plus de problème pour le conseil rural que le statut quo. De nombreuses demandes d'affectations participant d'une stratégie d'anticipation et d'accaparement des terres, même chez des élus, le « gel » et la non exploitation de terres affectées est ainsi un fait courant dans ces communautés rurales. Dans beaucoup de cas, le manque ou l'attente de moyens pour aménager tout ou partie des terres, est le prétexte avancé. Pour les conseillers, une désaffectation pourrait créer un précédent qu'ils se verraient dans l'obligation d'appliquer à des personnes membres de familles importantes du terroir ou à des partisans politiques. Le seul cas de désaffectation déclaré a eu lieu dans la communauté rurale de Ross Béthio. Mais en réalité le conseil « a couvert » un arrangement entre deux parties, l'une ayant demandé qu'on la désaffecte d'une partie de ses terres pour l'affecter à l'autre.

Les affectations sont faites parfois sans faire intervenir au préalable la commission domaniale. Cette situation conduit parfois à l'affectation d'une même parcelle à différentes personnes ou à l'affectation de parcelles détenues traditionnellement par des familles, ce qui, dans un cas comme l'autre, génère tensions et conflits. Il est à noter également que les conseils ruraux de la région établissent couramment une distinction entre affectation et régularisation foncière. L'affectation concerne l'attribution à un tiers, ressortissant ou non de la communauté rurale, d'une parcelle qu'il n'exploitait pas traditionnellement. La régularisation consiste à faire une délibération affectant à un tiers, ses terres traditionnelles. Elle semble procéder d'une propre interprétation des conseillers de l'article 15 de la loi sur le domaine national et perpétue dans une certaine mesure, l'hégémonie foncière des familles détenant traditionnellement les terres.

De nombreuses transactions foncières sont effectuées et souvent entérinées par les conseils ruraux, malgré leur interdiction par la loi. Les prêts et location de terres, de même que la pratique du *rempeccen* (métayage) sont pratiques courantes. Pour les ventes de terres affectées, l'artifice consiste à dire que ce n'est pas la terre mais les peines (aménagements réalisés, arbres plantés, effort de défrichement...) qui sont vendues : vendeur et acquéreur informent le chef de village et tout ou partie des membres du conseil rural. En l'absence d'objections, « l'acquéreur » introduit une demande d'affectation et la parcelle objet de la transaction lui est affectée par délibération.

Dans l'ensemble, les discussions et échanges sur les pratiques révèlent que les arrangements, les contournements des textes et leur non respect sont justifiés entre autres par :

- des difficultés et contraintes objectives qui ne permettent pas de respecter de façon stricte la procédure légale. Ces contraintes relèvent par exemple de l'absence d'outils et de moyens (plans, cartes, cadastre rural, moyens logistiques, ressources budgétaires....) permettant d'encadrer ou de faciliter l'exercice correcte des prérogatives foncières ;
- l'existence de procédures d'arrangement et de négociations internes (entre populations), instaurées à la marge de la loi au sein des communautés rurales ;
- des rapports de force socio-politiques entre conseil rural et certaines catégories de demandeurs d'affectation ou entre conseil rural et populations locales ;
- des considérations et injonctions d'ordre politique et/ou administratif.

4.3.2.2 La gestion des « terres non affectées »

Il s'agit de terres qui n'ont été ni « affectées de fait » par la loi sur le domaine national (art. 15), ni affectées à des tiers par le conseil rural. Ce sont généralement des terres non défrichées, des espaces servant de parcours, de zones de cueillette et de coupe du bois...et des zones impropres à la culture. Dans la pratique, les populations ont un libre accès aux ressources que portent ces terres. Mais dans la plupart des situations, lorsqu'il ne s'agit pas de sols inaptes à une production végétale (terres salées, latéritiques ou caillouteuses), ces terres correspondent à des parcours et pâturages exploités par l'élevage.

La gestion de ces terres « communes » pose beaucoup de problèmes, en raison notamment :

- des insuffisances de la législation foncière pour l'élevage et l'espace pastoral. La loi fait très peu cas de ces terres ;
- du fait que les dispositions du décret sur les parcours (80-268 du 10 mars 1980) ne sont pas respectées. Les délimitations et bornages prévus pour les pâturages ont été rarement effectués, sauf dans les zones d'intervention de certains projets pastoraux ou d'élevage à l'est du lac ;
- du « manque d'intérêt » des conseils ruraux pour ces terres, sauf dans les communautés rurales où prédominent des élus éleveurs, telles que de Keur Momar Sarr ou Syeur.

Ces terres constituent dans la région du lac de Guiers des espaces de conflits (agriculteurs/éleveurs/exploitants forestiers) et des espaces aux ressources naturelles fortement dégradées du fait de la pression animale, de la coupe de bois, des feux de brousse... Ces conflits sont aujourd'hui exacerbés par l'avancée du front agricole avec l'installation de périmètres irrigués et de canaux d'amenée sur les terres jeeri autour du lac.

4.3.2.3 La gestion des terres des zones pionnières reversées en zone de terroirs dans la région du lac de Guiers

Deux zones pionnières ont été créées dans la région du fleuve : celle du delta (décret 65-443 et celle de Dagana (décret 72-1393). La première zone a concerné une partie de la région du lac de Guiers, notamment les communautés rurales de Ross Béthio et de Rosso Sénégal (actuelle CR de Ronkh) qui n'avaient alors aucune prérogative sur ces terres. La gestion foncière de ces zones était exclusivement du ressort de la SAED qui était chargée de leur mise en valeur hydro-agricole. Les périmètres réalisés dans ces zones sur financement publics étaient affectés contractuellement par la SAED, à des irrigants organisés en groupements de producteurs.

Ces zones pionnières ont été supprimées en 1987 à la suite des politiques de libéralisation et de désengagement de l'Etat et reversées dans les zones de terroirs. Compte tenu de leurs potentialités agro-pédologiques, de la disponibilité de l'eau (Après barrages) et des aménagements hydrauliques réalisés par la SAED, on a assisté à une ruée vers ces terres et à leur affectation de façon incontrôlée (cas dans les CR de Ross Béthio et de Rosso Sénégal). Les aménagements sommaires réalisés de façon désordonnée par les affectataires ont engendré des risques importants de dégradation des ressources naturelles (absence de drainage, salinisation...) ainsi que des contraintes importantes pour la mobilité des hommes et du bétail avec l'installation anarchique de canaux d'amenée et des périmètres irrigués.

Face à cette situation, l'Etat a procédé, dix ans après, à une sorte de « rattrapage du reversement opéré » à travers la loi 96-07 portant transfert de compétences aux collectivités locales. Ainsi, cette loi stipule que, « (...) pour des projets et opérations qu'il initie sur le domaine national, l'Etat prend la décision après consultation du conseil de la collectivité concernée, sauf impératif de défense nationale (art. 24). Par ailleurs, « lorsque des terres précédemment situées dans les zones pionnières sont reversées dans des zones de terroirs, l'Etat conserve la gestion parties des zones pionnières ayant fait l'objet d'un aménagement spécial et y exerce les prérogatives nécessaires quant à leur mode de gestion (art 27) ». L'Etat peut affecter ou céder tout ou partie de ces zones d'aménagement spécial, suivant des critères fixés par décret, à des personnes physiques, des collectivités locales ou à toutes personne morale, pour la réalisation de projet de développement économique et social.

Dans toutes les communautés rurales riveraines du lac, la terre est devenue une des préoccupations majeures des populations, en particulier, depuis la mise en service du barrage de Diama (1986) et le reversement des zones pionnières²⁰ (1987) qui ont été suivies d'une forte ruée vers les terres irrigables. Les dérives observées dans certaines communautés rurales dans l'attribution des terres et les velléités de l'Etat de favoriser l'irrigation privée et l'accès à la terre, d'opérateurs privés extérieurs aux communautés rurales ont accru la vigilance des populations qui exercent une sorte de veille sur les délibérations foncières des conseils ruraux et recourent à des « régularisations » pour sauvegarder leur patrimoine foncier traditionnel.

La question foncière est ainsi assez complexe dans la région du lac de Guiers. Il est indispensable qu'elle soit analysée en profondeur, procédant par une entrée par les pratiques, pour en cerner les divers aspects afin de pouvoir modéliser son fonctionnement.

4.4 Perspectives d'évolution dans la gestion du foncier

Les insuffisances de la législation foncière, les pratiques foncières opportunistes et leurs implications dans le domaine de l'irrigation en particulier, ont poussé les acteurs de ce secteur à rechercher des mécanismes permettant d'améliorer la gestion des terres et de mieux réguler l'utilisation de l'espace et des ressources hydro-agricoles dans la zone du fleuve et du la région du lac de Guiers. Les initiatives prises ou accompagnées par la SAED dans ce domaine, sont confortées par des projets importants en cours d'études. La concrétisation de ces initiatives devrait entraîner des changements importants dans le domaine du foncier irrigué dans la vallée du fleuve Sénégal et sur les rives du lac de Guiers. Elles doivent toutefois être considérées comme de solutions négociées (ou à négocier) entre les acteurs, dans une situation transitoire où l'Etat envisage avec beaucoup d'hésitations, une réforme profonde de la législation foncière sénégalais dans son ensemble..

4.4.1 Plan d'occupation des sols et Charte du domaine irrigué

Le « mal aménagement de l'espace » et la prolifération anarchique des périmètres qui sont la conséquence des affectations foncières opérées de façon inconsidérée dans certaines zones du delta, a conduit la communauté rurale de Ross Béthio, à rechercher avec l'appui des structures techniques, des outils lui permettant de clarifier la situation foncière et de mieux organiser l'occupation de l'espace sur son territoire.

²⁰ Loi 87 portant reversement des terres des zones pionnières en zone de terroirs. Ces zones pionnières concernaient le Delta (décret 65-443) et la cuvette de Dagana (décret 72-1393).

Cette initiative davantage motivée par la situation consécutive au reversement des zones pionnières dans le bas et moyen Delta que par celle sur la rive ouest du lac, est à l'origine de la réalisation en 1997-98, d'un plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS) par le conseil rural avec l'appui de la SAED et de la recherche (ISRA/PSI). Depuis lors, les POAS se généralisent progressivement dans les communautés rurales sur la rive gauche du fleuve avec le soutien de la SAED. Dans la région du lac, outre Ross Béthio, Mbane et Gaé disposent d'un POAS. Celui de Keur Momar Sarr est programmé à court terme. Les POAS définissent à l'échelle du territoire de la communauté rurale, des zones d'usage des terres suivant leurs potentialités, ainsi que des règles consensuelles, destinées à encadrer les pratiques foncières et l'utilisation de l'espace et des ressources.

Dans le prolongement des POAS, les communautés rurales de l'ensemble de la vallée du Sénégal ont élaboré avec l'appui de la SAED, une Charte du domaine irrigué (CDI) définissant des normes d'aménagement et de mise en valeur des terres irrigables dans le territoire des communautés rurales.

La CDI a deux composantes: le texte de Charte proprement dit et l'engagement « contractuel » de l'attributaire du domaine irrigué. Le texte de Charte définit : i) le domaine irrigué, les conditions d'exploitation des terres (affectation par le Conseil rural, dossier d'étude...) et les critères de mise en valeur; ii) les engagements des parties (engagements communs et engagements spécifiques); iii) les modalités de mise en œuvre (suivi de l'application, sanctions et révision de la Charte). Les critères de mise en valeur distinguent les aménagements hydroagricoles publics, où l'attributaire doit réaliser un taux d'exploitation annuel d'au moins 100%, des aménagements privés, où il doit aménager dans un délai strict de trois ans la moitié de la superficie attribuée et mettre en valeur toute la superficie attribuée dans un délai de 5 ans.

En plus de ces dispositions, l'attributaire de terres du domaine irrigué doit signer avec la communauté rurale concernée un contrat qui l'engage à fournir un certain nombre d'éléments d'identification, à s'acquitter des redevances (OMVS et fonds de maintenance), à respecter les conditions d'exploitation, les normes techniques d'aménagement, les critères de mise en valeur définis et à accepter une vérification par la SAED, de la conformité des travaux réalisés avec le plan d'aménagement. Dans les communautés rurales qui disposent d'un POAS, la CDI oblige les parties signataires à respecter les dispositions et des vocations des sols définies dans ce dernier.

La Charte se veut ainsi à côté des POAS, un outil destiné aux collectivités locales, pour améliorer leur gestion des terres en palliant certaines insuffisances de la loi sur le domaine national, tout en restant conforme à ses dispositions et à celles des autres textes juridiques (Code de l'eau, Code de l'environnement...). Elle doit faire l'objet à terme, d'un arrêté interministériel pour en conforter l'acceptation et l'application par les parties, et amener les conseils ruraux à faire signer « l'engagement de l'attributaire » à tous les affectataires de terres du domaine national (OP, privés...).

4.4.2 Les propositions de l'étude sur la sécurisation des investissements

La SAED a commandité récemment une étude sur la sécurisation foncière de investissements dans la vallée du fleuve Sénégal. Cette étude réalisée sur financement de l'agence française de développement (AFD), formule des propositions inspirées des pratiques légales observées

dans le domaine public de l'Etat²¹. En se fondant sur la distinction entre le sol et les biens créés sur le sol, l'étude propose une sécurisation juridique qui consiste à créer des mécanismes permettant de conférer à une personne physique ou morale, « un droit stable dans le temps, transmissible et opposable aux tiers, à l'Etat et aux collectivités locales ». Ainsi, l'étude énonce une série de propositions s'adressant tant à l'Etat, qu'aux communautés rurales.

Pour l'Etat, il est proposé : i) de numérotter les terres du domaine national et de les confier aux CR en adoptant un mode de gestion qui s'inspire du domaine privé de l'Etat, avec l'octroi de titres administratifs, droits de bail ou de superficie pour des durées variables suivant le niveau d'investissement et avec un cahier de charge pour la mise en valeur ; ii) de permettre l'inscription de sûretés mobilières ou immobilières, la cession des peines et soins édifiés par l'affectataire après autorisation de l'organe ayant affecté les parcelles et la transmissibilité des peines et soins dès autorisation de cette cession ; iii) de créer des zones pionnières ou d'aménagements spéciaux là où c'est nécessaire et d'impliquer les OP, les CR et les privés dans leur gestion.

S'agissant des communautés rurales et indépendamment de toute procédure d'immatriculation, l'étude recommande : i) d'initier la mise en place d'un cadastre rural en partant des POAS, en commençant par une opération test dans le Delta ; ii) de cadastrer le domaine national par surface minimale en relation avec la rentabilité économique et d'instaurer des plans d'affectation des parcelles en relation avec leur fertilité et les spéculations appropriées.

S'agissant des règles d'affectation, l'étude propose d'abandonner le critère de résidence et celui de capacité familiale de mise en valeur comme élément de choix de l'affectataire, et de moduler la composition de la commission d'affectation au sein des CR en fonction de l'importance des dossiers de demande à traiter. Pour les règles de désaffectation, il est recommandé aux CR d'instituer une procédure de contrôle et des critères de référence pour l'appréciation de la mise en valeur et de désaffecter toutes les terres non mises en valeur. Afin de garantir la transparence des opérations foncières et la sécurisation des détenteurs de titres, l'Etat doit instituer un titre d'affectation et un livret foncier dans chaque communauté rurale.

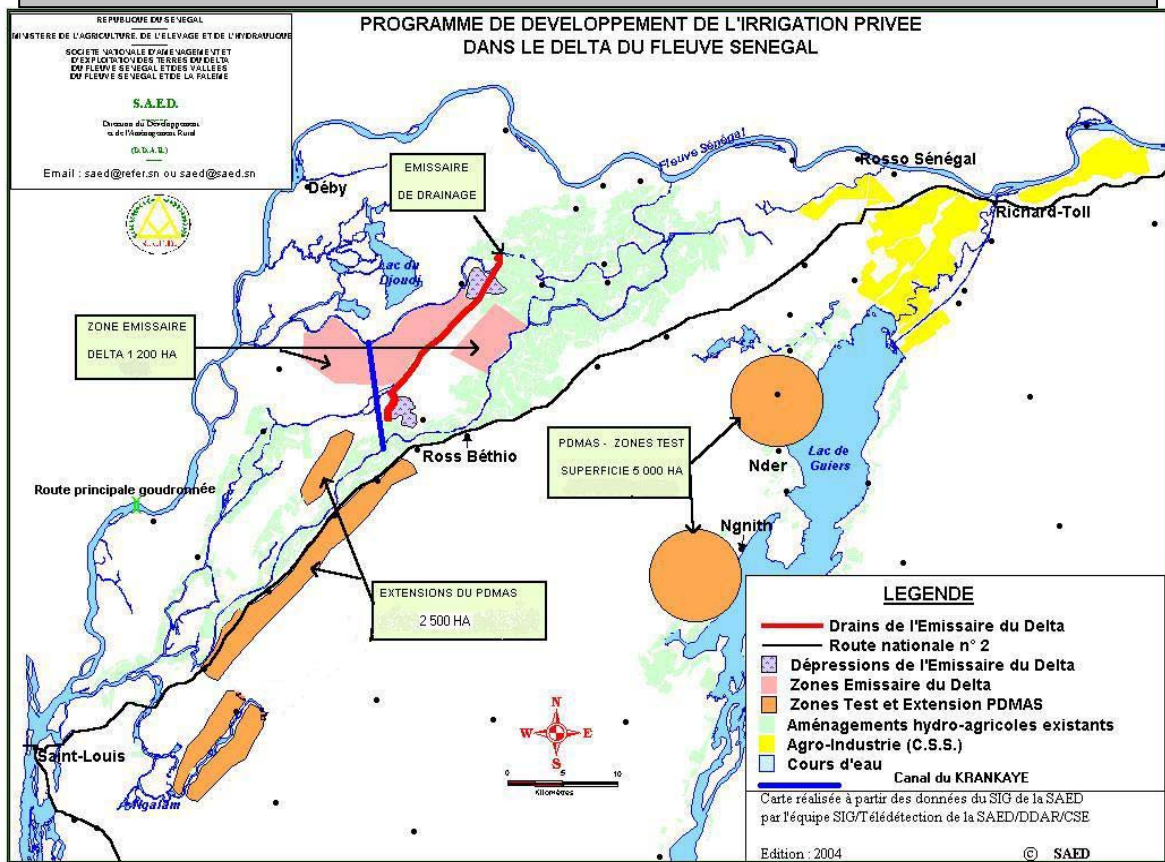
4.4.3 Les perspectives du programme de développement des marchés agricoles et de l'agro-industrie au Sénégal (PDMAS)

Ce programme est en cours de préparation dans le Delta du fleuve Sénégal et sur la rive ouest du lac de Guiers, sur financement de la Banque mondiale. Son objectif est de favoriser une croissance agricole forte tirée par les filières d'exportation et de substitution à l'importation. Le programme comprend quatre composantes : i) amélioration des conditions de mise en marché ; ii) développement des filières d'exportations agricoles ; iii) développement de l'irrigation privée ; iv) coordination, aspects institutionnels et études transversales. Dans le cadre de la composante III, deux études de schéma directeur d'aménagement sont programmées respectivement dans le Delta et autour du lac de Guiers.

²¹ En effet, le domaine public de l'Etat fait uniquement l'objet que de titres administratifs et des investissements y sont réalisés par des privés en toute sécurité. Toutefois, à la différence du domaine national, le domaine privé de l'Etat est cadastré et immatriculé avant toute attribution et les droits des détenteurs de titres administratifs sont inscrits au livre foncier après enregistrement des actes administratifs d'attribution.

L'étude du Schéma directeur de la zone du lac de Guiers va couvrir une zone d'environ 47.000 ha située sur la rive ouest du Lac de Guiers (entre la digue de la CSS au nord et celle de Keur Momar Sarr au sud), avec un programme prioritaire de 5.000 ha, dont 1.000 ha de nouveaux aménagements. Elle doit définir les conditions techniques, économiques et socio-organisationnelles favorisant le développement durable d'une irrigation privée, reposant sur des techniques plus adaptées à la zone et permettant une diversification des cultures ainsi que l'intégration des différentes activités productives avec le développement de l'élevage (intensif, semi-intensif) et la préservation de l'environnement. L'étude devra se fonder sur les systèmes de production les plus adaptés, être en phase avec les POAS de la zone et la CDI et permettre la préservation de l'écosystème du lac.

Fig 5 : Zones d'intervention du PDMAS dans le Delta et sur la rive ouest du lac de Guiers



La mise en œuvre du PDMAS va constituer dans sa zone d'intervention autour du lac de Guiers, un des facteurs de changement les plus importants dans les prochaines années. En effet, le PDMAS vise essentiellement à promouvoir l'irrigation privée et à restructurer les exploitations familiales. En matière d'irrigation, le PDMAS entend promouvoir des systèmes d'irrigation performants économes en eau et adaptés aux types de sols (sableux et sablo-argileux), en privilégiant l'aspersion et le goutte à goutte.

Le projet va financer la viabilisation des espaces à irriguer et les infrastructures de base (réseau primaire d'irrigation, station de pompage et de décantation...), les exploitants prendront en charge les investissements au niveau de leurs périmètres et parcelles irriguées..

Quatre objectifs sont sous jacents à la philosophie du projet :

- une autonomie en matière d'irrigation : au plan technique, chaque exploitation disposera à partir du réseau de base, d'un ou de plusieurs bornes lui permettant d'accéder de façon autonome à l'eau, d'irriguer à sa guise et d'être facturé sur la base de sa consommation ;
- un développement de cultures à haute valeur ajoutée : les spéculations horticoles (maraîchage, arboriculture fruitières...) adaptées aux types de sols de la zone et destinées surtout à l'exportation et des formes d'élevage intensif et semi intensif seront encouragés ;
- un accès à la terre d'opérateurs privés et une sécurisation foncière : le projet entend promouvoir une sécurisation de la propriétaire foncière des exploitations et favoriser l'accès à la terre d'opérateurs privés, originaires ou non de la zone du lac de Guiers (voire du Sénégal), en encourageant au niveau de l'Etat les réformes nécessaires (révision de la LDN, nouvelle législation foncière) ;
- une hiérarchisation des exploitations agricoles : au moins trois catégories d'exploitations sont prévues : i) les exploitations familiales : il s'agit de doter les populations locales de terres d'une superficie permettant une exploitation rentable et adaptées à leurs capacités réelles de mise en valeur. La taille de ces exploitations n'est pas encore déterminée, mais on avance 0,5 à 2 ha ; ii) les PME/PMI : là encore leur taille n'est précisée, mais on parle de 10 à 20 ha ; iii) la grande exploitation privée qui porterait sur des superficies de l'ordre de la centaine d'hectares.

Le PDMAS subventionnerait les exploitations familiales pour les investissements aux niveaux périmètre et parcelle dans une proportion supérieure à 50% des coûts d'investissement avec obligation d'un apport personnel et dans une proportion inférieure à 50% pour les PME/PMI. Les grandes exploitations privées ne seront pas subventionnées.

Les conditions de mise en œuvre du PDMAS ne seront déterminées de façon précise, qu'au terme des études en cours. Mais dans la programmation retenue, les investissements seront réalisés en première phase dans le bas delta (zone du Lampsar-Tound Bisset) et ultérieurement dans la zone du lac.

Dans le domaine foncier et au regard de la situation actuelle dans le Delta et autour du lac de Guiers, les perspectives du PDMAS ont au moins deux implications qui soulèvent un certain nombre de questions :

- une nécessité de désaffecter les terres de sa zone d'investissement pour réaliser les aménagements nécessaires et procéder après travaux à leur redistribution sur la base d'un cahier de charge. Ceci suppose, à défaut d'une déclaration d'utilité publique de la part de l'Etat, des négociations avec les conseils ruraux qui sont seuls habilités à désaffecter les terres ;
- une acceptation par les producteurs locaux, du schéma de l'exploitation familiale dans lequel on semble vouloir les inscrire. Actuellement plusieurs individus et familles disposent d'une affectation de superficies importantes dont ils n'ont pas toujours la capacité de les mettre en valeur. Vont-ils accepter de perdre ces terres et de se contenter des exploitations familiales telles que prévues, avec une taille inférieure à 5 ha ? Vont-ils demander à accéder à des ressources financières leur permettant d'avoir

la capacité de mettre en valeur leurs terres, selon les normes du projet et se classer dans la catégorie PME/PMI ou privé ?

En tout état de cause, leur renoncement à une partie de leurs terres (affectation ou régularisation par le CR) semble cependant indispensable dans la majorité des cas concernant les terres proches du lac, pour que soient libérées des terres à redistribuer à des familles dépourvues de terres et à des promoteurs privés.

4.4.4 La loi d'orientation agro-sylvo-pastorale

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi
loi d'orientation agro-sylvo-pastorale.

Exposé des motifs

Depuis l'indépendance, l'agriculture sénégalaise est essentiellement restée une petite agriculture paysanne, à faible productivité, pratiquée sous pluie, ceci malgré la diffusion de progrès techniques. On note cependant l'émergence récente d'une agriculture commerciale en zone périurbaine et dans la vallée du fleuve Sénégal.

Les politiques et stratégies agricoles (désengagement de l'Etat, privatisation et/ou restructuration des entreprises publiques et parapubliques, responsabilisation des agriculteurs, libéralisation des prix et des marchés, décentralisation, incitation à l'investissement privé en milieu rural), définies notamment dans la Lettre de Politique de Développement Agricole (LPDA) et le Programme d'Ajustement Sectoriel Agricole (PASA), suite logique de la Nouvelle Politique Agricole (NPA - 1984), n'ont pas permis de réduire la pauvreté et d'enrayer le déficit de la balance commerciale des produits alimentaires.

Aussi, pour améliorer la situation économique du pays, l'Etat du Sénégal a-t-il pris l'option de faire de l'agriculture un moteur de la croissance de l'économie. L'agriculture constitue en effet la principale activité économique en zone rurale. Elle contribue de façon croissante à la formation du produit intérieur brut (PIB) et occupe une large part de la population active. En outre, l'agriculture demeure la principale base d'un développement artisanal et industriel. Aussi, face à l'accroissement démographique et à l'urbanisation croissante, l'augmentation de la production agricole nationale devient-elle une condition nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire du pays.

En outre, une meilleure prise en compte de l'environnement du commerce international et de son évolution, s'avère indispensable afin d'optimiser les possibilités d'accès aux marchés extérieurs. A cet effet, l'option retenue sera de privilégier, dorénavant, le développement de filières d'exportations agricoles répondant à la demande internationale.

Par ailleurs, la nécessité d'assurer de fortes productions agricoles et pastorales, pour s'installer dans la durabilité et permettre d'atteindre les objectifs nationaux en matière de sécurité alimentaire, voire d'assurer la souveraineté alimentaire, doit aller de pair avec une bonne conservation des écosystèmes et des sols. Il est donc indispensable que l'effort de production agricole prenne en considération les dispositions du Code forestier (loi 98-03 du 08 janvier 1998 et décret 98-164 du 20 février 1998), notamment en ce qui concerne les défrichements, la gestion des parcours et les principes de sylviculture.

Dès lors, les orientations du secteur agricole portent sur la création d'un environnement attractif et incitatif en milieu rural qui vise la transformation de l'agriculture familiale en appuyant la promotion de l'exploitation agricole familiale par le passage de systèmes extensifs de production à des systèmes intensifiés, diversifiés, durables et respectueux des ressources naturelles ; elles visent aussi à favoriser l'émergence d'un entrepreneuriat agricole et rural. Pour ce faire, le développement agro-sylvo-pastoral passe par une stratégie de diversification des productions agricoles, l'augmentation de la productivité et de la compétitivité des exploitations agricoles sur

une base durable, avec comme stratégie d'accompagnement, le développement d'une économie non agricole en milieu rural.

Ces orientations prennent en compte la politique d'intégration sous-régionale au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO, les engagements au sein de l'OMVS et de l'OMVG, ainsi que les engagements dans le cadre de conventions internationales et les accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux (AGOA, initiative canadienne, accords UE/ACP, OMC, etc.), ainsi que la vision agricole du NEPAD. Ces espaces d'intégration et ces engagements internationaux constituent ainsi le cadre au sein duquel les protections et les aides à l'agriculture sénégalaise sont définies.

La réforme de l'agriculture suppose un engagement de toutes les couches de la société et une volonté politique affirmée de l'Etat. Elle nécessite en conséquence la définition d'une vision claire du développement agro-sylvo-pastoral et la mise en place d'instruments institutionnels, juridiques et financiers.

Le Sénégal a choisi de mettre en œuvre cette vision à long terme (20 ans) en proposant de faire voter à l'Assemblée nationale une loi d'orientation agro-sylvo-pastorale. Cette loi fonde la politique de développement agro-sylvo-pastoral et constitue la base de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes opérationnels tels que le Programme National de Développement Agricole (PNDA), le Plan d'Action Forestier du Sénégal (PAFS) et le Plan National de Développement de l'Elevage (PNDE). Elle repose sur les principes directeurs suivants : efficacité économique, équité sociale, durabilité, libéralisation économique, décentralisation, solidarité et subsidiarité, compétition sous régionale, marché commun agricole au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO. Ces principes découlent des objectifs politiques, économiques et sociaux du Gouvernement, contenus dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

La présente loi a fait l'objet d'une large diffusion auprès des organisations professionnelles agricoles, des organisations non gouvernementales, des élus locaux, des institutions publiques et parapubliques, du secteur privé, de la société civile et des partenaires au développement, d'une part, et a également suscité, d'autre part, une large concertation au sein des organisations professionnelles agricoles. Cela a permis de recueillir les commentaires et contributions de l'ensemble des acteurs du développement agro-sylvo-pastoral.

La présente loi est articulée autour de cinq (05) titres et structurée ainsi qu'il suit :

Le Titre I intitulé « Dispositions générales » contient deux chapitres relatifs aux objectifs, priorités et axes de la politique de développement agro-sylvo-pastoral ; le Titre II s'intitule « Métiers, organisations et exploitations agricoles », et regroupe trois chapitres traitant de la reconnaissance formelle des métiers de l'agriculture et des organisations professionnelles agricoles, de la protection sociale des personnes exerçant les métiers de l'agriculture et du statut juridique des exploitations agricoles ; le Titre III s'intéresse aux « Stratégies de développement agro-sylvo-pastoral » et contient huit chapitres relatifs à la réforme foncière, à la diversification, aux filières et à la régulation des marchés, à la sylviculture et aux aménagements forestiers, à la politique de développement de l'élevage, à la maîtrise de l'eau, au développement des infrastructures et des services publics en milieu rural, à la promotion de l'équité sociale et à la protection contre les calamités naturelles et les risques liés aux activités agricoles ; au Titre IV des « Mesures d'accompagnement », la loi traite de l'information agricole, de l'éducation et de la formation aux métiers de l'agriculture, du renforcement des capacités des organisations professionnelles agricoles, des organisations de la société civile et des services de l'Etat, de la recherche et du conseil agro-sylvo-pastoral et du financement du développement agro-sylvo-pastoral.

Au titre V des « Dispositions diverses et finales », la présente loi consacre la création du Conseil Supérieur d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale et annonce la tenue annuelle d'une Conférence, regroupant l'ensemble des acteurs du monde rural, présidée par le Chef de l'Etat.

Enfin, la présente loi s'inscrit dans le cadre d'un processus itératif associant l'ensemble des acteurs concernés et sera progressivement complétée par d'autres législations et réglementations.

Telle est l'économie du présent projet de Loi.

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple- Un But - Une Foi

LOI N^o 2004-16
portant loi d'orientation agro - sylvo- pastorale

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du mardi 25 mai 2004 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER :
DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre premier : Objectifs et priorités de la politique de développement agro-sylvo-pastoral

Article premier : La politique conduite par l'Etat dans le domaine du développement agro-sylvo-pastoral est marquée par le retrait progressif de l'Etat et est conforme aux principes de recentrage de ses missions sur des fonctions régaliennes, de poursuite de la politique de décentralisation, d'amélioration du cadre et des conditions de vie en milieu rural, ainsi que de création d'un environnement propice aux investissements privés en milieu rural.

Article 2 : La présente loi tient compte de l'ensemble des activités économiques en milieu rural (culture, élevage, pêche continentale, sylviculture, cueillette, transformation, commerce et services), ainsi que de leurs fonctions sociales et environnementales. Les politiques développées dans ces différents sous-secteurs participent de la politique de développement agro-sylvo-pastoral dont elles font partie intégrante. La présente loi tient également compte des spécificités régionales et des diversités agro écologiques du pays.

Article 3 : La présente loi et ses textes complémentaires, ainsi que la politique et les programmes de développement agro-sylvo-pastoral qui en découlent, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), des directives de l'UEMOA et de la CEDEAO, des engagements du NEPAD, de la convention UE/ACP, des accords de l'Organisation Mondiale du Commerce et des autres conventions internationales pertinentes auxquelles le Sénégal est partie prenante (OMVG, OMVS, etc.)

Article 4 : La politique et les programmes de développement agro-sylvo-pastoral sont définis, mis en œuvre et évalués par l'Etat, en concertation avec les collectivités locales et l'ensemble des acteurs économiques et sociaux concernés.

Article 5 : La réduction de la pauvreté est la principale priorité de la politique de l'Etat, en particulier dans les zones rurales. L'Etat s'emploie à assurer à toutes les personnes exerçant les métiers de l'agriculture un niveau de vie leur permettant de faire face durablement à leurs besoins légitimes en matière d'alimentation, de santé, de logement, d'habillement, d'éducation, de formation, et de loisirs. Il œuvre également en vue d'atteindre, à moyen terme, un niveau de sécurité alimentaire qui garantisse la souveraineté alimentaire du pays.

Article 6 : Les objectifs spécifiques de la politique de développement agro-sylvo-pastoral sont :

1. La réduction de l'impact des risques climatiques, économiques, environnementaux et sanitaires, par la maîtrise de l'eau, la diversification des productions, la formation des ruraux, afin d'améliorer la sécurité alimentaire de la population, et de réaliser à terme la souveraineté alimentaire du pays ;
2. L'amélioration des revenus et du niveau de vie des populations rurales, et la mise en place d'un régime de protection sociale en leur faveur ;
3. L'amélioration du cadre et des conditions de vie en milieu rural, notamment par l'accès aux infrastructures et aux services publics, grâce à un aménagement équilibré et cohérent du territoire ;
4. La protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles notamment par la connaissance et l'amélioration de la fertilité des sols ;

5. La mise en place d'un système d'incitations à l'investissement privé dans l'agriculture et en milieu rural ;

6. L'amélioration de l'environnement et de la qualité de la production afin que l'agriculture soit un moteur du développement industriel et artisanal, et pour mieux satisfaire aux besoins des marchés intérieur et extérieur (sous régional et international) ;

La réalisation des objectifs ci-dessus contribuent à la réduction des inégalités entre les populations rurales et urbaines et entre les genres, ainsi qu'à la réduction, puis à l'éradication de la pauvreté.

Chapitre 2 : Axes stratégiques de la politique de développement agro-sylvo-pastoral

Article 7 : Les axes stratégiques de la politique de développement agro-sylvo-pastoral sont basés sur les principes suivants : l'efficacité économique, l'équité sociale, la durabilité environnementale, l'économie de marché, la décentralisation, la responsabilisation des collectivités locales, des organisations professionnelles agricoles et de la société civile, la création d'un marché commun au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO, la solidarité, le partenariat et la subsidiarité.

Article 8 : Les axes stratégiques de la politique de développement agro-sylvo-pastoral sont :

- La reconnaissance formelle des métiers de l'agriculture et des organisations professionnelles agricoles ;
- La protection sociale des personnes exerçant les métiers de l'agriculture ;
- La définition d'un statut juridique des exploitations agricoles ;
- La réforme foncière ;
- La diversification des productions agricoles, l'intégration des filières agricoles et la régulation des marchés ;
- La sylviculture et les aménagements forestiers ;
- La politique de développement de l'élevage ;
- La maîtrise de l'eau ;
- Le développement des infrastructures et des services publics en milieu rural ;
- La promotion de l'équité sociale en milieu rural ;
- La protection contre les calamités naturelles et les risques liés aux activités agro-sylvo-pastorales ;
- Le développement de l'information agricole, de l'éducation et de la formation au profit des métiers de l'agriculture ;
- Le renforcement des capacités des organisations professionnelles agricoles, des organisations de la société civile, des collectivités locales et des services de l'Etat ;
- Le développement de la recherche et du conseil agro-sylvo-pastoral ;
- Le financement du développement agro-sylvo-pastoral.

TITRE II : METIERS, ORGANISATIONS ET EXPLOITATIONS AGRICOLES

Chapitre 3 : Statut juridique des métiers de l'agriculture et des organisations professionnelles agricoles

Article 9 : Les métiers de l'agriculture au sens large (agriculteurs, éleveurs, exploitants forestiers, pêcheurs, artisans ruraux, etc.) et les organisations professionnelles agricoles bénéficient d'un statut reconnu et protégé.

Ce statut est conféré de façon identique aux hommes, aux femmes et aux jeunes en âge de travailler qui exercent les métiers de l'agriculture.

Toute personne exerçant un métier de l'agriculture peut bénéficier des mesures définies par la politique et les programmes de développement agro-sylvo-pastoral de l'Etat.

Les mesures d'application du présent article sont prises par voie réglementaire.

Article 10 : Les personnes exerçant les métiers de l'agriculture peuvent se regrouper au sein d'organisations professionnelles agricoles, telles que les fédérations, syndicats, organisations interprofessionnelles, etc. Ces organisations professionnelles agricoles regroupent les personnes physiques et morales qui souhaitent s'unir pour assurer la défense de leurs intérêts communs et la fourniture de services à leurs membres.

Les organisations professionnelles agricoles s'organisent librement, soit sur une base géographique, au niveau local, régional, national et éventuellement sous-régional, soit en fonction de leurs productions, filières et services.

Les organisations professionnelles agricoles peuvent aussi déployer des activités de partenariat avec leurs homologues de la sous-région et au niveau international.

Article 11 : Des mécanismes de concertation avec les organisations professionnelles agricoles sont mis en place par chaque démembrement de l'Etat directement concerné par la politique de développement agro-sylvo-pastoral.

Article 12 : L'Etat, en concertation avec les acteurs du développement agro-sylvo-pastoral, réalise une évaluation de l'ensemble des statuts juridiques des organisations professionnelles agricoles et procède aux adaptations nécessaires à leur amélioration, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi.

Article 13 : L'Etat, en concertation avec les acteurs du développement agro-sylvo-pastoral, crée, conformément à la loi des finances, un système d'aide publique aux organisations professionnelles agricoles, tel que prévu à l'article 72, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi.

L'accès au système d'aide publique est subordonné au respect des règlements et statuts régissant les organisations concernées.

Chapitre 4 : Protection sociale des personnes exerçant les métiers de l'agriculture

Article 14 : Les personnes exerçant les métiers de l'agriculture bénéficient d'une protection sociale au même titre que les travailleurs des autres secteurs d'activité.

Un régime de protection sociale agro-sylvo-pastorale est défini et mis en œuvre. Ce régime est soutenu par l'Etat pendant les cinq premières années qui suivent le début de son fonctionnement.

Article 15 : L'Etat, en concertation avec les organisations professionnelles agricoles, établit un plan de mise en œuvre d'un régime de protection sociale agro-sylvo-pastorale dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi.

Chapitre 5 : Statut juridique des exploitations agricoles

Article 16 : L'exploitation agricole est définie comme une unité disposant de facteurs de production (terre, bâtiments, cheptel, matériels, main d'œuvre, etc.) qui sont utilisés par un exploitant exerçant un métier de l'agriculture.

Les activités de production agricole constituent une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement d'un cycle biologique, végétal ou animal, et correspondant à la maîtrise et à l'exploitation de ce cycle.

Les activités exercées dans le prolongement de la production agricole, telles que la transformation, le conditionnement, la conservation, le stockage et la vente des produits provenant de l'exploitation, sont considérées comme agricoles aux termes de la présente loi.

Les activités ayant pour support l'exploitation agricole, telles que l'artisanat, le tourisme rural, le commerce des services, etc., sont considérées comme complémentaires des activités agricoles.

Article 17 : Outre sa fonction économique, l'exploitation agricole contribue à la gestion des ressources naturelles, à la protection de l'environnement et à l'aménagement équilibré et cohérent du territoire.

L'Etat met en place, dans un délai de trois ans à compter de la promulgation de la présente loi, un système d'aides financières pour les exploitations agricoles et les groupements de producteurs qui s'engagent contractuellement à réaliser des actions de gestion durable des ressources naturelles, notamment pour la défense et la restauration des sols, le reboisement, la lutte contre les feux de brousse, les aménagements anti-érosifs, etc., tel que prévu à l'article 73.

Article 18 : L'exploitation agricole familiale est une unité de production agricole organisée sur une base familiale, au sein de laquelle les rapports entre personnes sont définis librement et ne sont pas régis par le code du travail. La main d'œuvre non familiale employée par l'exploitation agricole familiale est régie par une convention qui sera élaborée conjointement par l'Etat et les organisations professionnelles agricoles dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi.

L'exploitation agricole peut être gérée de façon individuelle ou communautaire, par des personnes ou des familles vivant dans le même lieu, dont les rapports ne sont pas régis par le code du travail.

Article 19 : L'exploitation agricole industrielle et commerciale est une unité de production agricole, de droit public ou privé, gérée à titre individuel ou par une société à capitaux, qui a recours à une main d'œuvre rémunérée régie par le code du travail et les conventions collectives en vigueur.

Article 20 : Les exploitations agricoles familiales, industrielles et commerciales doivent, à terme, moderniser leurs outils de production, mettre en œuvre des pratiques agricoles et d'élevage améliorées et utiliser des techniques de gestion modernes pour être compétitives.

Article 21 : L'Etat, en concertation avec les acteurs du développement agro-sylvo-pastoral, réalise une évaluation de l'ensemble des statuts juridiques des exploitations agricoles et procède à leur adaptation, compte tenu des besoins de modernisation de l'agriculture, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi.

TITRE III : STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT AGRO-SYLVO-PASTORAL

Chapitre 6 : Réforme foncière

Article 22 : La définition d'une politique foncière et la réforme de la loi sur le domaine national constituent des leviers indispensables pour le développement agro-sylvo-pastoral et pour la modernisation de l'agriculture.

La politique foncière repose sur les principes suivants : la protection des droits d'exploitation des acteurs ruraux et des droits fonciers des communautés rurales, la cessibilité encadrée de la terre pour permettre une mobilité foncière favorisant la création d'exploitations plus viables, la transmissibilité successorale des terres pour encourager l'investissement durable dans l'exploitation familiale, l'utilisation de la terre comme garantie pour l'obtention du crédit.

La réforme foncière a pour objectifs : la sécurité foncière des exploitations agricoles, des personnes et des communautés rurales, l'incitation à l'investissement privé dans l'agriculture, la dotation à l'Etat et aux collectivités locales de ressources financières suffisantes ainsi que la mise à leur disposition de personnels compétents, pour une gestion efficace, équitable et durable des ressources naturelles et l'allègement des contraintes foncières au développement agricole, rural, urbain et industriel.

Article 23 : Une nouvelle politique foncière sera définie et une loi de réforme foncière sera soumise à l'Assemblée nationale dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi.

Chapitre 7 : Diversification, filières et régulation des marchés

Article 24 : La diversification des productions agricoles constitue un puissant levier dans l'amélioration des revenus des ruraux et de la sécurité alimentaire du pays.

En outre, elle devra permettre le développement de filières d'exportations correspondant à la demande internationale, d'une part, et répondant aux besoins pressants de substitution aux importations de produits alimentaires, d'autre part.

L'Etat, en concertation avec les organisations professionnelles agricoles, définit et met en œuvre un Plan national de diversification des productions agricoles.

Ce Plan a pour objet de déterminer les productions adaptées aux conditions naturelles du Sénégal et susceptibles de bénéficier de débouchés tant à l'échelon national qu'international. Il détermine les conditions à réunir pour développer de nouvelles productions sur le territoire national.

Article 25 : Les groupements d'organisations professionnelles représentatives de la production agricole, de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles, peuvent faire l'objet d'une reconnaissance en qualité d'organisations interprofessionnelles agricoles par l'autorité administrative compétente, après avis du Conseil Supérieur d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale visé à l'article 75, soit au niveau national, soit au niveau d'une zone de production, par produit ou groupe de produits déterminés.

Une seule organisation interprofessionnelle agricole peut être reconnue par produit ou groupe de produits.

Lorsqu'une organisation interprofessionnelle agricole nationale est reconnue, les organisations interprofessionnelles agricoles régionales qui en relèvent constituent des comités de cette organisation et sont représentées en son sein.

Les conditions de reconnaissance et les modalités de fonctionnement des organisations interprofessionnelles agricoles, à l'échelon national et régional, sont fixées par voie réglementaire.

Article 26 : Les accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle agricole reconnue peuvent être étendus, pour une durée déterminée, en tout ou partie, par l'autorité administrative compétente, lorsqu'ils tendent,

par des actions conformes à la politique de développement agro-sylvo-pastoral et compatibles avec les règles de l'UEMOA et de la CEDEAO, à favoriser :

- La connaissance de l'offre et de la demande ;
- L'adaptation et la régularisation de l'offre ;
- La mise en œuvre, sous le contrôle de l'Etat, de règles de mise en marché, de prix et de conditions de paiement ;
- La qualité des produits ;
- Les relations interprofessionnelles dans le secteur intéressé, notamment par l'établissement de normes techniques et de programmes de recherche appliquée et de développement ;
- La promotion des produits agricoles sur les marchés intérieur et extérieur.

Article 27 : L'extension des accords visés à l'article 26 est subordonnée à l'acceptation desdits accords par les professions représentées dans l'organisation interprofessionnelle agricole, par décision de l'organe exécutif de celle-ci.

Lorsque l'extension est décidée, les mesures arrêtées sont obligatoires dans la zone de production intéressée pour tous les membres des professions représentées dans l'organisation professionnelle agricole concernée.

Article 28 : Les organisations interprofessionnelles agricoles reconnues, visées à l'article 25, sont habilitées à prélever, sur tous les membres des professions qu'elles regroupent, des cotisations résultant des accords étendus conformément à l'article précédent et qui, nonobstant leur caractère obligatoire, demeurent des créances de droit privé.

Article 29 : Les organisations interprofessionnelles agricoles existant à la date de promulgation de la présente loi peuvent, à leur demande, bénéficier des dispositions des articles 25 à 28.

Article 30 : Une concertation régulière entre l'Etat et l'Interprofession Agricole est favorisée et développée pour coordonner les actions des différentes filières dans la mise en œuvre de la politique de développement agro-sylvo-pastoral.

Article 31 : Les marchés hebdomadaires jouent un rôle fondamental dans la commercialisation des produits agricoles et alimentaires. L'Etat et les collectivités locales définissent et mettent en œuvre une politique de modernisation de ces marchés et développent un système d'information sur les marchés, dans un délai de dix ans à compter de la promulgation de la présente loi.

Article 32 : Un Louma National est créé dans la périphérie de Dakar, au plus tard dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi. Son implantation est convenue par l'Etat et les collectivités locales concernées.

Article 33 : Les marchés hebdomadaires d'importance régionale et le Louma National ont pour fonction d'assurer la transparence des marchés des produits agricoles et d'élevage, le contrôle de la qualité des produits commercialisés, ainsi que la collecte et la diffusion d'informations sur les volumes et les flux des transactions et sur les prix pratiqués.

Article 34 : Le contrôle de qualité des produits d'origine végétale et animale est renforcé afin d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments et de promouvoir l'exportation de ces produits.

Article 35 : L'Etat assure la cohérence et l'harmonisation des dispositions prises au niveau national et avec celles adoptées par l'UEMOA et la CEDEAO en ce qui concerne notamment les normes de production et de mise en consommation, les dispositifs de contrôle et le système d'information sur les marchés agricoles.

Article 36 : Chaque fois que nécessaire, l'Etat prend des mesures de protection ou accorde des subventions pour réduire ou supprimer les distorsions dans les échanges économiques extérieurs, au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO, dans le respect des accords de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Dans le cadre des négociations commerciales multilatérales et bilatérales, l'Etat œuvre à la suppression des pratiques déloyales dans les échanges commerciaux.

Chapitre 8 : Sylviculture et aménagements forestiers.

Article 37 : La sylviculture concerne l'ensemble des opérations de production forestière allant du reboisement à l'exploitation, en passant par diverses pratiques sylvicoles comme les élagages, la protection contre les feux, les coupes sanitaires et les éclaircies, etc.

La sylviculture permet une mise en valeur économique, écologique et sociale du domaine forestier et a des objectifs variés comme : la ligniculture ou production de bois, les aménagements paysagers, l'agroforesterie, la gestion de la faune et des parcours, la protection des sols et des bassins versants, etc.

Article 38 : La gestion des ressources sylvicoles obéit à la mise en œuvre d'un plan d'aménagement, consistant en une programmation des activités sylvicoles dans l'espace et dans le temps pour la réalisation du maximum de profit visés par l'objectif.

Lorsque la réalisation du plan d'aménagement aboutit à une exploitation forestière, elle doit se faire conformément aux dispositions du Code forestier.

Cette exploitation est interdite pour les fruits forestiers non susceptibles d'arriver à maturité qui ne peuvent être ni collectés, ni transportés, ni stockés ou vendus.

Article 39 : La mise en valeur agricole des terres est assujettie au respect des dispositions du Code forestier, et en particulier, en son titre III traitant de la protection des forêts.

Dans ce cadre, la culture en domaine forestier classé obéit à la conclusion d'un accord avec le Service forestier.

En dehors du domaine forestier classé, les défrichements, lorsqu'ils sont régulièrement autorisés par le Conseil régional, doivent maintenir en place un minimum de vingt (20) pieds d'arbres à l'hectare et éventuellement, des brise-vent.

Ce défrichement est interdit lorsqu'il :

- risque de compromettre la stabilité des terres sur les pentes et dans les bassins versants ;
- concerne les galeries forestières et les zones de mangrove ;
- risque d'entraîner des phénomènes d'érosion et d'ensablement des cours d'eau ;
- risque de menacer la salubrité publique ou la sécurité ;
- concerne des zones du domaine national mis en défens dans un but de protection ;
- intéresse une bande de cinquante (50) mètres de part et d'autre des axes routiers et une bande de trente (30) mètres de part et d'autre des cours d'eau.

Lorsqu'il concerne un département où le taux de classement est inférieur à 20%, l'autorisation ne peut être délivrée qu'après avis conforme de la Commission Nationale de Conservation des Sols.

Article 40 : Le pâturage et le passage du bétail sont interdits dans les parcs nationaux, dans les périmètres de reboisement ou de restauration, dans les parcelles de forêt en voie de régénération naturelles ou dans les zones repeuplées artificiellement, tant que la présence des animaux risque d'endommager les plantations ou les semis.

L'abattage d'essences, protégées ou non, en vue de la nourriture du bétail est interdit.

Article 41 : Les feux de brousse sont interdits, et les feux allumés lors d'incinération de pâturages ou de brûlis de terrains de culture ne sont autorisés que sous réserve du respect des mesures suivantes :

- Protection des surfaces à incendier au moyen de bandes débroussaillées et désherbées ;
- Mise à feu en fin de journée et par temps calme ;
- Surveillance par les éleveurs ou les agriculteurs qui doivent se tenir prêts à intervenir en cas de propagation de l'incendie au delà des limites prévues.

Chapitre 9 : Politique de développement de l'élevage

Article 42 : Les dispositions de la présente loi s'appliquent au secteur de l'élevage et aux activités pastorales.

Article 43 : L'Etat, en concertation avec les collectivités locales et les organisations de producteurs concernées, définit et met en œuvre un plan national de développement de l'élevage.

Article 44 : Le pastoralisme est reconnu comme constituant un mode de mise en valeur de l'espace rural et des ressources naturelles. Les activités pastorales doivent être exercées dans le respect de l'environnement et des autres activités agricoles, sylvicoles et rurales.

Article 45 : Le pastoralisme fera l'objet de dispositions spécifiques dans la loi de réforme foncière visée à l'article 23. Il sera également procédé à une actualisation du décret 80-268 du 10 mars 1980 sur les parcours du bétail.

Article 46 : L'Etat, en concertation avec les collectivités locales et les organisations de producteurs concernées, définit une politique de sécurisation des troupeaux et de lutte contre le vol de bétail.

L'Etat, en concertation avec les acteurs du développement de l'Elevage, soumet à l'Assemblée Nationale, un projet de modification du Code pénal et du Code Procédure pénale pour renforcer les mesures coercitives contre le vol de bétail, dans un délai de trois (03) mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Chapitre 10 : Maîtrise de l'eau

Article 47 : Le développement de l'hydraulique rurale assure une production agricole sécurisée et contribue à la prolongation de l'activité agricole tout au long de l'année, ainsi qu'au bien-être des populations en milieu rural.

Article 48 : L'Etat, en concertation avec les collectivités locales et les organisations professionnelles agricoles, conformément aux engagements pris au sein de l'Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) et de l'Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG), définit et met en œuvre une politique et des programmes opérationnels d'hydraulique agricole. L'Etat veille à la mise en valeur efficiente et durable de l'eau sur l'ensemble du territoire national.

Cette politique définit les modalités de financement de l'investissement et de maintenance des infrastructures hydro agricoles, de même qu'elle précise les conditions spécifiques de la gestion et de l'exploitation du domaine irrigué.

Cette politique et ces programmes sont fondés sur les principes de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et de rentabilité socio-économique des investissements hydro agricoles. Ils tiennent compte de la nécessité de réaliser des ouvrages, des infrastructures hydrauliques et des points d'eau permanents en milieu rural pour faire face aux besoins en eau des populations, de l'agriculture et de l'élevage.

Article 49 : Dans la politique de l'hydraulique agricole, l'irrigation est conçue et pratiquée en tenant compte de l'état et la disponibilité des ressources hydriques et de la nécessité de les gérer durablement, de sauvegarder les écosystèmes naturels et d'utiliser les ouvrages et les infrastructures hydrauliques de façon optimale.

Chapitre 11 : Développement des infrastructures et des services publics en milieu rural

Article 50 : Le désenclavement et la fourniture de services publics en milieu rural constituent de puissants leviers pour le développement agro-sylvo-pastoral. L'Etat et les collectivités locales créent les infrastructures nécessaires et développent les services en milieu rural.

Article 51 : Une politique nationale et des programmes régionaux de développement des infrastructures et des services publics en milieu rural sont définis et mis en œuvre par l'Etat et les collectivités locales.

Article 52 : Dans la politique et les programmes visés à l'article précédent, priorité est donnée aux actions permettant le désenclavement du monde rural par la réhabilitation ou la réalisation de pistes, de routes, de voies fluviales et ferroviaires, ainsi que d'aéroports secondaires.

Ces programmes contiennent également des plans d'électrification et de téléphonie en milieu rural.

Chapitre 12 : Promotion de l'équité sociale en milieu rural

Article 53 : Afin de corriger les déséquilibres entre la ville et la campagne, l'Etat s'emploie à améliorer le cadre et les conditions de vie en milieu rural et y renforcer l'accès aux services sociaux de base, à mieux y satisfaire les besoins en matière d'éducation, de formation et de santé.

L'Etat, conjointement avec les collectivités locales, définit et met en œuvre une politique de promotion de la qualité de la vie et de développement des initiatives économiques locales en milieu rural, notamment la création de micro entreprises rurales dans l'artisanat et les services.

Article 54 : L'Etat assure la parité des droits des femmes et des hommes en milieu rural, en particulier dans l'exploitation agricole. En outre, des facilités d'accès au foncier et au crédit sont accordées aux femmes.

Article 55 : L'insertion des jeunes dans toutes les activités liées aux métiers de l'agriculture constitue une priorité pour l'Etat et les collectivités locales. Des facilités leur sont accordées pour l'accès au foncier et au crédit.

L'Etat établit, dans un délai de trois ans à compter de la promulgation de la présente loi, un système d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs ayant reçu une formation professionnelle agricole.

Chapitre 13 : Protection contre les calamités naturelles et les risques liés aux activités agro-sylvo-pastorales

Article 56 : La protection contre les calamités naturelles et les risques liés aux activités agro-sylvo-pastorales est assurée par l'Etat.

Article 57 : L'Etat, en concertation avec les organisations professionnelles agricoles, définit et met en œuvre une politique de soutien aux assurances agricoles, afin de sécuriser les productions, les revenus et les équipements.

Article 58 : Une réserve de semences pré-base est constituée par l'Etat pour chacune des productions stratégiques ou gravement menacées par les aléas climatiques. La multiplication de ces semences est assurée par les acteurs des filières en conformité avec la législation semencière, qui devra être actualisée à cet effet.

Article 59 : L'Etat, en concertation avec les organisations professionnelles agricoles, réalise une évaluation de l'ensemble des dispositifs et des mécanismes juridiques, institutionnels et financiers concernant les calamités naturelles et les risques (fonds de calamités, de garantie et de bonification, etc.) et il définit les mesures visant à en améliorer l'efficacité dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi.

TITRE IV : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Chapitre 14 : Information agricole, éducation et formation aux métiers agricoles et ruraux

Article 60 : L'information agricole est d'une importance stratégique pour la prise de décision par les acteurs publics et privés et pour la mise en œuvre de la politique de développement agro-sylvo-pastoral. La fourniture d'une information régulière, suffisante et de qualité est d'intérêt public.

Article 61 : L'Etat, en concertation avec les acteurs économiques, évalue les systèmes d'information agricole existants et définit un programme pour leur amélioration dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi.

Article 62 : L'éducation, l'alphabétisation et la formation constitue des leviers stratégiques pour la modernisation de l'agriculture. L'Etat définit et met en œuvre, en partenariat avec l'ensemble des acteurs du développement agro-sylvo-pastoral, une Stratégie Nationale de Formation Agro-Sylvo-Pastorale (SNFASP).

Garant de l'éducation universelle et de l'alphabétisation, l'Etat se fixe un délai de vingt ans pour assurer l'éducation de base à tous les enfants vivant en milieu rural et un délai de dix ans pour l'alphabétisation de tous les ruraux.

Au titre de la politique de formation agro-sylvo-pastorale, l'Etat crée, dans un délai de dix ans à compter de la promulgation de la présente loi, des structures de formation aux métiers de l'agriculture dans chaque département.

Article 63 : Le droit à la formation initiale et continue est reconnu aux personnes exerçant les métiers de l'agriculture et à tous les acteurs ruraux. Ils bénéficient à ce titre d'une formation générale, technique et professionnelle dans les métiers de l'agriculture, de la sylviculture et de l'élevage, qui est dispensée par des institutions publiques ou privées agréées. Cette formation est soutenue par l'Etat.

Article 64 : L'Etat procède, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, à la création d'établissements et de structures de formation supérieure des sciences et techniques du développement agro-sylvo-pastoral.

Chapitre 15 : Renforcement des capacités des paysans et des organisations professionnelles, des organisations de la société civile, des collectivités locales et des services l'Etat

Article 65 : Les paysans, les organisations professionnelles agricoles et les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel dans le développement agro-sylvo-pastoral. L'Etat et les collectivités locales peuvent leur confier, par délégation, des missions de service public.

Article 66 : Les paysans, les organisations professionnelles agricoles et les organisations de la société civile participent à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et programmes publics dans le secteur agro-sylvo-pastoral. A cet effet, l'Etat et les collectivités locales leur apportent un soutien technique et financier.

Dans ce cadre, l'Etat, en concertation avec les paysans, les organisations professionnelles agricoles et les organisations de la société civile, définit et met en œuvre un programme de renforcement de leurs capacités, notamment dans les domaines de la maîtrise d'œuvre, de la gestion, des politiques agricoles (préparation, formulation et évaluation), des négociations commerciales internationales, des questions d'intégration sous-régionale, etc.

Article 67 : L'Etat définit et met en œuvre un programme de renforcement des capacités de ses agents et des représentants des collectivités locales, notamment dans les domaines de la formulation, la négociation, et la gestion des politiques agricoles.

Chapitre 16 : Recherche et conseil agro-sylvo-pastoral

Article 68 : Un Système National de Recherche Agro-Sylvo-Pastorale (SNRASP) est élaboré et mis en oeuvre. Ce système constitue un mécanisme de pilotage pour coordonner et organiser la recherche en vue d'une meilleure prise en charge des objectifs de la politique de développement agro-sylvo-pastoral visée à l'article 6 de la présente loi.

Ce système garantit une optimisation de l'utilisation des ressources financières, humaines et physiques, une meilleure écoute des marchés et une économie d'échelle. Il favorise également le développement, l'adaptation, l'adoption et le transfert de technologies agricoles appropriées et performantes.

Le SNRASP, placé sous la responsabilité conjointe de l'Etat et des organisations professionnelles agricoles, regroupe l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA), l'Institut de Technologies Alimentaires (ITA), ainsi que d'autres institutions scientifiques et universitaires compétentes, nationales et internationales.

Le SNRASP favorise la coopération avec les institutions ayant des compétences et des capacités de recherche dans les domaines agricoles et agroalimentaires, au niveau national, sous-régional et international, tels que le Conseil pour la Recherche Agricole en Afrique (CORAF) et le Forum Africain pour la Recherche Agricole (FARA).

Ce Système est financé, en particulier, par le Fonds National pour la Recherche Agricole et Agroalimentaire (FNRAA), créé par le décret n° 99-85 du 4 février 1999 qui sera modernisé.

Par ailleurs, l'Etat prend des dispositions pour financer, sur une base endogène, des programmes de recherches considérés comme stratégiques.

Article 69 : Le conseil agro-sylvo-pastoral est d'intérêt public. La promotion des techniques agricoles modernes est assurée par la mise en place d'un Système National de Conseil Agro-Sylvo-Pastoral (SNCASP).

Une politique nationale de conseil agro-sylvo-pastoral est définie et mise en œuvre par l'Etat, en partenariat avec les organisations professionnelles agricoles, en fonction des politiques des filières et des particularités régionales. Les modalités de mise en œuvre de cette politique sont précisées par voie réglementaire.

Le conseil agro-sylvo-pastoral comprend les fonctions d'appui, de conseil, de vulgarisation, d'animation, de sensibilisation, de formation, d'information et d'intermédiation. Il concerne les activités de production, de transformation, d'approvisionnement, de commercialisation, d'accès au crédit, d'artisanat et de gestion de l'environnement.

Article 70 : Les prestations en matière de conseil agro-sylvo-pastoral sont fournies sur une base contractuelle, par l'Agence Nationale de Conseil Agro-Sylvo-Pastoral (ANCASP) et par toute autre institution de droit public ou privé ayant des compétences reconnues dans ce domaine, ou créée à cet effet.

Il est institué dans chaque région un comité de concertation des acteurs du conseil agro-sylvo-pastoral. Ce comité réunit des représentants de l'Etat, des organisations professionnelles agricoles, d'ONG spécialisées et toute autre institution ayant des compétences reconnues en matière de conseil agro-sylvo-pastoral. Les modalités de son fonctionnement sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre 17 : Financement du développement agro-sylvo-pastoral.

Article 71 : Une stratégie nationale de financement et de soutien des activités agro-sylvo-pastorales est définie et mise en œuvre par l'Etat, en partenariat avec les organisations professionnelles agricoles.

Cette stratégie favorise l'accès des acteurs ruraux aux ressources financières nécessaires à leurs activités. Elle peut comprendre des actions particulières dans les régions en fonction de leurs spécificités.

Article 72 : Il est institué un Fonds National de Développement Agro-Sylvo-Pastoral (FNDASP), destiné au financement, notamment, du conseil agro-sylvo-pastoral et de l'appui aux organisations professionnelles agricoles. Les conditions et les modalités de dotation du FNDASP et d'allocation de ses ressources, ainsi que son mode de fonctionnement, sont définis par voie réglementaire, conformément à la loi de finances.

Article 73 : L'Etat procède, dans un délai de trois ans à compter de la promulgation de la présente loi, à la création d'un fonds d'aide à la modernisation des exploitations agricoles en conformité avec la loi de finances. Ce fonds contribue au financement, notamment, de l'équipement des exploitations agricoles, de l'installation des jeunes agriculteurs ayant reçu une formation professionnelle agricole et aux actions de gestion durable des ressources naturelles.

Article 74 : L'Etat, en concertation avec les organisations professionnelles agricoles, définit et met en œuvre une politique de soutien aux mutuelles d'épargne et de crédit en milieu rural.

TITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Chapitre 18 : Dispositions diverses

Article 75 : Un Conseil Supérieur d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale est institué. Il est présidé par le Président de la République, son secrétariat est assuré par le Ministre chargé de l'agriculture et il comprend des représentants des organisations professionnelles agricoles.

Le conseil assure le suivi de la mise en œuvre de la présente loi et donne des avis sur les questions de développement agro-sylvo-pastoral. Sa composition et son mode de fonctionnement sont fixés par voie réglementaire.

Article 76 : Un Comité Régional d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale est institué auprès du Gouverneur de région. Son secrétariat est assuré par le Directeur régional du développement rural et il comprend des représentants des organisations professionnelles agricoles.

Le comité est chargé du suivi de la mise en œuvre de la présente loi et il donne des avis sur les questions de développement agro-sylvo-pastoral au niveau régional. Sa composition et son mode de fonctionnement sont fixés par voie réglementaire.

Article 77 : Une Conférence agricole annuelle est organisée par l'Etat, sous l'égide du Conseil Supérieur d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale. Elle est présidée par le Président de la République et rassemble tous les acteurs du développement agro-sylvo-pastoral, dont notamment les représentants des organisations professionnelles agricoles, ainsi que les organisations de la société civile et les partenaires au développement.

La conférence fait le point sur la mise en œuvre de la présente loi et examine l'ensemble des questions concernant le monde rural.

Article 78 : Le Ministre chargé de l'agriculture établit un rapport annuel sur les mesures prises pour l'exécution de la présente loi et sur les modalités de sa mise en œuvre.

Ce rapport est remis au Président de la République, au Président de l'Assemblée nationale, au Président du Conseil de la République, au Premier Ministre et aux représentants des organisations professionnelles agricoles le 31 mars de chaque année.

Article 79 : La présente loi sera réexaminée, et au besoin amendée, par l'Assemblée nationale dans un délai de trois ans à compter de sa promulgation, puis tous les cinq ans après le premier réexamen.

A cet effet, le Ministre chargé de l'agriculture dresse au préalable, de concert avec les organisations professionnelles agricoles, un bilan de l'application de la présente loi, qui est soumis à l'Assemblée nationale.

Chapitre 19 : Dispositions finales

Article 80 : Toutes dispositions légales antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Jusqu'à leur modification ou leur abrogation, les règlements pris en application desdites dispositions légales demeurent en vigueur s'ils ne sont pas contraires à la présente loi.


Article 81 : Les modalités d'application de la présente loi sont fixées par voie réglementaire. En outre, des textes complémentaires de la présente loi sont pris chaque fois que de besoin.

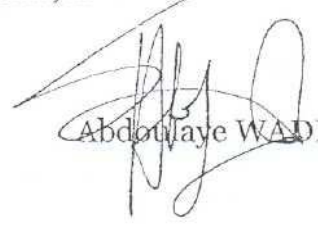
Article 82 : Après la promulgation de la présente loi et compte tenu de ses principes et orientations, les lois régissant l'agriculture et les matières connexes, notamment l'eau, l'élevage, l'environnement, les forêts, la pêche, la protection des végétaux, la santé animale, les semences, les sols, l'urbanisme, seront réexaminées et au besoin amendées.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 04 JUIN 2004

Par le Président de la République
Le Premier Ministre


Macky SALL


Abdoulaye WADE

Orientation bibliographique

- BRL, GERSAR, BETURE, 1993.— Renforcement de l'alimentation en eau de Dakar : phase intérimaire. Note de synthèse. Rapport définitif. Mission O modifiée. SONEES. 128 p.
- C.E.R.P. KEUR MOMAR SARR, 1993. — Plan de développement de la communauté rurale de Keur Momar Sarr. Ministère Intérieur /Fondation. K. Adenauer, 115 p. *Doc multigr.*
- Carl Bro International et al 2000 : Etude bathymétrique et limnologique du lac de Guiers : volet institutionnel et organisationnel et inventaire d'utilisation. Rapport de synthèse, version finale. Dakar Ministère de l'hydraulique/ MH/SGPRE, avril 2000, 125 p.
- Cogels F. X., Gac J. Y., Thiam A., 1994 : Premiers effets des barrages du fleuve sénégal sur l'hydrologie, la qualité des eaux et la végétation aquatique du lac de Guiers. Rev. Hydrobiologie tropicale. 26 : 150-167
- COLY (A.), 2002. — Diagnostic institutionnel et organisationnel et définition de lignes directives pour la GILIF) : Projet pilote du Delta en rive gauche du Fleuve Sénégal et de sa zone côtière. Pnue / DHI / SGPRE / Tropis
- COLY (A.), 2004. — Problématique et enjeux socio économiques de la gestion du lac de Guiers. Communication journée d'étude CERO. Sofitel téranga, le 18 septembre. 20 p., *doc. multigr*
- COLY (A.), et FALL (S.M.), 2000.— Gestion de l'eau dans les zones humides du delta du fleuve Sénégal. Rapport PTGI/ Pnod - DPN/UICN, *doc. multigr*
- COLY (A.), NIANG (A.), 2001. — Inventaires des problèmes Projet de Gestion Intégrée du Littoral et des Bassins Fluviaux (GILIF) : Projet pilote du Delta en rive gauche du Fleuve Sénégal et de sa zone côtière. Pnue / DHI / SGPRE / Tropis
- COLY (A.) et NIANG (A.), 1996. — « Aménagement et gestion des eaux du lac de Guiers : implication communautaire ». *Communication Symposium sur « la gestion communautaire des ressources naturelles renouvelables et développement durable »* U.I.C.N, IFRA, CIRAD. Hararé, 24-27 juin 1996,. ORSTOM/UCAD. 10 p., *Doc. multigr.*
- COLY (A.), 1996. — Le système fluvio-lacustre du Guiers : étude hydrologique et gestion quantitative intégrée. Thèse doct. 3e cycle. Dép. géograph. Ucad/ Orstom/C.R.D.I., 350 p. *Doc. multigr.*
- CROUSSE (B.), MATHIEU (P.), SECK (S.M.), 1991.— La vallée du fleuve Sénégal : évaluation et perspectives d'une décennie d'aménagements. éd. Karthala, Paris, 380 p.
- DHI/Tropis 2005 : Etude du Plan de gestion du lac de Guiers. Rapport diagnostic. Dakar Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique/DGPRES, avril 2005, 52 p.
- Diop S. M., 2004 : La pêche au lac de Guiers : contraintes et perspectives dans le contexte de la décentralisation. Mémoire de maîtrise, Université Gaston Berger de Saint Louis, année universitaire 2003-2004, 148 p. + annexes.
- EQUESEN (1993) - Environnement et qualité des eaux du fleuve Sénégal, Rapport final, 6 Tomes 12 chap., Projet CEE/ORSTOM/UCAD/ISRA, Dakar, 35 p. *Doc. multigr.*
- GAC (J.Y.), COLY (A.), NIANG (A.), CARN (M.) et COGELS (F.X.), 1993. — Bilan hydrologique du lac de Guiers : vers une gestion concertée des crues du Sénégal ? Projet CEE/EQUESEN-ORSTOM/UCAD. 24 p., *Doc. multigr.*

- HANDSCHUMACHER (P.), TALLA (I.), HERVÉ (J.P.), DUPLANTIER (J.M.), SÈNE (M.), DIAW (O.T.) et HÉBRARD (G.), 1994. – Petit atlas informatisé de Richard-Toll : Environnement urbain et bilharziose intestinale. Notice. ORSTOM/Projet Espoir. Dakar, 9 p.
- I.S.E., 1983. – Le lac de Guiers : problématique d'environnement et de développement. Actes du colloque I.S.E, 9-11 mai 1983, A.G.C.D., 506 p.
- KANE (O.) 1993. – Contribution à l'étude des systèmes irrigués dans la zone du lac de Guiers. L'irrigation privée : suivi agronomique et analyse socio-économique. Mém. D.E.A., I.S.E. Fac. Sc. et Tech., UCAD, Dakar, 77 p., *Doc. multigr.*
- M.H./M.E.A.V.F., 1994. – Atelier d'information sur le programme de revitalisation des vallées fossiles : Rapport introductif, Dakar, 19 p., *Doc. multigr.*
- MAEVF/MH, 1997. — Plan d'aménagement intégrée de la basse vallée du Ferlo, note de synthèse
- MATTY (F.), NDOUR (NG.), NIASS (S.), 1998. — Dynamique du système de production agricole et évolution des sols autour du lac de Guiers. UCAD/ISE, projet FULI/ISE, 69 p.
- MBENGUE (A.), 1981. – Population et utilisation actuelle de l'espace dans la région du lac de Guiers. Mém D.E.A., I.S.E., Faculté des Sciences, Univ. Dakar, 139 p., *Doc. multigr.*
- MIETTON (M.) et HUMBERT (J.), 1991. – Le projet de remise en eau du NDiaël (Sénégal) : pré-faisabilité hydraulique, bilan hydrologique et impacts. *Rapport CEREG*, ULP, CEREG, U.R.A - 95, CNRS. 75p.
- NDAO (A.) et COLY (A.), 1996. – Les grands projets d'aménagement du Sénégal : demande en eau et possibilités offertes par le programme O.M.V.S. étude, mai 1996. 40 p. *Doc. multigr.*
- NIANG (C.I.), 1983. – « Problématique d'environnement et de développement dans l'univers socio-culturel du lac de Guiers ». in I.S.E. (1983) : pp. 453-462, *Doc. multigr.*
- NIASSE (M.) et VINCKE (P.P.), 1983. – Conflits d'utilisation de l'espace autour du lac de Guiers. in I.S.E. (1983) : Pp. 329-360, *Doc. multigr.*
- PIGEON (J.L.), 1999. — Etude d'impact du projet d'approvisionnement en eau potable à long terme. Rapport définitif. 200 p.
- ROCHE INTERNATIONAL / SONED, 1999. — Synthèse des connaissances sur les ressources piscicoles et les activités de pêche du fleuve Sénégal. OMVS/ACDI— études des ressources ichtyologiques du fleuve Sénégal (900/14845), Sel – 97-0322, janvier 1999. 146 p.
- SECK (S.M.), 1991. – Sur la dynamique de l'irrigation dans la vallée in CROUSSE, MATHIEU, SECK, (1991) : pp. 277-296
- Thiam A 1983 *Typha australis* Schum. Et Thonn : une entrave socio-économique des rives du lac de Guiers. In Actes du Colloque le lac de Guiers :problématique d'environnement et de développement pp 133-138. dakar, ISE/UCAD

Annexe 1.
Mission d'appui projet DOMINO
Liste des personnes rencontrées

1	Adrien Coly	Consultant TROPIS ; Enseignant-Chercheur UGB ST Louis
2	Adama Touré	Banque Mondiale
3	Jacques Faye	Consultant en développement rural
4	Makhtar Sylla	Chef Service Programmation et Suivi-évaluation, OMVS
5	Tamsir Ndiaye	Coordonnateur Observatoire de l'environnement de l'OMVS
6	Alioune Bâ	Géographe, Enseignant-chercheur, UCAD Dakar
7	Philippe DIOUF	Géographe-aménagiste, Chef de division, DAT/MUAT
8	Oumou K. Khoulé	Planificateur, Spécial. Décentralisation, DAT/MUAT
9	Birahim Ndiaye	Animateur / Juriste, Conseiller juridique, Ministère développement Social
10	Thierno Ndour	Responsable Cellule Outils/Infrastructures, AQUADEV Louga.
11	Soré Dia	Sous Préfet Keur Momar Sarr
12	Mohamed H. Gueye	Chef CERP Keur Momar Sarr
13	Sidy Ka	Président Conseil Rural de Syeur
14	Babacar Ndiaye	Conseiller rural à Syeur
15	Djournbory -----	Président Conseil Rural de Keur Momar Sarr
16	Mamadou Dia	Conseiller rural à Keur M Sarr, Président commission Education
17	Mabouso Diagne	Conseiller rural à Keur M Sarr, Président commission Jeunesse
18	----- Thioub	Conseiller rural à Keur M Sarr
19	Adiouma Boh	Président du Comité National de la filière patate douce-tubercules
20	Babacar Diop	Vice Président ASESCAW, Vice Président Conseil Rural de Ross Béthio
21	Doudou N. Tall	Directeur de la production à la CSS
22	Mor Diop	Ingénieur Délégué SAED Dagana
23	Seydou Camara	Chef de Division, SAED
24	Saliou Sarr	Président FPA, Vice Président ASPRODEB

Annexe 2
Notes Mini atelier DOMINO ESP 28/10/06

Trois échelles à considérer s'agissant de la zone du Lac de Guiers :

1. Internationale : le lac élément du système fluvio-lacustre du fleuve Sénégal, un fleuve transfrontalier à statut international
 - En vertu de la convention OMVS sur le statut du fleuve, le Lac a un statut international [certains pensent que non, d'autres pensent que oui et sont formel même s'ils considèrent que la dorsale ou axe majeur du fleuve préoccupe davantage les Etats)
2. Lac dans la stratégie nationale de l'eau (en particulier AEP urbain)
 - Lac joue un rôle essentiel dans ce sens. Une des options politiques est d'accroître le rôle du lac dans l'AEP et de réduire la pression sur les aquifères
 - Protection de ses ressources : une priorité
 - Le lac a un statut juridique défini en 1973 (quelles implications pour et par rapport aux pratiques
3. Echelle locale : le lac et ses marges dans la le nord ouest du pays
 - Disparité dans les niveaux d'aménagement et d'occupation : différences entre rives et entre nord et sud : rive ouest plus aménagée que rive est, parie nord plus que partie sud
 - La CR cadre de décision et de gestion des ressources
 - La CR cadre de planification du développement local
 - Des disparités et des différences de pratiques d'une CR à l'autre

An trois niveau on trouve des politiques publiques ; quel public pour chaque politique ?

Quelques indications sur les usages et les acteurs dans la zone du lac

Usages	Usagers	Cadre normatif	Conflits/problèmes
Prélèvement / Rejet	CSS, SONES	Contrat de concession, Lois et codes (DPN, code H2o, Environmt, législation pesticides	Pollution
Irrigation	CSS Organisation producteurs (PIV encadrés SAED) Privés (PIP petits et grands)	Convention internationale Contrat concession, LDN, Lois et codes (DPN, code H2o, Environmt, législation pesticides...), POAS	Pollution, dégradation des sols Absence de drainage des AHA, inadéquation systèmes irrigation/types de sols, Valeur et statut du foncier
Pastoral – abreuvement, pâturage	Pop. Sédentaires, pasteurs transhumants	Décret 80 sur les parcours, Loi décentralisation, Coutume	Conflit agriculture/élevage, difficulté accès à l'eau (couloir obstrués par des AHA, question sanitaires, avancée front agricole
Patrimonial	Scs Eaux&F ; C.Rural, Conseil rural, ONG, Université, Administration territoriale, promoteur touristique, braconnier, femmes (bois, cueillette), charbonniers	Conventions internationale ; Code Environmt, Chasse, Forêt, LDN, Lois Décentralisation	Braconnage, avancée front agricole, conflit foncier, problèmes avec Service des Eaux & Forêts

Liste des présents

Prénom Nom	Spécialité / Fonction	Institution
Alioune BA	Géographe, Enseignant-chercheur	UCAD, Dakar
Adrien COLY	Géographe, Enseignant-chercheur	UGB, Saint Louis
Philippe DIOUF	Géographe-aménagiste, Chef de division	DAT/MUAT
Oumou Kalsom KHOULE	Planificateur, Spécial. décentralisation	DAT/MUAT
Birahim NDIAYE	Animateur / Juriste, Conseiller juridique	Minist. Dévlpt Social
Thierno NDOUR	Responsable Cellule Outils/Infrastruct.	AQUADEV , Louga
Grégoire LECLERC	Physicien /géomaticien, Chercheur	CIRAD
Pierre VALARIE	Politologue, Directeur recherches	CNRS
Sidy M SECK	Géographe, Enseignant-chercheur	UGB, Saint Louis

Annexe 3.
Aide Memoire DOMINO
Pierre Valarié
2 Novembre 2006

Les différentes définitions du problème foncier sont travaillées par un ensemble de couples de tensions entre pôles de référence. Un premier repérage des perspectives à partir desquels ces définitions sont produites peut être ainsi schématisé :

Entre gestion technologique (systèmes techniques : les planificateurs : Ministère agriculture et de l'hydrauliques, DGPRE, SAED, CSS, SERP, Centre de Gestion) et dynamiques sociales (communautés rurales, Organisations professionnelles, CSS, CIFA)

Entre gestion foncière (CR, CSS, et dans une autre position : SAED et Sous Préfet : CDI, POAS contrôle de légalité) et gestion de la ressource hydrique (OMVS, DGRPE)

Entre logique planificatrice (technocratique) et logiques de négociation-participation : OP niveau fédératif, SAED, CR, sous préfet, CNCR, CRCR,...)

Entre droits d'usage (CR, CNCR, CRCR, OP, Chefs de village, les marabouts, notables villageois et religieux) et logiques de régulation par le marché (les bailleurs de fonds, AFD, le système bancaire, SAED,)

Entre transmission lignagères (CR par la régularisation,) et logiques d'échange marchand (Partisans de la sécurisation foncière)

Entre logiques juridiques (CNCR, Planificateurs, SAED, CSS, Agents économique, OP...) et logiques coutumières (CR, notables villageois et religieux,)

Entre logiques patrimoniales (environnement versus conservation – protection : Eaux et forêts, ONG, les bailleurs de fond, DGPRE,) et logiques d'exploitation des ressources (CSS, GDS, les OP, les producteurs agricoles, l'agrobiz, gouvernement, autorités administratives,

A chacune de ces tensions répond un design institutionnel

Les hybrides

Nous entendons par hybride ceux qui cultivent la multi appartenance institutionnelle ou qui servent de passerelle entre différentes perspectives de définition du foncier.

Le CIFA

La CSS

Les consultants

Les espaces formels de décision

Nous appelons espaces formels de la décision les espaces désignées comme tels par les textes législatifs, administratifs et dispositions réglementaires diverses. En ce sens ils ne disent des espaces processuels de la décision qui prennent eux en compte le séquençage de la décision (Définition de l'objet, mise sur agenda, décision, mise en œuvre) et les stratégies d'acteurs qui tentent de l'influencer.

Sur le foncier :

Communautés rurales

Conseil Régional sur la mise en cohérence et les zones amodiées.

Sous Préfet : sites classées

Sur l'eau :

OMVS

DGPRE

CSS

SONES (Société de patrimoine) : eau DAKAR

Cette partie formelle renvoie à la lecture des CR d'entretiens.

Le système de décentralisation se présente comme le fruit d'un compromis entre référentiel de maintien de la tradition et référentiel de modernisation. Ce dernier se caractérise par la production de normes (Administratives, planificatrices, ...) et par le contrôle de légalité. Ce dernier point ouvre une quantité d'espaces de négociation entre représentants de l'Etat local et élus locaux vu le vide juridique, notamment dans les critères de mise en application (Décrets, arrêtés,...) des différentes productions législatives (Loi sur le DN, LOASP, Code de l'eau...). C'est à travers l'étude des pratiques de régulation croisée entre notables villageois et communautaires, d'une part, et autorités administratives, d'autre part, que peuvent s'appréhender les mode de constitution d'une nouvelle notabilité politique et professionnelle locale, ses modes de structuration et d'organisation, ses capacités à capter l'ensemble des ressources politiques, techniques, financières et leurs stratégies de reproduction. L'asymétrie technique entre représentants de l'Etat et élus se traduit par le maintien d'une domination politique de l'administration étatique sur les notables locaux. Cependant cette domination reste relative vu :

- le faible degré d'intégration des préfets et sous préfets dans les dynamiques des sociétés locales auxquelles ils n'ont accès que par les notables
- Une organisation de plus en plus structurée et diversifiée des intérêts notabiliaires (politiques et professionnels) au sein d'OP (Comités tomates, riz, patates,...) et de cadre de concertation (ARCR et du CNCR) qui leur ménage un accès direct à l'échelon central sans la médiation des représentants administratifs locaux.
- La stratégie des bailleurs de fond qui privilégient les OP et les collectivités locales comme interlocuteurs valables au détriment de l'Etat local dans un double objectif : contourner des administrations centrales inefficaces et budgétivores et se créer des modes d'accès adaptés aux réalités locales dans la conception, la négociation et la mise en œuvre de leurs programmes. Dans ce schéma l'échelon central apparaît comme un simple intermédiaire .
- La faiblesse des moyens financiers et techniques octroyés aux élus par l'Etat dans le cadre de la décentralisation mise en rapport avec le spectre des missions transférées. La logique d'agence de moyens à laquelle répond la mise en place de l'ARD apparaît, expérience faite inadaptée pour faire face aux besoins techniques des collectivités locales. La faible intégration de ces dispositifs dans les programmes de développement des autres organismes (SAED, bailleurs de fonds, OP,...) effectifs sur la zone du Lac de Guiers illustre parfaitement ces faiblesses tant techniques que financières et permet de mesurer leur manque de poids institutionnel et politique.

Le problème des frontières :

La question des frontières, tant géographiques, géopolitiques qu'institutionnelles est récurrente en matière de foncier. La question de la coïncidence entre autorité (sous toutes ses formes) et espace est au centre de la plupart des conflits, sans que souvent ne s'ouvrent des espaces de régulation négociée, et ce du haut en bas de l'échelle sociopolitique. Pour mémoire :

- la question du bornage des parcelles et des périmètres villageois
- la question des limites des communautés rurales
- qui impliquent celle de la limite des Régions

- qui impliquent la question des frontières de compétences entre organisations et institutions
- qui resurgit sur celles entre terre et eau (par ex : cultures de décrues, ou encore politiques sectorielles : foncier, eau, etc) et des passages de servitudes et domaine maritime
- entre zone irrigables et zones non irrigables
- entre zones cultivées et zones d'élevage
- entre zones classées et zones communes
- entre zones à usage collectif et zones privées

Plus globalement la géographie politico-administrative traditionnelle ou classique héritée de l'Etat Nation se révèle de moins en moins pertinente pour changer de mode de management : par projet ou/et par problème. La gouvernance multi niveau passe essentiellement par des médiateurs au premier rang desquels se trouvent les OP et les consultants, et ce en forte autonomie avec les acteurs politico administratifs.

En ce sens cette question des frontières est simultanément corrélée avec celle des acteurs « hybrides » caractérisés par la multi appartenance tant institutionnelle que spatiale. Nombre d'acteurs se sont structurés autour des territoires de production ou les territoires de marché de proximité, en forte autonomie du seul critère de résidence. Cela concerne des organisations ou des entreprises : CIFA, CSS, GDS, SAED, bailleurs de fond, etc mais également des acteurs comme les notables professionnels ou les consultants.

Dans ce cadre général, les espaces de négociation ou de décision négociée ont tendance à s'élargir et se diversifier. Dans le domaine du foncier on peut repérer divers échelons :

- à l'échelon de la communauté rurale : les négociations entre demandeurs (familles, individus, groupes externes) et CR fréquemment médiatisées par le chef de village notamment dans les procédures de régularisation renvoyant aux droits coutumiers.
- En interne au territoire communautaire entre CR et chefs de village dans l'octroi des périmètres villageois.
- Au niveau intermédiaire entre CR et arrondissement la commission domaniale à laquelle participe le CRP régule et vérifie (au moins officiellement) la faisabilité des décisions envisagées. Elle sert de sas dans les négociations entre sous préfet et élus communautaires dans un objectif de légitimation réciproque.
- Une boîte noire que nous n'avons pas réellement exploré, la régulation croisée entre notables et Préfet.
- Au niveau régional, il existe un double circuit de négociation :
 - entre Gouverneur et Conseil Régional (intensité faible et sur un mode personnalisé, donc aléatoire) notamment dans le domaine de fourniture de moyens de l'Etat au CR. Il faudrait mesurer ici les enjeux plus occultes pour ces deux entités qui poussent à la négociation sur le mode de la légitimation croisée (ou de la délégitimation, ce qui revient au même)
 - entre ARCR et Conseil Régional, d'une part, autour de la définition des problèmes des OP et des Communautés villageoises sur les modalités de coordination des actions propres de l'échelon régional. La faiblesse des moyens financiers de la Région reste un des problèmes récurrents dans cette arène de négociation. Entre ARCR et Gouverneur autour de la mise en œuvre des politiques étatiques sur le terrain. Il faudrait en mesurer la nature, l'efficacité et surtout les enjeux. Cela pourrait constituer un des focus d'une mission de terrain ultérieure.

- Au niveau national, la logique globale est au cloisonnement et au repli sur les zones de compétences et d'intervention. Nous sommes ici typiquement dans un système de coopération / rivalité. Dans le domaine de l'accès aux ressources financières et humaines entre Ministères, Directions, Services la rivalité et la concurrence sont très largement dominantes au point d'en faire un domaine d'activité important de chacune de ces entités. La superposition des attributions entre Ministères, leur faible capacité à appréhender à travers leurs normes de compréhension et d'action les problèmes complexes auxquels ils sont censés répondre favorisent les stratégies d'opacité et de cloisonnement. Ils en résultent une fragmentation très importante des programmes et des dispositifs d'action. Cela se concrétise également par le maintien crispé d'un management sectoriel de l'action publique et la multiplication des conflits sur les frontières interinstitutionnelles. C'est dans ce cadre que s'inscrivent, d'une manière générale, les coopérations entre acteurs et organisations sur le mode d'alliances contextuelles et circonstanciées. Elles sont le plus souvent temporaires, à faible visibilité et d'une efficacité organisationnelle faible. Elles reposent sur des logiques fortement personnalisées. On peut repérer quelques arènes ou forums de négociations contemporains :
 - Bailleurs de fonds / ANCR sur la conception de programme de développement à initiative BM : PDMAS,
 - ANCR / gouvernement notamment dans la mise en place de la Commission foncier qui aujourd'hui se solde par l'exclusion de l'ANCR et de l'ADCR au risque d'un « clash » politique.
 - ANCR / ADCR sur la stratégie à adopter entre logique « professionnelles » et logiques « notabiliaires »
 - Il serait intéressant d'observer les arènes de négociation interministérielle même si l'on peut douter de leur longévité.
 - Il faudrait mesurer plus précisément la constitution et l'efficacité des arènes de négociations entre le gouvernement et les bailleurs de fonds, et notamment dans le registre politique agricole les impacts sur les politiques foncières.

Annexe 4 : Calendrier et déroulement de la mission

DATE	ACTIVITES / PERSONNES RENCONTREES	LIEU
Lundi 24/10/05	- Arrivée S. M. Seck	ENEA, Dakar
	- Réunion de prise de contact et discussions préliminaires : S M Seck, G. Leclerc, I. Diop Gaye	
	- Séance de travail et documentation avec Adrien Coly	TROPIS, Dakar
Mardi 25/10/05	- Rencontre avec Adama Touré, Banque Mondiale	BM, Dakar
	- Documentation, planification de la mission, prise de RV	LERG, Dakar
	- Arrivée P. Valarié	
Mercredi 26/10/05	- ENEA, séance de travail : P Valarié, S M Seck, G. Leclerc, I. Diop Gaye	ENEA, Dakar
	- Rencontre avec Jacques Faye	Coop. Suisse, Dakar
	- Rencontre avec Makhtar Sylla, Service planification et suivi-évaluation OMVS	OMVS/DT, Dakar
	- Rencontre avec Tamsir Ndiaye, Coordonnateur Observatoire de l'environnement de l'OMVS	OMVS/DT, Dakar
Jeudi 27/10/05	- Ababacar Ndao, Responsable Cellule national OMVS du Sénégal	CN-OMVS, Dakar
	- Samba Bâ, responsable étude DGPRE, Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique	DGPRES, Dakar
Vendredi 28/10/05	- Atelier avec personnes ressources	EPST, Dakar
Samedi 29/10/05	- Voyage Dakar – Keur Momar Sarr (P. valarié, S. M. Seck, G. Leclerc, I. Diop Gaye)	-
	- Visite au Sous Préfet de Keur Momar Sarr	Keur Momar Sarr
	- Entretien avec Chef Centre d'Appui au développement Local - CADL – (ex CERP) de Keur Momar Sarr	Keur Momar Sarr
	- Entretien avec Sidy Ka, Président Conseil rural de Syeur et Babacar Ndiaye Conseiller rural	Keur Momar Sarr
	- Entretien avec Djoumbory Président Conseil Rural de K. M. Sarr et Moussa Dia / Mabouso Diagne /Mr Thioub Conseillers ruraux	Keur Momar Sarr
	- Visite 2émz station des eaux de la SDE à Keur Momar Sarr	”
	- Voyage Keur Momar Sarr – Richard Toll	-
Dimanche 30/10/05	- Entretien avec Adiouma Boh, Président du Comité National de la filière patate douce-tubercules	Richard Toll
	- Entretien avec Babacar Diop, Vice Président ASESACW, Vice Président Conseil Rural de Ross Béthio	Richard Toll
	- Interaction équipe	
Lundi 31/10/05	- Entretien avec le Directeur de la production, Compagnie Sucrière Sénégalaise	CSS, Richard Toll
	- Voyage Richard Toll – Saint Louis, Visite en cours de route du Périmètre de Pont Gendarme	-
	- Entretien avec Mor Diop l'Ingénieur Délégué SAED de Dagana	SAED, Saint-Louis
	- Entretien à l'ARD	
	- Voyage Saint Louis-Dakar	
Mardi 01/11/05	- Discussion équipe	
	- Entretien avec Saliou Sarr, Président FPA, Vice Président ASPRODEB	CNCR, Dakar
Mercredi 02/11/05	- Interaction équipe	
	- Rédaction Aide mémoire de la mission	
	- Voyage retour P. Valarié	Dakar

Annexe 5 : CR Mini atelier Politiques. ESP, 18 octobre 2005.

Trois échelles à considérer s'agissant de la zone du Lac de Guiers :

4. Internationale : le lac élément du système fluvio-lacustre du fleuve Sénégal, un fleuve transfrontalier à statut international
 - En vertu de la convention OMVS sur le statut du fleuve, le Lac a un statut international [certains pensent que non, d'autres pensent que oui et sont formel même s'ils considèrent que la dorsale ou axe majeur du fleuve préoccupe davantage les Etats)
5. Lac dans la stratégie nationale de l'eau (en particulier AEP urbain)
 - Lac joue un rôle essentiel dans ce sens. Une des options politiques est d'accroître le rôle du lac dans l'AEP et de réduire la pression sur les aquifères
 - Protection de ses ressources : une priorité
 - Le lac a un statut juridique défini en 1973 (quelles implications pour et par rapport aux pratiques
6. Echelle locale : le lac et ses marges dans la le nord ouest du pays
 - Disparité dans les niveaux d'aménagement et d'occupation : différences entre rives et entre nord et sud : rive ouest plus aménagée que rive est, parie nord plus que partie sud
 - La CR cadre de décision et de gestion des ressources
 - La CR cadre de planification du développement local
 - Des disparités et des différences de pratiques d'une CR à l'autre

An trois niveau on trouve des politiques publiques ; quel public pour chaque politique ?

Quelques indications sur les usages et les acteurs dans la zone du lac

Usages	Usagers	Cadre normatif	Conflits/problèmes
Prélèvement / Rejet	CSS, SONES	Contrat de concession, Lois et codes (DPN, code H2o, Environmt, législation pesticides	Pollution
Irrigation	CSS Organisation producteurs (PIV encadrés SAED) Privés (PIP petits et grands)	Convention internationale Contrat concession, LDN, Lois et codes (DPN, code H2o, Environmt, législation pesticides...), POAS	Pollution, dégradation des sols Absence de drainage des AHA, inadéquation systèmes irrigation/types de sols, Valeur et statut du foncier
Pastoral – abreuvement, pâturage	Pop. Sédentaires, pasteurs transhumants	Décret 80 sur les parcours, Loi décentralisation, Coutume	Conflit agriculture/élevage, difficulté accès à l'eau (couloir obstrués par des AHA, question sanitaires, avancée front agricole
Patrimonial	Scs Eaux&F ; C.Rural, Conseil rural, ONG, Université, Administration territoriale, promoteur touristique, braconnier, femmes (bois, cueillette), charbonniers	Conventions internationale ; Code Environmt, Chasse, Forêt, LDN, Lois Décentralisation	Braconnage, avancée front agricole, conflit foncier, problèmes avec Service des Eaux & Forêts

Liste des présents

Prénom Nom	Spécialité / Fonction	Institution
Alioune BA	Géographe, Enseignant-chercheur	UCAD, Dakar
Adrien COLY	Géographe, Enseignant-chercheur	UGB, Saint Louis
Philippe DIOUF	Géographe-aménagiste, Chef de division	DAT/MUAT
Oumou Kalsom KHOULE	Planificateur, Spécial. décentralisation	DAT/MUAT
Birahim NDIAYE	Animateur / Juriste, Conseiller juridique	Minist. Dévlp Social
Thierno NDOUR	Responsable Cellule Outils/Infrastruct.	AQUADEV , Louga
Grégoire LECLERC	Physicien /géomaticien, Chercheur	CIRAD
Pierre VALARIE	Politologue, Directeur recherches	CNRS
Sidy M SECK	Géographe, Enseignant-chercheur	UGB, Saint Louis

Annexe 6 : CONVENTION POUR PRESTATION DE SERVICES DE CONSULTANCE

Accord entre le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), et M. Sidy Mohamed Seck (Université Gaston Berger, Saint Louis), concernant une consultance de courte durée.



Centre
de coopération
internationale
en recherche
agronomique
pour le
développement

Département
Territoires,
environnement
et acteurs
Cirad-tera

UR Gestion des
Ressources
Renouvelables et
Environnement

TA 60 / 15
73, rue J.-F. Breton
34398 MONTPELLIER
CEDEX 5, France

téléphone :
33 (0)4 67 61 59 66
télécopie :
33 (0)4 67 61 44 15
www.cirad.fr

EPIC-SIRET
331 596 270 00172
RCS Paris B
331 596 270

OBJET : Diagnostic de la question politique pour la région du lac de Guiers

Consultant : Dr Sidy Mohamed Seck, UGB.

Lieu : Ecole Supérieure Polytechnique, Sénégal

Responsable : Grégoire Leclerc (CIRAD)

Ce travail vient en appui au projet de recherche DOMINO : « Médiation entre acteurs pour l'affectation des terres dans un contexte de gestion décentralisée grâce à la construction de modèles représentant les interactions entre niveaux d'organisation : application à la Réunion et au Sénégal ».

Résumé de DOMINO : Dans un contexte de gestion décentralisée des ressources, la multiplicité des usages de l'espace amène les gestionnaires du territoire à devoir penser les complémentarités et compétitions entre secteurs d'activité et niveaux d'organisation. Actuellement peu d'outils existent pour réfléchir ces liens et parmi ceux-ci encore moins sont intelligibles par les gestionnaires. Cette ATP s'appuie sur une démarche de modélisation à but pédagogique suivant une approche patrimoniale. La construction d'une représentation partagée des processus et des acteurs impliqués permet, d'une part, de comprendre les impacts mutuels des décisions prises aux différents niveaux d'organisation, d'autre part, de faciliter la coordination entre décideurs et gestionnaires nationaux, régionaux et locaux.

Objectifs de la consultance :

Il s'agit de faire un diagnostic rapide de la question politique pour la région du lac de Guiers, pour avoir une image complète et synthétique des enjeux politiques qui affectent cette région. Ceci concerne tous les niveaux d'organisation qui ont une influence sur le développement de la région (~25km du lac).

Les termes de référence de l'étude intégreront principalement les questions suivantes :

- Quels sont les points de tension entre acteurs de différents niveaux d'organisation pour la gestion de l'eau et du foncier ? (tensions verticales : de niveau supérieur à niveau inférieur ; tensions horizontales : entre entités de même niveau)
- Où sont les espaces de négociation au niveau local / supérieur (national) ?
- Où sont les espaces de décision ?

Les mots clés, fonctionnant comme autant d'entrées à croiser, seront les suivants : tensions, eau, foncier, acteurs, négociation, décision, échelles (au sens de niveaux d'organisation et de décision).

Le diagnostic devra comprendre notamment les éléments suivants:



Centre
de coopération
internationale
en recherche
agronomique
pour le
développement

Département
Territoires,
environnement
et acteurs
Cirad-tera

UR Gestion des
Ressources
Renouvelables et
Environnement

TA 60 / 15
73, rue J.-F. Breton
34398 MONTPELLIER
CEDEX 5, France

téléphone :
33 (0)4 67 61 59 66
télécopie :
33 (0)4 67 61 44 15
www.cirad.fr

EPIC-SIRET
331 596 270 00172
RCS Paris B
331 596 270

- éclairage géopolitique ("vocation" du territoire, mise en valeur des terres, droit à la terre, etc...)
- le point sur la décentralisation et la déconcentration: effectivité et cohérence des instruments (conventions locales, PRDI, PLD, POAS, etc..), relation chef village/PCR/services techniques/projets, corruption;
- Les grandes conventions environnementales
- Les interrelations et les conflits (foncier, environnement, agriculture, élevage, eau) :
- Les acteurs extérieurs (diaspora, grandes villes, etc..)

La démarche méthodologique :

Le travail se fera en appui à M Pierre Valarié, chercheur en sciences politiques du CNRS. La démarche méthodologique sera défini par cette équipe. M Valarié arrivera à Dakar le 25 novembre en soirée, les travaux commenceront le 26 novembre. L'équipe est libre d'organiser son temps comme il lui plaira, sachant :

- Qu'il y a une possibilité d'organiser un mini-atelier d'une journée pour permettre à des personnes ressources d'interagir ;
- Qu'il faudra rencontrer des personnes clé lors d'entretiens individuels ;
- Qu'une mission sur le terrain est prévue pour les 29, 30, et 31 octobre.
- Que M Valarié repart le 2 novembre en soirée.

Nature des travaux à réaliser :

- Définition de la méthodologie
- Planification détaillée de la mission
- Entretiens individuels (prendre rendez-vous, etc..)
- Mission sur le terrain : visite du site, entretiens avec acteurs locaux, visites institutionnelles. Il appartient au consultant de fixer les rendez vous.
- Rédaction du rapport
- Optionnel : Organisation d'un mini-atelier (invitations, etc..)

Résultats attendus :

- Méthodologie d'analyse
- Guides d'entretien
- CR des entretiens et atelier
- Rapport de mission
- Diagnostic



Centre
de coopération
internationale
en recherche
agronomique
pour le
développement

Département
Territoires,
environnement
et acteurs
Cirad-tera

UR Gestion des
Ressources
Renouvelables et
Environnement

TA 60 / 15
73, rue J.-F. Breton
34398 MONTPELLIER
CEDEX 5, France

téléphone :
33 (0)4 67 61 59 66
télécopie :
33 (0)4 67 61 44 15
www.cirad.fr



EPIC-SIRET
331 596 270 00172
RCS Paris B
331 596 270

Conditions matérielles :

Le consultant recevra des honoraires de 100,000FCFA par jour travaillé, pour un maximum de 8 jours. Le montant total sera payable à la réception des résultats attendus à satisfaction du responsable. Si le consultant le désire, le CIRAD peut lui faire une avance de 100,000FCFA à la signature du contrat. Les frais contractés (repas, transport) seront remboursables sur justificatifs, selon la politique du CIRAD. Les frais de terrain seront pris en charge par DOMINO.

La responsabilité du CIRAD ne saurait être engagée en cas d'accident ou de maladie de l'intéressé pendant la période couverte par la présente convention.

Durée du contrat : 26 octobre 2005– 2 Novembre 2005.

Grégoire LECLERC, Cadre scientifique CIRAD  Date : 24 Octobre 2005	Sidy Mohammed Seck Université Gaston Berger  Date : 24 Octobre 2005
--	--